

Diasporiques

Revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux
n° 38

Juin 2006

Ouvrir

Védrine

Débattre

Charzat
Schlegel
Allal

Méditer

Marienstras
Burko
Minczeles
Bronstein
Aron

Découvrir

Pakiarcz
Hirsch
Fourest
Mourier
Halpern
Guinsburg
Grober



Hubert Védrine : « *L'Europe, une fédération d'états-nations* » (page 4)



Sommaire

Dans ce numéro...

English translation of this abstract p. 54

Cette livraison n°38 de *Diasporiques*, de juin 2006, est principalement centrée sur le devenir de l'Union européenne un an après le rejet par référendum du projet de loi constitutionnelle. L'éditorial (p. 3) le fait remarquer : on ne peut qu'être frappé du silence impressionnant de nos hommes politiques à ce propos. Hubert Védrine relève le gant (p. 4) en nous disant sa conviction que l'Europe ne sera pas une fédération mais bien une fédération d'États-nations. Nous avons nous-mêmes fait de la question du devenir européen l'une des interrogations majeures de notre livre *Valeurs, cultures et politique*, qui vient d'être publié et qui a fait l'objet d'un premier débat public (p. 15) et nous lançons un appel à ce sujet (p. 56). Nous nous étions aussi penchés, fin 2005 – début 2006, avec nos amis du Centre Medem et du Club laïque de l'enfance juive, sur une partie du passé européen qui nous est chère, l'histoire du mouvement socialiste ouvrier juif le Bund, et *Diasporiques* rend compte cette fois du deuxième de ces ateliers, consacré à « l'ici-ité » – la *doykeit* (p. 23). Mais l'Europe a eu aussi ses antisémites patentés : Jacques Aron évoque à ce sujet la figure du Belge Edmond Picard (p. 32) et Fania Perez donne la parole à deux sculpteurs, Jacob Pakciarz et Albert Hirsch qui, chacun à sa manière, ont essayé de représenter l'indicible : la Shoah (p. 35).

Carol Mann s'entretient par ailleurs avec Catherine Fourest à propos de l'affaire des caricatures (p. 38) et Maurice Mourier nous fait à nouveau pénétrer dans les arcanes d'une maison d'édition originale et audacieuse, *l'Improviste* (p. 39). La directrice de celle qu'il nous avait présentée dans le n°37 nous a autorisés à reproduire une nouvelle de l'un de ses auteurs, Jaco Guinsburg (p. 49), qui précède l'hommage que nous rendons au poète et musicien Jacques Grober, qui vient de disparaître (p. 50).

Quant à Anne-Emmanuelle Lazar et à Sylvie Kuczynski, elles nous entraînent cette fois vers les tourbillons des fêtes de l'été naissant et les délices lactés appelés par la douceur des temps (encart). ■

| | |
|--|----|
| Éditorial : à contre-courant ? | 3 |
| Ouvrir | |
| Entretien : Hubert Védrine | 4 |
| Revue des revues | 11 |
| Débattre | |
| <i>Valeurs, cultures et politique</i> : un projet... | 15 |
| Courrier des lecteurs | 21 |
| Humeur | 22 |
| Méditer | |
| Le Bund et la <i>Doykeit</i> | 23 |
| Edmond Picard ou l'exception belge | 32 |
| Découvrir | |
| Des monuments relatifs à la Shoah ? | 35 |
| Les Lumières menacées par la montée de l'obscurantisme | 38 |
| La croisière de l'Improviste | 39 |
| Les livres | 45 |
| Une nouvelle de Jaco Guinsburg | 49 |
| <i>In memoriam</i> Jacques Grober | 50 |
| Une place Gaston-Crémieux à Evry ? | 51 |
| Quel rôle pour les associations ? | 52 |
| Brèves du Cercle Gaston-Crémieux | 53 |
| Convivialité | 55 |
| Une vision européenne de la judéité... | 56 |



Une nouvelle exposition au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme du 14 juin au 1^{er} octobre 2006

Dans le cadre du centenaire de la
réhabilitation du capitaine Dreyfus
(1906-2006)

Alfred Dreyfus. Le combat pour la justice.



Mahj ☎ : 01 53 01 86 67 <http://mahj.org>

À contre-courant ?

Il y a un peu plus d'un an, les Français, consultés par référendum, rejetaient à une nette majorité le projet de loi constitutionnelle européenne – un projet qui, à l'évidence, eût été adopté sans coup férir s'il avait été soumis à ratification par voie parlementaire. Nous nous étions fortement opposés entre nous, au sein du Cercle Gaston-Crémieux (et la situation était sans doute analogue parmi les lecteurs de *Diasporiques*), quant au choix qu'il nous était alors demandé directement d'effectuer. Mais, à l'issue du scrutin, nous étions tous d'accord pour penser qu'il n'était pas question d'en rester là. Or force est de constater que nos politiques de tous bords sont aujourd'hui bien silencieux au sujet de l'Europe et de son devenir. Après le 29 mai, la catastrophe annoncée par certains ne s'est pas produite, pas plus que n'a émergé la solution alternative évoquée par d'autres. *Wait and see* semble être la règle d'or désormais largement partagée.

D'un point de vue « réaliste », on peut certes comprendre qu'il en soit ainsi : à peine un an avant les présidentielles, aucun des partis de gouvernement n'a objectivement intérêt à rallumer à ce sujet des querelles douloureuses, que ce soit en son sein ou autour de lui. Des querelles qui ont conduit certains de ces partis, on le sait, au bord de l'éclatement. Les comptes se régleront ultérieurement, dans le cadre de la nouvelle donne créée par le prochain quinquennat présidentiel.

C'est dès lors ce délai d'une année qui s'ouvre devant nous que nous comptons pour notre part mettre à profit pour lancer, à notre échelle, une série de réflexions et de débats sur les *dimensions culturelles* du fait européen. Nous avons en effet le sentiment que celles-ci ont été, à tort, sinon négligées du moins sous-estimées quant à leur poids politique. Nous prenons bien sûr ici le mot « culture » dans son sens le plus général, celui qui renvoie aux modes de vie, aux représentations de la société et aux valeurs partagées.

Le sentiment d'appartenance à une nation ne résulte pas de la seule prise en considération de faits économiques et sociaux, si importants soient-ils. Donner la priorité, pour un projet politique, à la lutte contre les inégalités, les injustices sociales et les exclusions ne peut naturellement que recueillir notre adhésion. Pour autant que cette priorité ne devienne pas exclusive et renvoie dès lors aux calendes la prise en compte de la diversité

des enracinements historiques et culturels des peuples européens et de leur devenir. L'Union européenne ne prendra réellement corps que si elle sait respecter et cultiver cette diversité, qui est en même temps sa richesse. Nous avons esquissé cette thèse dans le livre que nous avons publié au mois de mars 2006, *Valeurs, cultures et politique*¹. Il nous faut maintenant l'approfondir. On trouvera, dans ce numéro de *Diasporiques*², le compte-rendu d'un premier débat organisé à ce sujet quelques jours après la parution de cet essai³ ainsi que quelques réactions de lecteurs. D'autres débats suivront.

Nous avons, dans cet esprit, décidé d'ouvrir une Tribune européenne au sein de la revue. M. Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, a bien voulu nous faire l'honneur de la lancer⁴ en nous disant sa conviction que l'Europe ne pourra véritablement se construire qu'en prenant explicitement appui sur les États-nations qui en sont les composantes naturelles. D'autres personnalités seront invitées à exprimer, elles aussi, la façon dont elles conçoivent la traduction politique de l'évidente communauté de destins qui associe les peuples européens sans pour autant en effacer les personnalités respectives. Une question d'autant plus intéressante qu'elle renvoie directement à la dialectique de l'indivisibilité de la nation française et de son extrême diversité interne. Comment respecter cette diversité sans pour autant verser dans l'enfermement communautariste ? La solution porte un nom – le beau nom de *laïcité* (pris dans une acception plus large que celui de séparation des Églises et de l'État). Si ce mot est intraduisible dans la plupart des autres langues européennes que le français, le débat autour de son contenu élargi est l'un des enjeux politiques majeurs des années à venir, aussi bien pour l'Union européenne en tant que telle que pour la plupart des nations qui en sont les composantes. Les faits sont têtus, les faits culturels tout autant que les autres : ne seront pas longtemps à contre-courant ceux qui dès aujourd'hui s'efforcent de les prendre en compte. ■

¹ Supplément à *Diasporiques* n°37, Éditions du Cercle Gaston-Crémieux, 168 p., 14 euros.

² Voir p. 15.

³ D'autres débats sont d'ores et déjà prévus en province. Toute suggestion et toute initiative à ce propos des lecteurs de *Diasporiques* sera la bienvenue.

⁴ Voir p. 4.



« L'Europe ne sera pas une fédération
mais une fédération d'États-nations »

Hubert Védrine, ancien ministre

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, nous fait l'honneur d'ouvrir ici la tribune européenne de *Diasporiques*, tribune qui devrait nous permettre de contribuer pour notre part au nécessaire débat sur la relance de la construction de l'Union.

Une dénomination pour le moins malencontreuse

Diasporiques : Le projet constitutionnel européen a été rejeté en France le 29 mai 2005, dans les conditions que l'on sait. Il aurait probablement été repoussé dans les mêmes conditions en Grande-Bretagne et en Allemagne si on l'avait soumis à approbation par voie référendaire. Sans doute était-il pour le moins prématuré de

demander directement au peuple de se reconnaître dans une « nation européenne »...

Hubert Védrine : Personnellement, le référendum ne me pose pas de problème de principe. Mais le mieux est l'ennemi du bien. Je pense que cela a été une erreur de parler de « Constitution ». D'abord c'était faux juridiquement puisque les États-nations européens sont restés des États souverains même si, par leur propre décision, ils exercent en commun une partie de cette souveraineté, même s'ils l'ont en partie transférée à certains organes, notamment dans le domaine monétaire. Personne ne peut engager l'un d'entre eux contre son gré. On ne peut donc pas, contre le droit international, faire adopter un texte européen global à la majorité des États-membres : du Traité de Rome au Traité de Nice, tout a été décidé à l'unanimité. C'est le droit, c'est la démocratie ; on ne peut pas donner de leçons de démocratie à la terre entière et s'en dispenser soi-même.

Puisqu'il s'agissait d'un traité, pourquoi donc avoir parlé de Constitution ? Parce qu'il existe depuis des années en Europe un parti maximaliste, déçu pour ne pas dire exaspéré de ne pas voir se concrétiser une fédération européenne au sens fusionnel du terme – au sens des mouvements européens des années cinquante : ce fédéralisme mystique qui mêle haine de soi, déconsidération active des États-nations et idéalisation de l'« Europe ». Ce courant veut refaire les États-Unis d'Amérique, alors qu'il n'y a pas de comparaison entre les États-nations séculaires européens et les treize colonies américaines qui ne différaient en rien, leurs « frontières » n'étant pas autre chose que des découpages de lotissements sur un territoire...

D. : Elles n'avaient notamment pas de différences linguistiques...

H.V. : Aucune différence en effet de langue, pas plus que de religion ou d'origine – Georges Washington soulignait lui-même cette homogénéité. Donc au lieu de dire, après Nice (où la négociation avait été longue et laborieuse mais avait donné un résultat alors que tel n'avait pas été le cas à Amsterdam) : « Nous allons utiliser ce cadre imparfait et l'améliorer par des



À l'ONU le 17 juin 1998

traités successifs » que dès lors on aurait pu faire passer par les Parlements, une campagne a été déclenchée pour convaincre l'opinion que le Traité de Nice était désastreux. Elle émanait de certains organes européens. La Commission et le Parlement trouvaient que le Traité de Nice n'allait pas assez loin dans l'intégration et le fédéralisme. Et aussi de l'Allemagne qui regrettait que n'ait pas été adopté le système du vote à double majorité qui aurait accru le poids des grands pays mais surtout le sien¹. Et de certains médias. D'où le discours : « il nous faut un nouveau traité, et même un traité constitutionnel, voire une Constitution ». Typique fuite en avant et vieille croyance « nominaliste » : certains ont pensé que le seul fait d'utiliser le mot Constitution (même si l'acte proposé n'en était pas une) créerait « le peuple européen » après lequel ils courent.

J'étais pour ma part convaincu, depuis l'origine, que c'était là une erreur. Je ne dis pas cela maintenant, après l'échec du référendum : j'ai défendu cette thèse, très isolé, au sein du gouvernement Jospin. Je pensais que le mot « Constitution », en tout cas en France, allait créer des attentes impossibles à satisfaire et des craintes impossibles à résorber. Les Anglais, n'ayant pas, comme on le sait, de constitution pour eux-mêmes, trouvaient l'idée saugrenue. Mais, après tout, comme ce qui se passe en Europe est moins important pour eux que leurs propres

règles, ils se sont montrés en la matière plutôt arrangeants ; ils se sont seulement préoccupés de fixer des lignes rouges pour que l'Union Européenne ne puisse pas remettre en question leurs prérogatives dans les domaines jugés par eux essentiels. En Allemagne, l'idée de Constitution est bien reçue : elle apparaît comme un complément naturel du système fédéral allemand, ce qui ne veut pas dire que le projet serait passé comme une lettre à la poste s'il avait été soumis à référendum. Les Britanniques auraient sûrement voté « non » ; pour les Allemands, on peut se poser la question de l'ampleur qu'aurait eu le oui.

Bref, on se lance après Nice dans cette aventure grandiose, on crée une « convention » préparatoire sous prétexte que les gouvernements ne sont plus assez légitimes. On peut d'ailleurs se demander pourquoi : à ma connaissance ces gouvernements ne sont en général pas issus de putschs, ils proviennent d'élections incontestables. C'est l'esprit du moment, qui a tendance à tout mélanger : la démocratie représentative est rejetée au profit de l'introuvable démocratie directe, et de ce monstre hybride qu'est la démocratie participative (j'emploie bien sûr le mot « monstre » dans son acception étymologique, l'emprunt de morceaux du corps de divers animaux). On fait ce texte, le Conseil européen le rabote un peu et l'on s'embarque dans l'aventure de la ratification. Mais dès lors qu'on disait qu'il s'agissait d'une Constitution, donc d'un texte très important et qui changeait tout...

D : C'est donc le mot qui a fait la chose...

H. V. : Oui, compte tenu des traditions de la Cinquième République, le président était quasiment obligé, pas juridiquement, mais politiquement, de recourir au référendum. Au demeurant, c'est ce qui lui a été demandé non seulement par sa majorité mais aussi par François Hollande...

D. : ... et par Laurent Fabius...

H.V. : Oui, par Fabius aussi. Les électeurs ont voté comme l'on sait, ce qui n'était pas forcément surprenant. J'ai personnellement voté « oui » parce que je ne pouvais cautionner le pari des partisans du « non » : créer un choc, renégocier, obtenir un traité social, cela n'avait aucune chance de se produire. Bien sûr, il y avait plusieurs façons de motiver le « non ». Si j'ai voté « oui » quant à moi, c'est parce qu'à tout prendre le compromis auquel nous étions parvenus me semblait acceptable, tout en pensant au fond de moi-même que nous atteignons là le point ultime de l'intégration acceptable par les peuples. Je parle en cela non des projets communs, qui devraient être plus nombreux et aller beaucoup plus loin, mais bien de l'intégration politique. Le contexte de politique intérieure a joué lui aussi ; les électeurs se sont vengés de ne pas avoir été consultés sur l'élargissement puisqu'ils considèrent que ce que votent les députés en leur nom ne compte plus ! Et puis il y a eu l'addition de ceux qui pensent que l'Europe en fait trop ou pas comme il faut, et de ceux qui au contraire pensent qu'elle

¹ Le poids de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie serait passé de 9 à 13 %, celui de l'Allemagne de 9 à 18 %.



n'en fait pas assez, etc. Bref, tout cela s'est conjugué et a donné la victoire au « non ».

Une situation confuse

Depuis on est dans une grande situation de confusion intellectuelle et politique. Le fait juridique est que le traité est mort puisque sa ratification requiert l'unanimité. Aucun président français ne fera un autre référendum sur le même texte (un président fraîchement élu ne sera pas suicidaire !). Les Néerlandais ne revoteront pas plus ; les Anglais auraient voté « non », les Polonais de même. On devrait donc conclure que ce traité est mort né. Mais plusieurs groupes s'opposent jusqu'ici à ce constat. Les plus déterminés : les fédéralistes « putschistes » qui n'ont pas renoncé à imposer ce texte à la majorité, et non à l'unanimité. Les autorités françaises, parce qu'elles se sentent un peu en faute alors qu'après tout le peuple a tranché...

D. : J'aime vous entendre dire cela. J'ai moi-même été un peu surpris que l'on dise, en particulier au parti socialiste, que le peuple s'était trompé dans son choix parce qu'on n'avait pas été suffisamment convaincant à son égard...

H. V. : C'est cela, il faut dissoudre le peuple ! Certains n'osent pas dire que le traité est mort car alors, quoi dire après ? Depuis Maastricht, les européistes bien intentionnés (il y en a beaucoup à gauche notamment) s'imaginent (c'est bien là cette fuite en avant que j'évoquais à l'instant) qu'on va tout régler par la « Constitution ». Les

Français croient beaucoup dans ces textes sacrés : les Chartes, les Préambules, les Constitutions, la loi pour dire le vrai et le faux, etc. Par ailleurs pour beaucoup, à gauche, il s'agissait avant tout, au travers de ce projet, d'assurer par la voie « constitutionnelle » la mise en place d'un modèle social européen à l'image du modèle français. Cela n'avait évidemment aucune chance de marcher puisque ce « modèle » tel qu'il est devenu n'est préféré pratiquement par personne en Europe en dehors de nous. Il est illogique de passer par le détour de l'Union (qui en la matière se prononce par des votes majoritaires) pour faire passer des idées franchement minoritaires. Les Suédois n'ont pas de telles contradictions. Jacques Delors en avait prévenu à plusieurs reprises les socialistes : « Ne demandez pas que ce soit l'Europe qui gère le social, parce qu'elle mettrait en œuvre le contraire de ce que vous espérez obtenir par cette démarche ! ». Qu'on le regrette est une tout autre affaire ! Et puis il y a aussi les institutions et les pays qui auraient été renforcés par l'adoption de ce traité, comme l'Allemagne.

En fin de compte, aujourd'hui il ne se passe rien, le temps de la réflexion devient un horizon glissant : la présidence allemande, les élections françaises de 2007, la présidence française de 2008 ou les élections européennes de 2009. Les Allemands ont des raisons nationales et européennes de rester attachés au traité constitutionnel. Ils n'ont pas pour autant le pouvoir de faire revoter en sens inverse les peuples qui ont dit « non » ! Quant à l'élection française, elle ne va

pas dénouer cette situation parce que le nouveau président français (ou la nouvelle présidente), quel qu'il soit, ne prendra pas le risque de faire revoter les Français sur un texte qu'ils ont rejeté. Je dis donc dès maintenant qu'on sera obligé, en juin 2007 ou plus tard, de constater qu'il n'y a pas d'unanimité possible sur ce traité. D'ailleurs le ministre allemand des affaires étrangères commence à le dire. Sans doute envisagera-t-on alors de reprendre dans un « petit traité » les éléments clefs institutionnels du projet avorté. Mais peut-il y avoir accord entre les vingt-cinq sur ce que l'on peut considérer comme ces « éléments clefs » ? On essaiera mais, cela n'est pas acquis d'avance.

D. : A partir de quelles parties du projet de loi constitutionnelle cela pourrait-il éventuellement se faire ?

H.V. : Un traité institutionnel devrait logiquement porter prioritairement sur les pouvoirs et le fonctionnement des institutions. En revanche c'est absurde de vouloir figer dans un traité des politiques qui doivent pouvoir changer, selon que l'Europe est plutôt à gauche ou plutôt à droite.

D. : Il s'agit donc pour l'essentiel de la partie I ?

H.V. : Oui et de quelques éléments de subsidiarité pris ailleurs.

D. : La partie II – la Charte des droits fondamentaux – n'est-elle pas quant à elle un compromis contestable, qui efface par trop les différences historiques et culturelles entre les États-nations constitutifs de l'Union ?

H.V. : On ne peut pas dire cela de la Charte. La majorité des Européens considéraient cela comme un progrès même si ces droits sont déjà parfaitement garantis dans chaque état et par les textes européens déjà signés.

D. : Ne pourrait-on se contenter des actuelles têtes de chapitre - la dignité, les libertés, l'égalité, la solidarité, la citoyenneté, la justice - en tant que, disons, devise de l'Union ?

H.V. : Depuis une quinzaine d'années l'Union (à tort ?) est engagée dans la voie de l'homogénéisation au sein du marché unique. De plus, ce que vous appelez le « on », c'est vingt-cinq pays. Le résultat ne peut être que la résultante d'une négociation, on ne peut donc pas aller plus loin aujourd'hui... Je pense qu'au printemps prochain surnagera l'idée qu'on peut se contenter d'un texte beaucoup moins ambitieux mais qui puisse fonctionner. Peut être en effet en se limitant à l'invocation de principes généraux.

D. : Et qui sera adopté au niveau parlementaire ?

H.V. : Il pourrait l'être, sauf dans les pays où le référendum est de droit. Et il y aura sans doute moins de référendums dans les pays où ce n'est qu'une option. Mais tout cela suppose que d'abord les négociations reprennent... autour de l'idée d'un traité plus court, plus simple et moins ambitieux. Mais une fois les négociations réouvertes...

D. : Quand la France présidera-t-elle à nouveau l'Union ? Donc en 2008 ?



Avec M. Boris Trajkovski, Président de la République de Macédoine, au Parlement (Skopje). 03.09.2001

Ministère des Affaires étrangères. Photo F. de La Mure

H.V. : Par exemple. Cependant, ce n'est pas forcément un avantage de présider pour négocier, contrairement aux arguments de prestige qui nous avaient amenés à réclamer que la négociation se termine à Nice sous notre présidence - parce qu'il est évidemment très difficile de trouver un bon équilibre entre défendre ses idées propres et favoriser l'intérêt général. On peut imaginer qu'une nouvelle négociation européenne démarre courant 2007, mais il ne faut pas attendre son éventuel aboutissement pour agir. Depuis le 9 juin 2005 (la date du premier article que j'ai fait après le référendum), je suis de ceux qui pensent et disent que la voie constitutionnelle est fermée pour le moment et qu'il faut relancer l'Europe par des projets opérationnels. Par *des* projets et non par *le* projet.

Des États-nations qui conservent leur légitimité

D. : Quelle place assignez-vous aux nations dans cette construction ?

H.V. : On a pensé pendant longtemps qu'il fallait faire l'Europe en quelque sorte sur le dos des nations. En les discréditant d'abord, parce que *nation* entraînerait automatiquement nationalisme, affrontements, guerres ; en les « vampirisant »... On doit pourtant pouvoir raisonnablement distinguer des monstruosité et des déviations nationalistes pathologiques le patriotisme normal, un attachement non moins normal à son identité, en un mot la légitime survie des nations parce que c'est comme cela qu'historiquement les peuples se sont organisés. On a bien vu que le « dépassement des nations »



a atteint une sorte de limite, et s'est heurté à plusieurs des peuples concernés, au contraire. Le « non » français s'explique en partie par des arguments sociaux, mais, comme Pierre Nora, Jean Daniel, Marcel Gauchet ou Pierre Manent, je pense qu'il y a derrière cela une souffrance identitaire qu'on aurait pu et dû éviter : nos compatriotes se sont sentis menacés dans leur identité. C'est évidemment ce qui s'est passé aussi aux Pays-Bas et il en eût été de même en Grande-Bretagne. Je sais que les fédéralistes (au sens fusionnel du terme) raisonnent autrement. Mon ancien collègue et toujours ami Joshka Fisher, par exemple, était inspiré par la pensée d'Herbert A. Hirsch : quand on ne peut plus être fier de son propre pays, on ne peut retrouver de patriotisme que « constitutionnel ». Mais ce n'est pas une option pour la plupart des pays européens. Il fallait bien sûr extirper de l'Europe les nationalismes d'antan mais maintenant, la bonne solution est, comme l'a suggéré depuis longtemps Jacques Delors, une fédération d'États-nations (les deux termes sont importants : fédération *et* États-nations). Ce serait une fédération de clarification et de subsidiarité, et non une construction fédéraliste mystique ayant pour objet de broyer les identités, jugées néfastes et dangereuses...

D. : La vision historique de se fédérer n'a pourtant rien à voir avec cela, il s'agissait plutôt, ce faisant, de rechercher la paix et la coopération entre des nations qui jusque là s'opposaient les unes aux autres...

H.V. : Il y a un fédéralisme de répartition des rôles et des compétences. Mais il y a aussi un fédéralisme militant actif de la disparition des nations.

D. : Que pensez-vous à ce propos de la position que Guy Verhofstadt, le Premier ministre belge, développe dans le petit livre qu'il vient de publier sur *Les États-Unis d'Europe*² et dans lequel il défend la thèse selon laquelle l'Europe doit commencer par se débarrasser de son incompréhensible jargon (« *l'Europeak* »)³, se doter « d'institutions fortes et d'une autonomie budgétaire » et, en même temps, « reconnaître l'identité et la spécificité culturelle des États-membres »⁴ ?

H.V. : Guy Verhofstadt demeure un fédéraliste classique mais comme il est réaliste et constructif, il s'est adapté à la réalité européenne d'aujourd'hui. Sur *l'Europeak* il a raison ! Ensuite il donne lui-même dans son livre sept ou huit exemples de domaines où la Commission se mêle de ce qui ne la regarde pas. Il faudrait, selon lui, étendre certaines compétences de l'Union mais en sens inverse, restituer aux États certaines fonctions qui lui ont été abusivement transférées. Ainsi l'Europe a-t-elle sottement énervée une partie des populations par un abus de réglementations tatillonnes (qui n'a même pas son équivalent aux États-Unis). Le livre de Verhofstadt est très intéressant. Je ne m'inscris pas dans la même inspiration politique que lui mais je

suis convaincu qu'il y a une voie de relance européenne possible à partir de certaines de ses idées.

Une mosaïque de peuples

D. : Que dire dès lors du rôle et du devenir des peuples européens – et notamment les peuples transfrontaliers ou diasporiques ?

H.V. : Ma réponse est de même nature qu'au sujet des nations. Il est artificiel de vouloir créer un peuple européen. Il y aura entre les peuples européens de plus en plus de complémentarités, d'échanges, de cousinages, de liens qui confèrent à l'ensemble des caractéristiques originales, y compris de par les dimensions diasporiques que vous évoquez, y compris les diasporas européennes sur d'autres continents, qui constituent pour nous un relais essentiel d'influence vis-à-vis du reste du monde. En revanche, l'idée « d'un » peuple européen relève d'une approche technocratique, ou économiste, d'une certaine futilité contemporaine aussi : croire que l'on peut tout régler par des regroupements purement économiques – les « sous-régions » de la Banque Mondiale – et que les sociétés sont des agrégats statistiques ! Tout cela est artificiel, presque *orwellien* !

En réalité, il faut une construction institutionnelle européenne plus claire et plus simple dans laquelle chaque peuple européen se sente à son aise, sans dépossession de son identité ni de sa langue, qui lui donne conscience de participer à une création collective lui

² Éditions Luc Pire, Bruxelles, 2006.

³ Ibid. p. 63.

⁴ Ibid. p. 66.

apportant quelque chose en plus. Faute de quoi lesdits peuples casseront tout : ils saisiront toute occasion leur permettant en ce sens. On l'a bien vu avec le référendum en France et aux Pays-bas : on a donné aux peuples un gourdin, ils ont montré qu'ils savaient s'en servir !

D. : En fait, en parlant de « peuples », je voulais aussi évoquer la diversité des peuples qui constituent chaque nation – et je pense par exemple au refus symbolique de notre pays de ratifier la « charte européenne des langues régionales et minoritaires »...

H.V. : Sur ce point je suis sans doute moins proche de vous. Il faut certes que tous les Français parlent convenablement l'anglais – pas une sorte de jargon d'aéroport – mais qu'ils continuent en même temps à parler bien leur propre langue, le français. Je déplore l'appauvrissement du français médiatique, en termes de vocabulaire et surtout de syntaxe (la syntaxe, c'est plus grave : on touche là au logiciel d'une langue). C'est un combat dont malheureusement les élites françaises se désintéressent complètement, au désespoir des francophones du reste du monde. Je m'intéresse pour ma part d'abord à cet aspect des choses mais je n'ai rien pour autant contre la reconnaissance des langues régionales en tant qu'éléments constitutifs d'une légitime diversité, dès lors qu'on mène conjointement ces deux combats, à l'image par exemple de ce que font chez eux les Espagnols, et bientôt les... Américains eux-mêmes, face à l'espagnol.

D. : Ma remarque sur les langues visait plutôt à donner un témoignage de la difficulté de notre pays à reconnaître sa diversité culturelle interne.

H.V. : Tout est lié en effet : notre pays est aujourd'hui mal à l'aise avec lui-même. Mais ce n'est pas en reconnaissant (en imposant ?) sa diversité culturelle interne que vous lui redonnerez en ce moment confiance en lui. Ce pays doit d'abord reprendre confiance en lui. Il faut à la fois qu'il soit plus lucide, qu'il renonce aux slogans chimériques (du type « réguler la mondialisation »), qu'il prenne conscience de ses atouts dans le monde tel qu'il est, qu'il arrive à y voir sa place réelle et à y défendre son identité collective et son mode de vie. Il sera alors probablement plus ouvert à la reconnaissance de sa propre diversité.

D. : Mais cette France dont nous parlons est composée notamment de jeunes et ces jeunes – qui sont notre avenir – sont pour une fraction relativement importante d'entre eux marginalisés sinon rejetés parce qu'on se refuse à reconnaître la réalité de cette diversité constitutive de notre indivisible république.

H.V. : Mais ils ne peuvent pas seulement demander à être reconnus dans leur diversité, voire dans leur différence, sans se demander par rapport à quel point central de référence. Il faut traiter les deux aspects. Comme aux États-Unis, il faut que les gens aient d'abord envie de s'intégrer...

D. : Qu'il y ait un patriotisme renouvelé envers la République en quelque sorte ?

H.V. : Exactement ! Les cérémonies de naturalisation aux États-Unis ont de l'allure, nous devrions de ce point de vue essayer de faire plutôt comme eux.

D. : Je vous comprends mais je voudrais quand même insister sur l'importance de la reconnaissance de la diversité culturelle interne à chacun de nos pays : ne serait-ce pas une façon de faire passer l'idée qu'on peut parfaitement « intégrer » ces différences au sein d'une nation et par voie de conséquence intégrer de façon analogue, à l'échelle de l'Union, les différences qui existent entre peuples européens ?

H.V. : D'abord je n'aime pas trop le mot « intégration » qui fait un peu boîte de sardines. Ensuite je redis : oui à la diversité si le principe rassembleur central n'est pas en lui-même en crise.

Le projet d'Europe-puissance reste quant à lui de



Ministère des Affaires étrangères. Photo F. de La Mure



l'ordre du fantasme, et même du fantasme français. Beaucoup de Français se sont ralliés en effet à l'idée européenne en pensant que l'Europe serait une France en plus grand. Après des centaines de colloques sur ce thème on continue néanmoins de refuser de reconnaître que les autres Européens ne sont pas excités par cette idée. Ils ont peut-être tort mais on ne peut pas imposer nos idées à tout le monde ! Les autres Européens sont réticents par pacifisme, « helvétisme », hédonisme, fatigue historique, atlantisme... Je constate, et m'inquiète plutôt de cette tendance parce que, si nous ne devenons pas une vraie puissance, nous serons inévitablement dépendants, au point évidemment de ne plus pouvoir défendre notre mode de vie, compte tenu de la dureté réelle du monde global qui n'a rien d'une sympathique « communauté internationale ».

L'Europe restera-t-elle seulement une énorme ONG regorgeant de bonnes intentions, une organisation philanthropique, une banque régionale de développement ? Ou bien se résoudra-t-elle à devenir une puissance, avec son *soft-power* mais aussi du « hard » ? Je préférerais pour ma part que

l'on tranchât pour la deuxième solution. Pour une Europe qui ne soit pas militariste et prenne appui sur le droit international qu'elle contribue à élaborer, mais qui ne se prive pas pour autant de peser, de faire de la vraie politique internationale et pas seulement des discours sur les Droits de l'Homme. Je me défie de l'idée que les traités puissent régler toutes ces questions : c'est une question d'ordre mental. Si les Européens ne veulent pas d'Europe-puissance, c'est d'abord parce qu'ils rejettent leur propre histoire. Mais nous n'avons pas que des Suisses ou des Scandinaves dans notre environnement mondial. Il y a aussi des Russes, des Indiens, des Arabes, des Israéliens, des Américains... toutes sortes de peuples qui fonctionnent autrement...

D. : Des Chinois aussi...

H.V. : Des Chinois bien sûr ! Pour prendre les problèmes à bras le corps, il faudrait créer un choc à ce propos, ce peut être en recourant à un référendum européen (je sais que vous n'aimez pas cela !) tournant autour de la question : « Que voulons-nous être dans le monde ? ». Ou en faisant l'enjeu des prochaines élections européennes. Et ce serait l'occasion

de décanter les choix. Veut-on vraiment essayer d'avoir une politique étrangère commune ? Une capacité militaire renforcée, permettant d'intervenir pour l'établissement ou le rétablissement de la paix, ici ou là dans le monde ?

D. : Un référendum ne serait pas nécessairement une mauvaise chose s'il s'agissait de la ratification populaire solennelle d'une décision déjà prise au niveau des instances déléguées pour le faire : les gouvernements et parlements des pays concernés et de l'Europe. Ce qui me gêne dans le référendum, c'est d'en faire une procédure décisionnaire.

H.V. : Oui. Mais mon idée est plutôt celle d'une troisième formule : provoquer dans l'opinion européenne une mobilisation intellectuelle et un débat sur un sujet escamoté, d'abord parce qu'on pensait qu'il était trop tôt pour en parler et qu'après c'était prétendument déjà réglé... alors même que cela ne l'est pas en réalité. Il faut relancer cette discussion par la base. C'est la seule façon de donner un nouveau souffle à ce nécessaire grand projet d'Europe-puissance. ■

Propos recueillis par
Philippe Lazar

Solution des « Revenentes » (grille p. 55)

Horizontalement
I - Rénsementements. II - Expert. Sévres. EER (Rée). III - Echelle. Ensellé. IV - Lee. Sée. Esters. V - LLBE (Belle). VI - Élément. VII - Mestre. VIII - En. Vent. IX - NT (net). Stèle. X - Têt. Se. XI - Se. DST. XII - Pré. XIII (XVII - Serre-tête. Testes.
Verticalement
I - Réellement. Envers. 2 - Excellentes. Enée. 3 - Éphèbes. TEP (Tonne équivalent pétrole). NC (ONCE). 4 - Née. EMTPS (Temps). Réer. 5 - SRL (Sarl). EER (Rée). Décrète. 6 - Etes. Nevers. Ce. Et. 7 - Test. EL (Le). Tresse. 8 - Este. Nés. 9 - Née. Es. Née. 10. CV (Curriculum vitae). ER (Rè). 11 - Eres. Se. 12 - Ment. 13. Esse. Eté. 14 - ER. Nés. 15 - Tels. TNT. 16 - Sel. Eté. 17 - Reg. Ses.

Revue des revues

Rubrique animée par Georges Wajs

Cités, Numéro 25, 2006.

La revue *Cités* consacre un dossier à Emmanuel Lévinas, né en 1906 .

Lévinas ou l'arrachement au paganisme de la seule raison.

Dans un entretien datant de 1987 Lévinas revenait sur son ouvrage *De l'évasion*¹ : Dans le texte originel, écrit en 1935, on peut distinguer les angoisses de la guerre qui approchait et toute la fatigue d'être, l'état d'âme de cette période. Méfiance à l'égard de l'être, était le sentiment de l'hittérisme imminent partout. Cette nécessité de l'évasion, pour s'arracher à soi-même est niée dans les systèmes totalitaires. Toute civilisation qui accepte l'être (rivé), le désespoir tragique qu'il comporte et les crimes qu'il justifie, mérite le nom de barbare, écrivait-il. Cette évasion du paganisme marquera la spiritualité athée de Lévinas, car le paganisme n'est pas la négation de l'esprit mais une impuissance radicale à sortir du monde. Lévinas sera dès lors à la recherche d'une spiritualité émergeant des relations entre humains.

Cités publie un texte inédit de Lévinas datant de 1933, rédigé en lituanien lors d'un séjour à Kovno. On y trouve déjà la quête d'une forme de spiritualité du dehors, qu'il ne trouve ni dans la spiritualité française ni dans la spiritualité allemande. Lévinas y décrit les spiritualités française et allemande comme rivées à leur présent. Dans la spiritualité française, dualiste et rationaliste depuis Descartes, il montre combien la biologie des émotions est, dans l'esprit français, séparée de tout principe spirituel jugé non indispensable à la vie biologique. Il explique ainsi le positivisme français et signale la faiblesse d'un modèle spirituel où le corps et l'esprit restent radicalement séparés. Pour lui, l'affaire Dreyfus illustre déjà la limite de ce

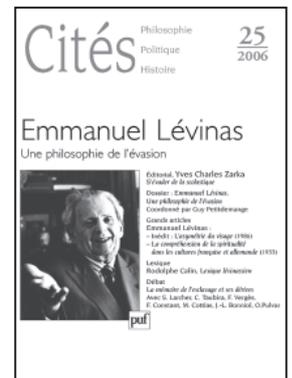
modèle abstrait qui limite l'activité de l'esprit à la raison, ce qui a conduit à l'injustice en se privant de l'intelligence de l'affect (*hesed*²) qui conditionne le désir de justice.

Le romantisme allemand s'inscrit au contraire dans l'existence d'une spiritualité concrète, l'homme y est réduit au moi concret soucieux de son destin. La spiritualité y résulte du drame des seules passions. Pour illustrer son propos, Lévinas analyse la *Montagne Magique* de Thomas Mann, qu'il compare à l'analyse des affects chez Proust, mais aussi aux formes opposées de textes érotiques que produisent ces deux traditions, sans amener à la transcendance du plaisir érotique qui seul peut briser l'illusion de l'être (*De l'évasion*).

L'intérêt de ce texte de jeunesse est qu'il fait déjà le constat empirique des limites de la philosophie occidentale, à partir desquelles se construira le désir de Lévinas de rendre philosophique la spiritualité hébraïque, qui, pour lui, articule l'affect à la raison. Ce lien nécessaire entre l'affect narratif et la justification de l'agir éthique est néanmoins conditionné par un athéisme qui précède l'idée de Dieu et libère de tout paganisme, de tout enfermement totalitaire. Il témoigne déjà dans ce texte de la juste co-existence entre le Moi et Autrui, permettant l'évasion du paganisme du Moi, fondement de la rationalité occidentale, vers ce qui deviendra l'Autrement qu'être. ■

Emmanuel Lévinas aurait eu cent ans cette année. Cet anniversaire est célébré avec beaucoup de discrétion s'agissant de l'un des penseurs les plus importants du xx^e siècle. Sans doute la difficulté d'approche de son œuvre y est-elle pour beaucoup. Pourtant sa notion centrale de l'Autre est plus importante que jamais. Le dossier de *La vie des idées* sur la peur de l'islam en est la préoccupante illustration. Les questions de « conscience juive », d'appartenance et d'éthique sont des sujets récurrents traités en termes d'histoire ou de « fidélité-infidélité » dans la transmission. D'histoire il est aussi question à propos des problèmes de fidélité et d'évolution qui se posent au Parti Socialiste et à la Gauche dans son ensemble.

Mylène Baum



¹ Emmanuel Lévinas : *De l'évasion*, Le Livre de Poche, Biblio-essais, 1998.

² *Hesed* (générosité) est un mot hébreu toujours associé au mot *din* (jugement), deux versants inséparables qui font la beauté du jugement éthique dans la pensée hébraïque.



Archives Juives, n° 38/1, 1^{er} semestre 2005.

Ce numéro contient la seconde partie d'un intéressant dossier, sur les intellectuels juifs couvrant « l'ère des tyrannies » (soviétique et nazie s'entend) ainsi que la période de l'après Seconde Guerre mondiale. La première partie, comme le rappelle Perrine Simon-Nahum, traitait « d'un judaïsme patriote et républicain, trempé au sceau de l'affaire Dreyfus et de l'Union sacrée ».

L'article de Vincent Duclert *Il y a de l'or dans cette poussière. L'intellectuel démocratique et la résistance aux tyrannies*, évoque les attitudes dans la tourmente « d'intellectuels démocratiques » d'origine juive tels que Léon Brunschvicg, Élie Halévy, Victor Basch, Marc Bloch, Raymond Aron. Le titre, « Il y a de l'or dans cette poussière », est repris de l'appel que lançait Lévinas à la jeune génération de philosophes tel Paul Nizan qui, en pourfendant Brunschvicg, rejetaient le modèle républicain, hérité de l'affaire Dreyfus, de la liberté classique et des droits de l'homme et du citoyen.

L'article de Perrine Simon-Nahum *Penser le judaïsme. Les Colloques des intellectuels juifs de langue française (1957-2000)*, retrace l'histoire de ces Colloques, initiés par des hommes issus en majorité du mouvement des Éclairés Israélites (EIF) qui s'illustra dans la Résistance et dans le sauvetage d'enfants juifs. Ils sont rejoints par des collaborateurs du cercle des Recherches Philosophiques où se rencontraient déjà avant la guerre Lévinas et Jankélévitch. Edmond Fleg et Léon Algazi en sont les vrais fondateurs. Ces Colloques se tinrent à peu près tous les ans, réunissant des intellectuels qui cherchaient le nouveau contenu à donner à leur judaïsme après la Shoah. Le premier a eu lieu en 1957 : il avait fallu douze ans pour que les esprits s'apaisent et prennent le recul nécessaire après tant de bouleversements et de tragédies. La création de l'État d'Israël était une donnée essentielle. Nombre d'initiateurs, attachés aux textes bibliques firent leur *alyah*. Les actes des trois premiers colloques, publiés aux PUF sous le titre de *La conscience juive*, abordaient cette question, comme l'énonçait V. Jankelevitch s'interrogeant sur ce « je-ne-sais-quoi (qui) majore la difficulté d'être ».

Pour les colloques suivants, Perrine Simon-Nahum distingue deux périodes. A la fin des années 60, ils s'ouvrent sur les problèmes contemporains et subissent le contrecoup de Mai 1968. Après la guerre du Kippour, les

discussions abordent le statut d'Israël et, corrélativement, la présence juive en diaspora. A partir des années 1980 une nouvelle génération, fortement marquée par la philosophie de Lévinas, commence à intervenir avec, entre autres, Alain Finkelkraut. Cette génération exprime une interrogation croissante sur la place du judaïsme dans le paysage politique et intellectuel français, la condition juive se pense désormais en termes d'appartenance et d'éthique.

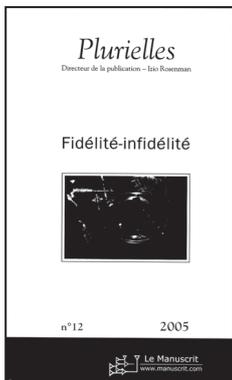
André Kaspi, dans son éditorial, pose la question : « *Qu'est-ce qu'un intellectuel juif ?* ». On est peut être en droit de s'interroger sur l'énoncé même de cette formulation, qui tendrait à nous enfermer. Oserai-je terminer par une boutade ? Si, comme le prétendait la pièce de théâtre bien connue, on peut être une mère juive sans être ni mère ni juive, il ne suffit pas pour être un intellectuel juif d'être intellectuel et juif. Le minimum est sans doute encore de revendiquer sa judéité et de consacrer une partie de ses réflexions aux questions afférentes. ■

Marcel Jablonka

Plurielles, n°12, 2005.

Dans la dernière livraison de la revue qu'il dirige, Izio Rosenman nous propose une réflexion sur le thème « fidélité-infidélité ». Sujet foisonnant qui traverse toute l'histoire juive et qui a plus que jamais une résonance actuelle. *Que doit-on garder, inclure, transmettre, modifier ou rejeter ?* interroge-t-il.

Daniel Lindenberg traite du *franco-judaïsme entre fidélité et infidélité*. Cette histoire est intéressante à plus d'un titre. À propos d'Alexandre Weill (1811-1899), qualifié en son temps d'« Isaïe du faubourg Saint Honoré », il rappelle qu'il se disait *gorgé de principes républicains*. Cette sorte d'affinité élective entre le Décalogue du judaïsme et l'émergence de la Déclaration des Droits de l'Homme conduira Joseph Salvador, descendant de marranes, proche des saint-simoniens, à devenir l'inspirateur de l'idée de *penser la mission des Juifs dans le monde nouveau issu de la Révolution*. Il influencera James Darmesteter (1849-1894) qui, pour l'auteur, incarne un *messianisme maïmonidien dont la République française... est la Terre Promise*, avec, comme toile de fond, une sorte de synthèse judéo-protestante opposée au catholicisme rétrograde et qui fournira ces fameux Juifs d'État, ces « fous de la République » décrits par Pierre Birnbaum. À la différence de ce



qui se déroulait dans le monde germanique, les Juifs avaient été *partie prenante* de la modernisation de la France. On sait aussi combien tout ceci allait contribuer à la montée de l'antisémitisme au moment de l'affaire Dreyfus. Ce franco-judaïsme allait cependant encore briller entre les deux guerres mondiales et même après, avec des personnalités comme Edmond Fleg, Emmanuel Lévinas, André Neher, Georges Friedmann, Wladimir Rabinovitch (Rabi) et tant d'autres. Daniel Lindenberg conclut en citant Leo Strauss : *Dans une tradition vivante, le neuf n'est pas l'opposé de l'ancien, il est son approfondissement.*

Les figures de Spinoza, de Mendelssohn, de Sabbataï Tsvi, d'Edmond Jabes sont évoquées, ainsi que la rupture par rapport au monde traditionnel du Yiddishland dans les œuvres d'écrivains tels Isaac Bashevis Singer et Israël Zangwill, tandis que notre ami Jacques Burko nous livre avec humour et amour la difficulté qui est sienne de traduire la poésie, difficulté qu'en réalité il surmonte si bien.

Edwige Encaoua pose la question lancinante de savoir si le judaïsme laïque est transmissible. Pour elle, *la Torah est l'héritage commun aux juifs laïques et non laïques.* Ce qui est primordial est d'en rechercher la signification symbolique, *de faire création de sens,* car pour elle *c'est dans la prévalence de la forme sur le sens que les processus (de dérive obscurantiste du religieux) de certitude se mobilisent et se figent.* ■

Georges Wajs

Esprit, février 2006, « *Doutes européens, incertitudes françaises* »

Les socialistes et le pouvoir. (Entretien)

Alain Bergounioux et Gérard Grunberg s'expliquent sur les ouvrages, au titre shakespearien, qu'ils ont consacrés aux relations difficiles entretenues depuis toujours par le PS avec le pouvoir³. Ils en recherchent les origines en s'inspirant du « modèle génétique » du politologue italien Angelo Panebianco qui insiste sur les moments fondateurs permettant de comprendre une logique politique. Le Parti socialiste, né dans un paysage déjà construit, n'a pu ni se fondre dans un grand parti républicain, ni représenter à

³ *Le long remords du pouvoir*, Fayard, 1992 ; nouvelle édition, *L'ambition et le remords*, Fayard, 2005.

lui tout seul la classe ouvrière. La clé du modèle se trouve dans le lien à la Révolution française, lien ambigu, voire empoisonné, dont témoignent les tragiques malentendus du XIX^e siècle, et les chocs sanglants de 1848 et 1871 entre la République et son extrême gauche. Le socialisme français hérite de l'espérance, jamais tout à fait éteinte, de l'insurrection libératrice et du changement global, mais, par un autre côté, il se coule dans la République et le suffrage universel.

Redoutable contradiction qui fixera pour longtemps le sort du PS. Et, à partir du moment où Jaurès, par une synthèse audacieuse et fragile, réalisera tardivement son unité, celle-ci deviendra un bien suprême, survivant au schisme de 1920, préféré aux approfondissements de doctrine et même à l'exercice du pouvoir accepté avec réticence pour la première fois en 1936. Cette accession place à tout coup le PS dans une situation impossible, conduisant à d'inextricables difficultés qui mettent en péril sa crédibilité et surtout son *âme*. Il s'ensuit un intense besoin de purification par retour aux origines... et à l'opposition. L'ère Mitterrand a paru s'éloigner de cette malédiction en s'appuyant sur un homme dont la culture n'était pas celle de la *vieille maison* et sur des institutions d'abord combattues mais qui permettent la durée. Dissimulée, la contradiction n'a pas été résolue pour autant, et le PS actuel demeure problématiquement écartelé entre la culture de gouvernement et la volonté de rupture, l'ambition et le remords.

Le « tournant » de 1983 : un remords socialiste ? (Entretien)

François Stasse, qui fut proche collaborateur de François Mitterrand à l'Élysée, se réclame de la *deuxième gauche*. Il place le *tournant de la rigueur* de 1983 dans la perspective des débats des années 70 entre une *première gauche*, dépassée par les mutations accélérées de l'économie mondiale, et les rocardiens, qui en avaient pris la mesure sans être écoutés. Mitterrand, pour qui, estime-t-il, l'économie *n'existait pas* devant le politique, était alors principalement préoccupé par la compétition avec le PCF et bien résolu à le concurrencer sur les terrains de prédilection de ce dernier.

En 1983, un courant *national jacobin*, avec entre autres Chevènement et Jean Riboud, plaide pour un isolement délibéré de la France qui restaurerait des marges de





manœuvre. Il est combattu, tant à Matignon qu'à l'Élysée, par un petit nombre de personnes issues de la deuxième gauche ou proche d'elle quant aux conceptions économiques. Jacques Delors et Pierre Mauroy orienteront finalement le choix de Mitterrand. Stasse s'en félicite d'autant plus qu'il voit là un tournant et non une simple parenthèse, tout en renvoyant le reproche de « *dérive libérale* » aux gouvernements ultérieurs.

Pas d'ambition sociale qui ne soit rigoureusement financée, réaffirme-t-il à l'ombre de Mendès, tout en soulignant que la gauche devait impérativement faire enfin la démonstration de ses capacités gestionnaires, sous peine d'être à nouveau éliminée durablement des responsabilités. Mais il déplore son incapacité à tirer les bonnes leçons de 1983, comme en témoigne aujourd'hui encore la forte présence du *national jacobinisme* à la gauche de la gauche. Pour lui, il est nécessaire d'édifier une force économique et politique européenne dotée de pouvoirs de régulation des mécanismes du marché et de la concurrence. ■

Michel Groulez

La vie des idées, n°12, mai 2006.

La peur de l'islam. Bat Ye'or et le spectre de l'Eurabie.

Ivan Jablonka présente dans ce numéro de *La vie des idées* un dossier sur Bat Ye'or et l'influence de ses écrits, choix explicité sur le site de la revue par son rédacteur en chef Wojtek Kalinowski⁴.

L'intérêt majeur de cet article est de montrer comment le pamphlet de Bat Ye'or s'inscrit dans une pensée commune à l'extrême droite et aux néo-conservateurs américains. Son livre stigmatise la montée en Europe d'une *civilisation de la dhimmitude*⁵ qui réserverait à ses habitants le sort des chrétiens et des juifs dans le monde musulman médiéval. Ceci avec l'appui délibéré des principaux dirigeants européens, en particulier français. *Sur le plan démographique européen, la politique d'immigration de la CE encourage le souhait*

islamiste d'islamiser l'Europe. L'exportation de la culture des immigrés dans les pays d'accueil... fut intégrée dans les accords entre la CE et la Ligue arabe comme un droit inaliénable des immigrés... Les Saint-Just européens de l'antiracisme réussissant à éliminer toute discussion concernant l'insécurité, la criminalité et le fanatisme religieux de certains milieux, au sein d'une population qui refusait l'intégration, déclarait Bat Ye'or en décembre 2002

Cette véritable paranoïa du complot, mêlant la haine de l'Amérique et celle d'Israël aux dérives antisémites et négationnistes, est parfaitement instrumentalisée par tous ceux qui adhèrent à cette vision. Un peu à la manière dont les idées lepénistes ont peu à peu envahi en France le champ politique traditionnel, elle irradie bien au-delà des sphères qui lui sont acquises d'emblée.

Il serait bien entendu angélique de nier le danger de l'islamisme et Ivan Jablonka affirme le droit de pouvoir tenir un discours critique sur l'islam. Il rappelle à ce sujet les propos de l'essayiste britannique Kenan Malik, s'étonnant de l'attitude de certains musulmans radicaux prompts à crier au blasphème s'il est dit que quelqu'un ose remettre en question l'islam tel qu'il va aujourd'hui. Et d'ajouter : *Les musulmans ne sont pas les victimes d'un complot universel et l'adaptation de l'islam au monde moderne reste bel et bien un défi.*

Nous vivons en effet dans un monde où les extrémistes de tous bords tentent en permanence d'instrumentaliser leur prétendu état de victime d'un complot universel. Nous savons les risques majeurs qui peuvent en résulter. ■

Georges Wajs

Cette Revue des Revues ne peut s'enrichir que si vous acceptez d'y consacrer un peu de votre temps. Merci donc de bien vouloir contacter Georges Wajs si vous souhaitez y participer.
☎ : 01 46 70 01 31
Courriel : postmaster@diasporiques.org

⁴ Voir le site <http://www.repid.com/maj2006>.

⁵ Rappelons que dans les pays conquis par les musulmans à partir du VII^e siècle, les gens du Livre (chrétiens et juifs) étaient considérés comme des dhimmis (protégés). Ils devaient payer une rançon et étaient des citoyens asservis à une juridiction faite d'humiliations permanentes. Ils devaient également coudre une pièce de couleur sur leurs vêtements.

Valeurs, cultures et politique : un projet pour la gauche

Michel Charzat

Je suis heureux de vous accueillir à la mairie du xx^e arrondissement de Paris, un quartier populaire qui fait partie de l'histoire de la gauche, un quartier où « l'on se souvient » – le quartier de Georges Perec ! J'ai été aussi très content de prendre connaissance de votre livre, qui me paraît être parfaitement « en situation ». Je suis de ceux qui, à gauche, estiment que la gauche a trop longtemps négligé la mémoire, l'identité et la culture en tant que fondements d'un projet progressiste. Nous vivons actuellement une crise politique, économique et sociale mais aussi culturelle et, plus spécifiquement encore, de transmission. « *Transmettre pour innover* » dit Régis Debray. Or, aujourd'hui nous avons du mal à innover parce que nous ne savons plus transmettre. La mémoire est éclatée entre de multiples mémoires rivales, concurrentielles, d'exclusivité et d'enfermement au lieu d'être de partage. La mémoire nationale française a elle-même du mal à exister en tant que telle. Ainsi la France, comme les autres pays colonialistes, a-t-elle participé à ces abominables crimes contre l'humanité que sont la traite et l'esclavage. Elle tente aujourd'hui de s'en souvenir, mais non sans quelque masochisme. Est-il légitime d'en rester à un constat culpabilisant et de limiter la liberté des historiens de rappeler ou de révéler la complexité de cette fraction de l'histoire ? Ces pratiques avaient en fait commencé bien avant le xvii^e siècle et elles concernaient bien d'autres lieux, peuples et circonstances que ceux que désigne explicitement la loi que nous avons votée à ce sujet : les Noirs entre eux, les Arabes et aussi les Européens – plus d'un million sans doute – capturés en l'occurrence par ceux qu'on appelait alors les Barbaresques.

Cette incapacité de cultiver et de transmettre la mémoire, du fait d'un certain nombre de tabous considérés comme insurmontables,

1 Valeurs, cultures et politique, supplément au n° 37 de *Diasporiques*, éd. cercle Gaston-Crémieux, 168 pages, 14 euros.

conduit notre pays à ne plus très bien savoir d'où il vient et, partant, où il doit aller. La droite elle-même – qui prétend depuis toujours avoir le monopole de la transmission des valeurs nationales – est en réalité désormais incapable d'assumer cette « mission » auto-proclamée et c'est l'extrême-droite qui prend le relais et chasse sur les terres des descendants du gaullisme, oublieux de ce que furent les engagements de leurs aînés. Dans ce contexte de crise, la gauche est traditionnellement handicapée, complexée qu'elle est dès lors qu'il lui faut aborder les questions de transmission de l'héritage national. Ce n'est pas à vous, lointains descendants des Bundistes, que je devrai rappeler les conflits qui opposaient, à propos de l'importance des faits culturels et identitaires, ces derniers à Lénine. Celui-ci (et avec lui le mouvement ouvrier dans sa majorité) pensait qu'il fallait privilégier le conflit opposant la bourgeoisie au prolétariat au détriment de toutes les autres déterminations de l'être humain (la religion, la culture, etc.). L'incapacité chronique de la gauche à prendre en compte le fait national dans ses rapports dialectiques avec l'internationalisme et avec la question sociale explique aussi certains de ses errements, parfois tragiques. Ainsi, pendant la guerre de 14, a-t-elle oscillé entre un pacifisme extrême et une participation chauvine à l'union sacrée ; ainsi n'a-t-elle pas compris où l'entraînait ce même pacifisme lors de l'émergence du nazisme ; ainsi son passage, en 1956, par une phase de « national-molletisme » l'a-t-elle conduite, alors même qu'elle avait été élue pour faire la paix en Algérie, à y envoyer le contingent. Sans parler de l'expédition pour le moins hasardeuse de Suez !

Une autre question, aujourd'hui, divise la gauche : celle de la laïcité. Elle devrait apporter une réponse à nos problèmes, mais nous sommes divisés à son sujet. Cette architecture du vivre ensemble

Le cercle Gaston-Crémieux a réuni à la mairie du XX^e arrondissement de Paris, une trentaine des ses membres et de lecteurs de *Diasporiques*, le samedi 13 mai dernier, pour un premier débat autour du livre qu'il vient de publier : *Valeurs, cultures et politique*¹.

Michel Charzat est maire, socialiste, du XX^e arrondissement.



Passer à une « laïcité en actes »
(M. Charzat)



Philippe Lazar est président du cercle Gaston-Crémieux.

doit, à mes yeux, être réhabilitée de toute urgence et surtout promue. Non pas de manière abstraite mais en essayant de la mettre en œuvre par des pratiques de terrain, de passer de l'expression, indispensable, de principes à une « laïcité en actes » : promotion effective de l'égalité, lutte contre les ghettos ethniques et sociaux, valorisation de la culture et des religions en tant que facteurs d'identité ouverts au dialogue. Nous avons ainsi inauguré dans cet arrondissement un cycle de rencontres et de travaux sur le fait spirituel, envisagé d'un point de vue athée aussi bien que religieux, créé une maison de la laïcité destinée à accueillir les associations concernées, à favoriser leurs échanges et à promouvoir une meilleure compréhension mutuelle des uns et des autres dans le respect de leurs spécificités.

Votre propre approche sera donc très utile, à un moment où la gauche doit impérativement sortir de ses impasses, de sa sous-estimation de l'importance du fait culturel, de sa difficulté à appréhender le fait national, de ses hésitations sur la construction européenne. Cette conception dialectique et humaniste doit nous ouvrir d'autres perspectives d'avenir que, bien sûr, la vision raciste et xénophobe que défend l'extrême-droite mais aussi que le projet multi-communautariste qu'esquisse aujourd'hui un Sarkozy sous prétexte d'une nécessaire adaptation aux contraintes de la mondialisation. Nous ne voulons pas de cet éclatement opportuniste, de cette sous-traitance des questions sociales voire morales à des communautés, nous ne voulons pas que la République se transforme en un simple lieu d'arbitrage. La France est et doit rester une société politique, au sens plein du terme, qui doit nous permettre de vivre ensemble sous l'égide de valeurs communes à vocation universaliste et de nous intégrer dans une Europe fédérale à la fois forte et respectueuse de l'histoire des nations. Oui, il nous faut une Europe des peuples, démocratique, consciente de la diversité des identités des peuples et des nations qui la constituent. C'est la condition pour apprivoiser ces peuples et ces nations à une nouvelle logique qui doit les dépasser sans renier leurs histoires et leurs cultures. J'ai lu à ce propos avec beaucoup d'intérêt ce que vous en disiez dans votre livre.

La gauche a grand besoin d'élaborer un vrai projet politique qui intègre de façon explicite des dimensions culturelles majeures, et vous

avez choisi le bon angle de réflexion pour aborder cette question cruciale pour notre avenir.

Philippe Lazar

Grand merci, Monsieur le Maire, de ces encouragements, qui nous incitent clairement à aller de l'avant ! Je donne aussitôt la parole aux deux intervenants qui ont bien voulu introduire notre discussion de ce matin autour de ce livre, né de notre désarroi au moment du 21 avril (2002) et des débats que nous avons alors délibérément engagés, au sein d'un petit groupe de travail du cercle Gaston-Crémieux, autour de quelques thèmes à nos yeux majeurs. Le concept de gauche conserve-t-il un sens et, si oui, en quoi la gauche se différencie-t-elle fondamentalement de la droite ? Les deux grandes références historiques et conflictuelles de la gauche, marxiste et libérale, sont-elles encore pertinentes ? Existe-t-il pour la gauche des représentations spécifiques de l'État, de la nation, de la république ? Sommes-nous définitivement écrasés par la dominance d'une économie capitaliste à finalités essentiellement financières ? Peut-on parler d'une éthique en matière d'économie et de gauche en matière de gouvernance de l'entreprise ? Tout cela pour aboutir au questionnement central qui est aujourd'hui le nôtre : n'est-il pas temps de réintégrer explicitement dans un projet politique de gauche les dimensions culturelles qui en sont encore, comme vient de nous le redire avec force Michel Charzat, par trop absentes ?

Jean-Louis Schlegel

C'est très volontiers que j'ai accepté votre invitation. Je m'attacherai plus particulièrement à discuter de la question culturelle à laquelle vous venez de faire référence. En fait, très honnêtement, je l'y ai trouvée moins développée que je ne m'y attendais. Vous avez abordé beaucoup de thèmes économiques, sociaux, politiques mais je cherche un peu la culture...

Je me retrouve bien dans les valeurs que vous mettez en avant. *L'homme ne vit pas que de pain*, dites-vous, et je me sens évidemment en phase avec cette assertion. Et aussi quand vous parlez de l'alternative entre une civilisation toute tournée vers *l'avoir* à laquelle vous opposez une civilisation de *l'être*. J'adhère encore à votre définition de la culture :

Jean-Louis Schlegel est conseiller de la direction de la revue *Esprit* et éditeur au Seuil.

« Nous prenons bien entendu ici le mot culture dans son sens le plus large, celui qui exprime la façon dont les gens vivent, se font une représentation de la société et du monde, puisent dans leurs racines et dans leurs relations avec leurs semblables les motivations de leurs comportements individuels et collectifs : en un mot se forment une identité, et cela, le plus souvent, en puisant à plusieurs sources. Et il n'y a évidemment aucune raison, pour ce faire, de partir d'un point de vue droitier : les cultures sont par nature des faits sociétaux d'ordre collectif, ils concernent donc directement, en cela même, la gauche »². Je me reconnais enfin dans vos hésitations entre la première et la deuxième gauche : je préfère personnellement les hésitations au dogmatisme !

Je soulignerai donc plutôt les questions manquantes, ou, me semble-t-il, trop peu abordées. Par où nous atteints la culture dans le politique ? Je vais faire une tripartition tout à fait classique pour avancer quelques propositions à discuter.

1. Nation, république, démocratie, État, voici quatre mots-clés, une quadrature qui en appelle effectivement à notre réflexion. S'agissant de la *nation*, ce sont plutôt ses lourdeurs qui occupent aujourd'hui la mémoire. Même celles qui semblent s'effacer au fil du temps continuent d'exister sous forme de refoulet et d'exercer une influence : le souvenir des ravages des nationalismes masque en bonne part ce que le concept de nation a pu apporter de positif en matière de construction collective. Nation devient vite nationalisme et chauvinisme, alors qu'elle se situerait plutôt, en positif, sur le versant de la mémoire et de l'histoire communes, celles des triomphes mais aussi celles des tragédies. La *république* quant à elle évoque l'intérêt général, une culture de service public. Il n'y a pas si longtemps, on acceptait même de « mourir pour elle » – le *Chant du départ* (que nous fredonnions quand nous étions enfants, il n'y a quand même pas si longtemps !) ne le proclamait-il pas explicitement ? Vous vous demandez si la république est une idée de gauche : bonne interrogation, ce pourrait en effet être l'objet d'un débat. Mais depuis l'Affaire Dreyfus, depuis la Résistance, depuis le gaullisme aussi, la république est, à mon sens, une idée qui a transcendé les visions partisans. Question : est-il légitime, comme a tenté naguère de le faire

² Ibid. p. 158.

Chevénement, d'en faire un élément structurant citoyen mais aussi un peu cocardier, le symbole de tout ce qui a cimenté le meilleur de la Troisième République ? On oppose aujourd'hui, en partie à juste titre, république et *démocratie*. Les républicanistes purs et durs disent même

que la république est piégée par les valeurs proprement démocratiques : le droit démocratique – en d'autres termes et pour faire court, l'application généralisée des Droits de l'Homme comme valeur absolument dominante – tend progressivement à favoriser les individus au détriment du collectif, du fonctionnement de la cité. C'est la république, et non la démocratie, qui politise, qui fait des termes de la devise nationale des entités politiques en lieu et place d'être simplement des références d'ordre moral. « *Les Droits de l'Homme ne sont pas une politique* » disait, il y a quelques années, Marcel Gauchet³. Et la démocratie est un régime faible et souvent velléitaire, du fait notamment des contraintes institutionnelles qui en alourdissent le fonctionnement régulier, de ses liens inavoués avec les pouvoirs économiques, de la priorité donnée au droit sur la décision politique⁴. À quoi il faut ajouter désormais le poids du quatrième pouvoir – le pouvoir médiatique – et l'influence directe ainsi exercée sur le pouvoir politique par « l'opinion publique » et son expression vectorisée par les médias. L'État enfin est toujours aussi présent, mais il joue assez souvent masqué. Il gouverne à distance en quelque sorte, il préférerait être efficace en s'effaçant...⁵

2. Quelques mots de la *société civile*, second niveau d'analyse. C'est là le creuset de l'intégration, le lieu de fabrication du lien social – oserai-je encore dire de la fraternité ? C'est

³ Revue *Le Débat*, n° 3, 1980.

⁴ Ces idées sont directement inspirées d'un auteur « sulfureux », mais qu'il vaut mieux connaître qu'ignorer je crois, Carl Schmitt. Cf. *Parlementarisme et démocratie*, Seuil, 1988 ; et surtout *Théologie Politique I et II*, Gallimard, 1988.

⁵ Cf. Jacques Donzelot, *Quand la ville se défait*, Seuil, 2006.



Photo D. Lazar

Par où nous atteints la culture dans le politique ?
(J.-Louis Schlegel)



aussi là que s'expriment et le cas échéant se combinent ou se heurtent les identités. L'école, le travail, la vie associative, l'habitat, les cultes, la laïcité, autant de lieux et de thèmes d'expression, de tensions, de médiation : toutes ces modalités de la vie vécue qui font de nous, à partir de notre diversité structurelle, des citoyens. Mais quand la médiation ne fonctionne plus de façon intégrative, quand la société civile cesse d'être « cultivante » – si j'ose ce néologisme – se constituent de façon alternative des communautés de repli, ce qu'on peut appeler des *communitarismes*. L'identité passe alors par une appartenance *primaire* et non plus par la *construction* d'une citoyenneté ; les confrontations – qui peuvent être des ferments positifs de discussion et d'évolution – deviennent des oppositions frontales, qui ne font que renforcer les repliements. Quitte à heurter des consciences laïques : la religion se situe-t-elle uniquement dans cette recrudescence des appartenances communautaires, ou, étant sauve des séparations modernes, de leur rôle symbolique, social, politique dans la cité, ne doit-on pas en envisager une nouvelle évaluation ?⁶

Tewfik Allal est coordinateur du Manifeste des libertés, association laïque bien connue des lecteurs de *Diasporiques*⁸.

3. Enfin deux mots, pour conclure, sur l'*individu*. Son conflit avec le citoyen qu'il est par ailleurs a tendance à s'aggraver. Le citoyen est par vocation un acteur du social, alors que l'individu s'enferme de plus en plus dans une posture essentiellement revendicative face à une société vécue par lui comme trop exigeante, comme imposant en permanence de nouvelles normes. S'il ne parvient pas à ses fins, il a un sentiment d'injustice, d'être une *victime* et il devient très revendicatif. La division entre individu et citoyen

se passe en réalité au travers de chacun d'entre nous. Nous sommes tous des citoyens souvent fatigués, tentés par l'individualisme... Cette tension ne nous interdit pas de « positiver » notre identité.

Qu'est-ce que l'identité ? Comme le disait Hegel dans une définition que j'aime bien, c'est se sentir *chez soi dans l'État* – le « chez soi » n'étant pas du tout un « chez nous/chez eux », mais une forme d'« aisance » morale, spirituelle, sociale, philosophique, au sein de la société, une aisance qui n'est pas cependant « chez elle », ou qui n'est pas elle-même hors d'une citoyenneté active dans la cité pour faire une cité meilleure pour tous, où *chacun* se sente chez soi.

Philippe Lazar

Merci beaucoup, cher Jean-Louis Schlegel, de cette éclairante lecture critique. D'une certaine façon vous venez de conclure en évoquant implicitement une expression bien connue des Bundistes : la *doykeit*, qu'on traduit habituellement par l'*ici-ité*, c'est-à-dire le fait de vivre ici, en harmonie avec le milieu où je vis, sans pour autant sacrifier mon identité⁷. Je passe tout de suite la parole à Tewfik Allal.

Tewfik Allal

J'ai, moi aussi, accepté avec plaisir votre proposition. Nous avons, en effet, beaucoup de points communs avec votre Cercle, dont, pour commencer, la façon même de nous nommer. *Gaston-Crémieux* et *Manifeste des libertés* sont deux façons équivalentes de nous désigner. Nous savons qui nous sommes et d'où nous venons, mais nous ne voulons pas nous laisser enfermer par une étiquette qui nous « identifierait » de façon réductrice. Et, de surcroît, cette « identité », notre identité, ne nous appartient pas de façon exclusive, nous ne voulons pas nous l'approprier. Nous nous refusons ainsi d'emblée à communitariser les questions culturelles. Et du même coup nous affirmons que les faits culturels existent en soi, en tant que faits de société mis en partage, alors que certains préféreraient qu'ils soient éradiqués, en tout cas effacés de l'espace public au nom d'une conception « dure » de la laïcité que, comme vous, nous récusons.

Vous attachez, à juste titre, une grande importance aux deux événements que furent le

⁶ Sur quelques particularités françaises du croisement de tous ces éléments, cf. Philippe d'Iribarne, *L'Etrangeté française*, Seuil, 2006.

⁷ Voir dans ce numéro, p. 23.

⁸ Voir notamment *Diasporiques* n°32, décembre 2004, p. 45-50.



Photo J.-F. Lévy

Nous nous refusons ainsi d'emblée à communitariser les questions culturelles (Tewfik Allal)

21 avril 2002 et le 29 mai 2005. En ce qui nous concerne, nous sommes au moins autant préoccupés par les événements de banlieue de novembre 2005. Leur analyse, après coup, a bien mis en évidence les dimensions économiques et sociales de cette explosion de violence. L'incurie génératrice ne date pas en fait d'hier mais des années 1970 : il n'y a pas trace d'un véritable effort d'accueil des pères de ces jeunes révoltés quand on est allé les chercher outre-Méditerranée parce qu'on avait alors un besoin pressant de main-d'œuvre. La dimension sociale du soulèvement est ainsi patente. Mais quelque chose de plus grave encore s'est alors, qu'on perçoit parfaitement au travers de discours consécutifs à ces événements et qui tendaient à les ethniciser. Certains de ces discours renvoyaient à l'idéologie de l'école de la Troisième République, assimilationniste par nature et n'ayant jamais pris en compte la diversité des cultures originelles des enfants qui lui étaient confiés (« *Nos ancêtres les Gaulois...* »). Un autre, issu de l'extrême-droite et complaisamment repris par un Sarkozy, était lui aussi négateur des faits constatés, mais de façon plus violente encore : « *Si vous n'aimez pas la France, quittez-la !* » Était ainsi induite l'idée que toutes ces regrettables violences étaient le fait « d'immigrés », de gens qui, en tout cas, n'étaient pas vraiment des Français de souche et qu'on invitait dès lors aimablement à choisir un autre pays – disons plus clairement : à aller se faire pendre ailleurs. En réalité, nous le savons bien, ces discours de rejet ne résolvent rien, alors même que ce qui est principalement en cause est un défaut de prise en compte positive de la diversité culturelle qui s'exprime avec une intensité particulière dans lesdites banlieues.

Peut-être auriez-vous pu parler de l'araselement, du fait de la montée du chômage, du peu de culture ouvrière qui existait dans les milieux issus de l'immigration, et de l'absence, en conséquence, de sa transmission entre générations. Cette évolution n'est pas spécifique de ces milieux, bien sûr, mais elle y prend une gravité particulière parce que ce défaut de lien social « appelle » en quelque sorte un substitut, et que ce substitut est tout naturellement un engagement plus marqué vis-à-vis de la religion, qui sait se poser, précisément, en tant que lien social. Un constat qui ne fait que renforcer à nos yeux l'urgence de la prise en compte politique des faits de culture, ainsi que vous le proposez à si juste titre. Faute de quoi nous ne saurons éviter ni

la communautarisation ni l'ethnicisation du fonctionnement de notre société.

Philippe Lazar

Merci beaucoup, cher Tewfik Allal, de ce nouveau témoignage de notre très grande proximité de pensée. La parole est maintenant à la salle⁹.

Élise Marienstras

Je voudrais réagir à la remarque faite par Jean-Louis Schlegel sur le peu de place réservée selon lui au mot culture et à son contenu dans ce livre¹⁰. Tout le long de nos réflexions, nous nous sommes pénétrés de l'idée que nous ne voulions pas nous contenter d'une gauche économique et sociale et que c'était par la culture que nous pouvions à la fois légitimer notre approche spécifique et atteindre certains objectifs. Mais nous n'avons pas pour autant consacré de séance « à part » à ladite culture. En fait traiter successivement de l'économie, de la mondialisation, de l'État, de la nation, de la République, pour aborder ensuite la culture comme une catégorie spécifique n'a guère de sens. On ne peut isoler « la » culture de son contexte économique, social, politique : elle est la résultante de tout cela à la fois. C'est en cela que Tewfik Allal a eu bien raison de souligner le caractère volontairement global des dénominations mêmes de nos deux associations. Nous vivons ensemble une culture citoyenne, sous des formes modulées par nos spécificités d'appartenances.

Philippe Bourdier

Là où les luttes sociales explosent, partout dans le monde, ce qui est toujours en question, ce qui au cœur des conflits, c'est bien l'atteinte portée à la culture, aux cultures. C'est bien le risque de déracinement, de perte de repères identitaires qu'engendrent les effets de la dominance actuelle du marché. Le drame des banlieues, c'est aussi ce déracinement culturel, cette absence de reconnaissance d'un besoin d'une expression culturelle qui n'est pas celle des classes dominantes.

⁹ Il n'est rendu compte ici – et de façon succincte – que des principales interventions de la discussion.

¹⁰ NDLR Le mot culture ou l'un de ses dérivés (culturel, etc.) figure néanmoins près d'une centaine de fois dans ce livre.



Débattre

Philippe Lazar

Nous devons reconnaître la légitimité de ces quêtes identitaires dès lors qu'elles ne sont pas à vocation d'enfermement mais au contraire d'ouverture et de partage. Nous sommes évidemment concernés par ces diversifications au sein de cette culture citoyenne globale qu'évoquait à l'instant à juste titre Élise Marienstras.

Simone Simon

Nous sommes tous « multiculturels », ce qui n'exclut pas la mise en commun de dimensions culturelles et de valeurs susceptibles de faire lien au sein d'une nation.

Tewfik Allal

Ce sont aussi les aspects contradictoires de ces diverses cultures et leur confrontation qui rendent possibles les progrès des uns et des autres et c'est cette complémentarité interactive qui est en fin de compte constitutive de l'identité nationale. Une idée qui traverse très heureusement votre livre (et que malheureusement trop souvent veulent ignorer nos pays d'origine !).

Étienne Brunswic

Nous sommes à une étape de notre réflexion. Nous en appelons à l'expression d'un projet culturel pour la gauche. Mais même si nous en avons esquissé les contours, il reste bien sûr à en préciser le contenu, et cela bien sûr en sortant du seul cadre du cercle Gaston-Crémieux, des lecteurs de *Diasporiques* et de nos amis du Manifeste des libertés.

Georges Wajs

Je constate avec plaisir une certaine convergence entre nous. Quand Jean-Louis Schlegel dit que la société civile est culture, cela me parle immédiatement. De même lorsqu'il parle de la contradiction entre le républicanisme et la démocratie (reliée à la place faite aux Droits de l'Homme), qui habite et divise chacun de nous et la gauche tout entière. Et que nous devons essayer de dépasser, sans doute en approfondissant le concept unificateur de culture.

Michel Mohn

Je voudrais simplement évoquer, en complément de ce livre de grande qualité, les

dimensions historiques fondatrices de notre façon de penser aujourd'hui : le Front Populaire, la Résistance, le programme de reconstruction du CNR. Il y manque peut-être aussi un développement des questions qui préoccupent directement les Français, à commencer par le chômage et les difficultés de la vie quotidienne...

Philippe Lazar

Un mot sur cette toute dernière remarque. C'est de façon délibérée que ces thèmes – qui sont mentionnés comme prioritaires, y compris sur la quatrième page de couverture du livre – ne sont pas développés dans l'ouvrage. Il nous a semblé en effet que nous n'étions pas nécessairement les mieux placés ou les plus légitimes pour ce faire. Un chapitre du livre s'intitule : pourquoi des Juifs ont-ils en tant que tels légitimité à interpeller la gauche ? Nous en avons donné des justifications, notamment au travers de notre approche « culturelle ». Cette même réflexion nous a conduits à rejeter l'idée de rédiger un programme complet de gouvernement pour la gauche ! Et il y a vraiment urgence à ne pas laisser l'extrême-droite ou ceux qui veulent « récupérer » son électorat s'approprier les questions culturelles et identitaires.

Sylvia Goodenough

Je travaille à l'université Paris XIII, au milieu du 9-3. Je voudrais surtout attirer l'attention sur la question linguistique. Mes étudiants essaient de se construire une langue bâtarde, qu'ils présentent comme élément de culture. Mais cet élément culturel n'est aucunement reconnu par les autorités auxquelles ils ont affaire... C'est un autre facteur, à mon avis très lourd, de marginalisation.

Philippe Lazar

Merci à toutes et à tous d'avoir engagé avec nous ce débat essentiel. Le livre que vous avez entre les mains ne conclut pas mais ouvre des pistes et propose des voies de prolongement de notre réflexion, notamment en vue d'une reprise active de la construction d'une Europe fédérale à la fois forte et respectueuse de l'histoire et des cultures des nations et des peuples qui la composent. « *Reconstruire la gauche et bâtir un authentique projet européen : même combat !* » déclarions-nous dans cet ouvrage. Il s'agit maintenant de donner corps à cette affirmation. ■

Propos retranscrits par Philippe Lazar

Courrier des lecteurs

L'avenir d'Israël est... diasporique

Félicitons d'abord *Diasporiques* pour la qualité de ses invités à ce débat fondamental : « Israël ou Diaspora ? ». Débat inégal, Philippe Lazar ayant largement quitté son rôle d'arbitre pour venir défendre avec Edgar Morin la cause diasporique. Élie Barnavi en a été bien malmené. Sachons gré pourtant à ce dernier de ne pas camper sur des positions trop intégristes puisqu'il reconnaît *dans une certaine mesure* la légitimité et la valeur de la judéité en diaspora, la France comme un pays non antisémite et, en Israël, l'occupation des territoires comme une catastrophe.

J'aurais bien aimé intervenir moi aussi à plusieurs reprises. Par exemple quand Élie Barnavi s'est demandé si Edgar Morin considérait l'occupation des territoires comme « consubstantielle à l'État juif », position qui serait, dit-il, « à la limite du racisme ». Le soupçon semble avoir irrité Edgar Morin qui a répondu en rappelant sa condamnation en justice et en évoquant « la haine réciproque » qu'il a ressentie lors d'un voyage en Israël. Que n'a-t-il répondu à Barnavi que l'occupation des territoires n'est certes pas consubstantielle à l'État juif tel qu'imaginé par exemple par Herzl, mais sans aucun doute à cette idéologie sioniste qui a depuis longtemps triomphé, fondée sur le mythe d'un peuple juif reconquérant son territoire historique. Comme les Espagnols « qui reconquirent l'Espagne huit siècles après la conquête arabe », écrivait dans *Le Monde* un ministre de l'Éducation d'Israël. On ne voit pas comment cette idéologie n'aurait pas, en effet, conduit à l'occupation dès qu'elle a été possible et nourri aussi le rêve du Grand Israël. J'aurais volontiers demandé à É. Barnavi si sa « nouvelle manière d'être juif » fait sienne ce mythe guerrier.

Autre point sur lequel Barnavi n'a pas reçu d'objection : la pérennité de cette nouvelle judéité et l'augmentation relative de la population juive israélienne qui en résulte sont-elles aussi bien assurées qu'il l'affirme ? Les lois absurdes qui visent à maintenir la pureté ethnique, l'emprise du rabbinat et de la

religion sur la société résisteront-elles indéfiniment à l'aspiration d'une grande partie des Israéliens à la laïcité, à la demande de « normalité » de l'État ? Si pareille remise en question advenait, n'arriverait-il pas à la judéité d'Israël la même chose qu'en diaspora, c'est-à-dire la lente dissolution due aux mariages mixtes, mentionnée dans le débat, et à la perte de la pratique religieuse ? Le conflit qui perdure ne retarde-t-il pas ce genre d'évolution ? Ne peut-on même penser que la crainte d'une telle évolution, en même temps que se prolonge le rêve du Grand Israël, alimente un certain refus de la paix dans la politique israélienne ? Et pour reprendre la comparaison proposée par Philippe Lazar, j'ai le sentiment que le capitalisme à de plus beaux jours devant lui que l'État israélien dans sa forme actuelle.

Israël existe. Il est le résultat d'une histoire infiniment complexe et tragique. À part certains islamistes, personne ne remet plus en question cette existence. Il est temps qu'il devienne un état démocratique comme les autres, que les Juifs d'Israël soient des Juifs comme les autres et qu'ils réintègrent en quelque sorte le destin commun, l'histoire commune, en devenant là-bas des Juifs... diasporiques.

Marcel Jablonka

Nous ne voulons pas être des grenouilles qui demandent un roi

Toutes les analyses de *Valeurs, cultures et politique*, livre passionnant et novateur, sont chargées de sens et convaincantes... sauf l'analyse miséricordieuse du libéralisme. Oui, en particulier, à l'idée républicaine (malheureusement trop souvent dévoyée) en tant qu'idée de gauche.

J'ai participé jadis aux débats du P.S.U. Depuis 81 je me suis convaincue que, si la société « de gauche » continuait à être mon idéal, il était maintenant impossible, avec la puissance du mode libéral et l'organisation élargie de l'Europe, d'être socialistes les uns sans les autres. Des mesures « révolutionnaires »

Nous publions ici trois lettres de lecteurs qui nous ont semblé particulièrement intéressantes, l'une concernant l'interview d'Edgar Morin et d'Élie Barnavi (publiée dans le numéro 37 de *Diasporiques*), les deux autres concernant l'ouvrage « *Valeurs, cultures et politique* » (voir à ce propos p. 15 de ce numéro).



ne peuvent aucunement être prises dans une nation particulière si les nations voisines n'en font pas autant. D'où l'importance majeure du Parlement européen et des choix politiques qui l'orientent.

Aujourd'hui, les rapports de force sont tels, de surcroît, que nous ne pouvons recourir qu'à des moyens de régulation, des aménagements, des adaptations. Les uns et les autres sont cependant d'une très grande importance. Pour les mettre en œuvre, il faut prendre appui sur une participation active des citoyens, et elle nécessite toute une éducation. C'est dès l'école, à travers l'antique « instruction civique », qu'il faut entraîner les enfants dans cette voie, leur apprendre à parler sur le fond et dans la forme ; sinon nous n'aurons affaire qu'à des mares à grenouilles qui demandent un roi !

La responsabilité du citoyen ne s'arrête pas à celle des assureurs et son socle théorique et moral doit être fondé en l'homme dès le départ. Une décentralisation bien conduite peut y contribuer. Moyennant quoi, il sera sans doute possible de faire avancer le pays en le rechargeant d'espérance.

Marie-Rose Isambert

Rigueur et miséricorde

J'ai lu avec grand intérêt votre essai *Valeurs, cultures et politique* : il est passionnant et j'y ai beaucoup appris. Je n'ai toutefois pas très bien vu sa relation avec le judaïsme, sinon qu'un Juif digne de ce nom se doit bien sûr d'être de gauche ! À dire vrai, je ne vois pas pour ma part pourquoi il faudrait que les Juifs soient de gauche ou de droite : dans les

faits, ils sont à peu près également répartis... Sans doute existe-t-il une légère préférence pour la gauche, essentiellement du fait de l'héritage droitier de l'antisémitisme. Mais il n'est pas du tout évident que la gauche soit nettement moins antisémite que la droite : disons simplement qu'elle ne l'est pas exactement sous la même forme.

Au demeurant votre distinction entre la droite et la gauche – la première valoriserait la réussite individuelle et la seconde la solidarité – me semble incomplète. Vous n'avez pas abordé, de surcroît, un aspect qui me semble très important : la relation à la loi (la loi en général, pas seulement la Torah). Un schéma traditionnel, d'origine cabalistique, dit que le monde repose sur deux piliers : celui de la rigueur et celui de la miséricorde. (Il est d'ailleurs écrit : « *Tu n'infléchiras pas ton jugement en faveur du pauvre* »). Si l'équilibre n'est pas respecté, dans un sens comme dans l'autre, s'instaure la violence. La société française est aujourd'hui quelque peu déséquilibrée dans le sens de la miséricorde. Mais le « compassionnisme » ambiant – plutôt de gauche, encore que, comme le disait Giscard, la gauche n'a pas le monopole du cœur – n'est pas intrinsèquement porteur de justice. La droite, elle, aurait tendance à surprivilegier le pilier de la rigueur, ce qui n'est guère plus satisfaisant.

Rigueur et miséricorde, voilà bien la dialectique fondamentale ! Elle a animé de nombreux débats dans l'Histoire entre droite et gauche (je pense notamment à l'Affaire Dreyfus) et elle a, me semble-t-il, une portée plus large que la distinction entre réussite individuelle et réussite collective.

Jacques Lévy

Humeur

Il n'y a pas de malin qui tienne...

Le risque zéro est un mythe mais chacun souhaite s'en rapprocher, notamment dans les périodes troublées. Faut-il attendre avec lucidité ce que le sort nous réserve ou au contraire penser que l'herbe est plus verte ailleurs et qu'on pourra ainsi échapper au destin ?

La question s'est souvent posée dans l'histoire pour les Juifs. La plupart de ceux qui restèrent sur place en Europe avant la Seconde Guerre mondiale finirent dans les camps. Face aux grandes manifestations d'hostilité dont ils ont souvent été l'objet, certains ont pensé se convertir, mais l'Histoire les a le plus souvent rattrapés : en Espagne à l'époque de l'Inquisition, en France à celle des déportations. D'autres, croyant pouvoir détourner le cours de ladite Histoire, sont devenus communistes ou sionistes, les premiers participant d'une grande utopie en Russie, les seconds d'un grand idéal en Palestine. Mais l'Histoire, là encore, a rattrapé ceux qui ont échappé au nazisme, avec les purges staliniennes ou la haine qui les entoure au Proche-Orient. Ceux qui avaient choisi l'Amérique ou des pays lointains eurent plus de chance.

Au jeu de la guerre et de l'Histoire, le billet est payant et il n'y a pas de malin qui tienne pour gagner. La plupart du temps, il ne reste plus, en fin de compte, qu'à faire contre mauvaise fortune bon cœur. ■

Edmond Kahn

Le Bund et la *doykeit*¹

Aux origines du Bund, la lutte des classes³

Richard Marienstras : La question de la lutte des classes fut l'une des premières à se poser aux jeunes intellectuels juifs et aux groupes juifs clandestins qui se formaient, à partir de 1880, en Lituanie et en Russie Blanche, principalement parmi les salariés de l'artisanat et de la petite industrie. Ils poursuivaient d'abord des buts purement économiques, puis, comprenant qu'il n'était pas possible de mener la lutte économique sans lutter en même temps contre l'absolutisme russe, ils s'engagèrent dans les voies révolutionnaires. Le discours prononcé par Martov⁴ le 2 mai 1895 à Vilna, devant un petit groupe d'agitateurs juifs marxistes, est une étape importante dans la formation de l'idéologie du Bund. Il y affirme, bien sûr, que « la lutte des classes est le seul

moteur de l'histoire », et que « la destruction de l'idéalisme doit accompagner la destruction de l'aristocratie »⁵. Mais il proclame aussi que les travailleurs juifs doivent agir en tant que juifs dans les luttes révolutionnaires, et démêler ce qu'il y a de spécifiquement juif dans les problèmes et les situations qu'ils affrontent. « Les sociaux-démocrates juifs se sont, jusqu'à ces jours, contentés de s'aligner sur les ouvriers russes et n'ont fait que survoler les problèmes spécifiquement juifs ». Ils n'ont pas créé « de contacts avec les masses juives qui ne comprennent pas le russe ». Martov poursuit en affirmant que le prolétariat juif ne peut simplement s'en remettre aux prolétariats russe et polonais, car les dirigeants de ceux-ci pourraient être amenés à faire des concessions aux dépens des Juifs. Par conséquent, le prolétariat juif doit être prêt à combattre en tant que groupe organisé, aux côtés d'autres groupes, « pour sa liberté économique, civique et politique ». Et il ajoute : « Une classe ouvrière qui se contente de la situation d'une nation inférieure ne s'élèvera pas au-dessus de la situation d'une classe inférieure. La passivité nationale des masses juives est aussi un obstacle à l'accroissement de sa conscience de classe. L'accroissement de la

conscience de classe et celui de la conscience nationale doivent aller de pair »⁶.

Les formulations de ce discours restèrent au centre des débats idéologiques du Bund pendant de longues années. D'abord, parce que la postulation révolutionnaire et la postulation nationalitaire furent souvent ressenties comme contradictoires, et parfois incompatibles. Ensuite, parce qu'il ressort clairement de l'analyse de Martov que le mouvement ne peut se contenter de n'être qu'un mouvement d'intellectuels qui irait éclairer les masses : celles-ci doivent participer à l'orientation du parti. Contrairement aux autres groupes révolutionnaires de Russie, formés le plus souvent de seuls intellectuels, le Bund fut gouverné, pendant presque toute son existence, avec la participation active des travailleurs. Sur les treize participants au congrès de fondation du Bund, en octobre 1897, cinq seulement étaient des intellectuels, les autres des artisans ou des ouvriers. Enfin, c'est cette façon d'envisager la vie du parti qui a incité une majorité de bundistes à refuser les conceptions autoritaires et centralisatrices et à revendiquer, au cours de leur congrès de 1901, une participation à l'union « fédérative » des partis sociaux-démocrates de Russie (ce qui leur valut les foudres de Lénine et provoqua en 1903 leur passage chez les mencheviks).

Le Club laïque de l'enfance juive, le Centre Medem et le Cercle Gaston-Crémieux ont décidé d'organiser ensemble quatre brunches-débats sur l'actualité de la pensée du mouvement socialiste juif le Bund. Plus d'une cinquantaine de personnes ont pris part au deuxième d'entre eux, qui a eu lieu le 22 janvier 2006 au Centre Medem. Le compte rendu du premier brunch a été publié dans le numéro 37 de Diasporiques (p. 32-37). On trouvera ci-contre le texte, un peu condensé, des exposés liminaires de Richard Marienstras, Jacques Burko, Henri Minczeles et Léopold Braunstein. La séance était présidée par Élise Marienstras.

Élise Marienstras, historienne spécialiste des États-Unis, est membre du conseil d'administration du Cercle Gaston-Crémieux.

Richard Marienstras est fondateur et président d'Honneur du Cercle Gaston-Crémieux. Shakespearien renommé, il est l'auteur, entre autres, de l'ouvrage de référence : *Être un peuple en Diaspora*².

¹ Ce terme yiddish est habituellement traduit par le néologisme *icinité* (en anglais : *hereness*). Son sens sera éclairé par les interventions ici rapportées.

² François Maspero, Paris, 1975, épuisé.

³ L'intervention liminaire de Richard Marienstras s'est beaucoup inspirée de l'intervention qu'il avait faite sur « l'idéologie du Bund et la modernité » à l'occasion d'un colloque organisé par l'Union des Progressistes juifs de Belgique lors du Centenaire du Bund. Points critiques, n°62-63, déc. 1998, p. 14-20.

⁴ Julius Osipovitch Zederbaum ou Julius Martov (1873-1923).

⁵ Cité par Simon Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif* (1933), Éditions du Cerf, 1994, p. 1430.

⁶ Citations dans Koppel S. Pinson, *Jewish Social Studies*, Vol. VII, 1945, p. 233-264, p. 238-239.



L'importance de la lutte des classes est également soulignée dans la fameuse brochure d'Arkady Kremer, *De l'agitation*, écrite en 1893 et publiée à Genève en 1896. Il y critique la tactique employée par les sociaux-démocrates russes, « qui ne prêtent pas assez d'attention aux besoins économiques des masses laborieuses ». Ainsi, la lutte pour la liberté de parole et d'association ne sera comprise par les masses que si elles perçoivent que ces libertés sont nécessaires dans la lutte pour leurs propres intérêts. Pour stimuler la conscience politique du prolétariat, il faut lui faire clairement voir les conflits de classe qui existent dans la société capitaliste. Mais, alors que dans cette brochure il ne parle pas des ouvriers juifs en tant que tels, dans son discours au congrès fondateur du Bund en 1897, Kremer devait dire : « Une union générale de toutes les organisations socialistes juives n'aura pas seulement pour but de lutter pour faire aboutir les revendications politiques russes en général; elle aura aussi pour tâche de défendre les intérêts spécifiques des travailleurs juifs, de lutter pour leurs droits

civiques et surtout de lutter contre les lois discriminatoires antijuives. Cela parce que les travailleurs juifs ne souffrent pas seulement en tant que travailleurs, mais aussi en tant que juifs »⁷.

L'émergence de la question nationale

Le second trait de l'idéologie du Bund, qui a beaucoup contribué à son originalité, est son insistance sur l'importance de la question nationale. Le Bund passa à ce propos par plusieurs étapes. Du début jusqu'en 1901, la question fut pratiquement ignorée. De 1901 à 1905 prévalut la résolution adoptée par le Bund à son quatrième congrès : « Le congrès affirme qu'un État tel que la Russie, composé qu'il est de nombreuses nationalités, doit à l'avenir être reconstruit en une fédération de nationalités dotées chacune d'une complète autonomie, indépendamment du territoire où elle se situe. Le Congrès affirme que le terme "nation" doit également être appliqué au peuple juif. Considérant comme prématurée, dans les conditions présentes, la revendication de l'autonomie nationale en faveur des Juifs, le Congrès estime suffisant de lutter actuellement pour l'abrogation de toutes les lois discriminatoires dirigées contre eux »⁸. Cette conception provoqua une vive réaction de Lénine : « L'idée tout à fait insoutenable d'une nation juive particulière est une idée réactionnaire quant à sa signification politique. Partout en Europe la liquidation du Moyen Âge et le développement de la liberté politique ont été accompagnés de l'émancipation politique des Juifs, de leur

renoncement au jargon, au profit de la langue du peuple au milieu duquel ils vivent et, d'une façon plus générale, d'une assimilation progressive et incontestable de la population juive à son environnement... La question juive aboutit à cette alternative : assimilation ou isolement. C'est ainsi que l'idée d'une nationalité juive est en opposition avec les intérêts du prolétariat juif »⁹.

Entre 1905 et 1910, le Bund donna à son programme nationalitaire un relief plus marqué en demandant notamment, lors de son sixième congrès (1905), une « autonomie nationale et culturelle », sans formuler toutefois de programme hormis le libre usage du yiddish dans la vie publique et plus spécialement dans l'enseignement. Ce n'est qu'à partir de son huitième congrès (1910) que la revendication de l'autonomie nationale et culturelle fut assortie d'un programme concret d'activités (et ce fut aussi le premier congrès où les délibérations furent conduites essentiellement en yiddish). Le Bund, cependant, n'entérina jamais entièrement la notion de *peuple juif*.

Vladimir Medem (1879-1923), l'un des principaux artisans du mouvement, commença quant à lui par rejeter conjointement l'assimilation et le « mysticisme » nationaliste, en développant une théorie dite du neutralisme, selon laquelle il convenait de reconnaître une nationalité juive (dotée d'une langue, de mœurs, de coutumes et de problèmes spécifiques) sans s'engager pour autant sur la forme que pourrait avoir une nation juive à



Photo J.-F. Lévy

... Choisir ou vouloir son appartenance, son ou ses identités... (Richard Marienstras)

⁷ Ibid. p. 245.

⁸ Simon Doubnov, op. cit., p. 248.

⁹ Simon Doubnov, op. cit., p. 1432.

l'avenir. Il repoussait ainsi avec vigueur la définition léniniste de la nationalité aux termes de laquelle territoire et langue sont, ensemble, constitutifs d'une nation. Ses positions évoluèrent ultérieurement et, à partir de 1916, il reconnut explicitement les insuffisances du neutralisme et opta pour un programme national (ou plutôt nationalitaire), impliquant une volonté nationale et jetant les bases de programmes éducatifs que développa l'*Organisation centrale des écoles yiddish*, ou CISHO (*Tsentrāl Yiddishe Shol Organisations*). Selon Henri Minczeles, plus de 60 000 enfants fréquentaient ces écoles dans l'entre-deux-guerres¹¹.

Ce qui caractérise l'existence juive en diaspora, c'est la fidélité ou l'attachement à des ensembles culturels multiples dont on peut, dans une certaine mesure, se détacher ou se libérer. Depuis plusieurs siècles, un grand nombre de Juifs savent que l'appartenance à un groupe minoritaire est un acte volontaire puisqu'on les somme de s'assimiler ou même de se convertir ; ils savent que tout ensemble culturel est consciemment maintenu, qu'il est une création humaine, et que l'on peut donc choisir ou vouloir son appartenance, choisir ou vouloir son identité ou ses identités. Alors que jadis on naissait dans sa culture d'origine et que cela restait une détermination absolue, ce n'est plus aujourd'hui qu'une détermination relative. Et même si cette conscience-là n'est pas partagée par le très grand

nombre, elle nous oblige à comprendre l'appartenance et l'identité culturelle en des termes nouveaux. Sans le formuler explicitement, les bundistes, je crois, le comprenaient ainsi. Les farouches attaques de Vladimir Medem contre la bourgeoisie assimilatrice sont très révélatrices à cet égard. Et c'est encore Medem qui insista sur la nécessité de développer des organisations collectives pour renforcer la culture individuelle et le sentiment national. On peut au demeurant penser que si une partie de la gauche (à commencer par Lénine !) a naguère estimé que l'avenir normal des Juifs ne pouvait être que l'assimilation, c'est qu'après l'Émancipation, c'est-à-dire après les Lumières, l'appartenance au judaïsme (comme toute appartenance religieuse) apparaissait comme un choix fait par l'individu ou le groupe, alors que l'appartenance à la culture nationale majoritaire était perçue comme un fait de nature. Les cultures peuvent, si elles le veulent, modifier l'assiette générale de leur appartenance, rétablir un lien avec une histoire, un groupe spécifique, des coutumes, bref fonder une solidarité sur autre chose que des mots d'ordre politiques et dire « nous » à nouveau, malgré le système majoritaire où chaque individu est complètement isolé face à l'État.

Un choix fondateur : la *doykeit*

Jacques Burko : Voici ce qui sera développé ici sous le vocable de *doykeit*. C'est un principe selon lequel les Juifs de la Diaspora, dispersés et placés en situation de



Photo J.-F. Lévy

... Tendre à s'enraciner dans ces pays, à en être des citoyens à part entière... (Jacques Burko)

minorités dans tous les pays du monde, doivent tendre à s'enraciner dans ces pays, à en être des citoyens à part entière, à y gagner leurs droits civiques au même titre que leurs compatriotes et en plus à garder leur identité nationale, à la cultiver en tant que valeur complémentaire de leur citoyenneté. C'est ce qu'au fond chacun de nous, ici présent, essaie de faire aujourd'hui pour son propre compte.

La *doykeit* n'était pas un apanage exclusif du Bund ; j'y reviendrai après m'être concentré sur l'action de ce mouvement en Pologne, c'est-à-dire là où cette action a pu se développer pendant une période relativement longue – entre 1920 et 1939. Les Juifs constituaient à cette époque près de dix pour cent de la population (3 400 000 sur quelque 36 000 000 d'habitants). Et nous aurions tort de nous représenter cette masse humaine comme essentiellement ouvrière, prolétaire, pauvre, composée de *luftmenschen* : c'était un ensemble extrêmement diversifié et la bourgeoisie y était notamment très présente, sans même parler d'une

Jacques Burko a été président du CLEJ, secrétaire du Cercle Gaston-Crémieux, rédacteur en chef de *Diasporiques*. Il est poète et traducteur littéraire, notamment de nombreux recueils de poésie¹¹. Il a publié avec Pawel Korzec *Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*, éd. du Cerf, Paris, 1997.

¹⁰ Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund*, Paris, éd. Denoël, p. 402.

¹¹ Voir notamment *Le génocide dans la poésie polonaise, Diasporiques* n°36, décembre 2005, p. 39-44.



frange de gens très riches (vraiment très riches !) qui en était partie prenante. Aussi quand les antisémites descendaient dans la rue pour crier « À bas les Juifs ! », avec comme slogan : « *Nashe oulitz, washe kamienitze* » (« la rue est polonaise mais les immeubles sont juifs »), ce n'était pas tout à fait vrai mais ce n'était pas tout à fait faux non plus. La poussée juive « vers le haut » s'illustrait également par la fréquentation des universités. Dans les années 20, la proportion globale des étudiants juifs en leur sein approchait les 23 % et dans les facultés conduisant à des professions libérales (le droit, la médecine...) elle dépassait les 40 %. Ce qui explique (sans l'excuser !) l'introduction d'un *numerus clausus* (voire parfois d'un *numerus nullus*), au demeurant d'une remarquable efficacité puisqu'il ramena le premier de ces taux à moins de 8 %.

La doykeit n'était bien sûr pas la seule doctrine alors en vigueur. La plus naturelle et la plus ancienne était celle de l'assimilation et il y avait aussi celle, sioniste, de l'émigration, de préférence mais pas obligatoirement en Terre Promise.

La première de ces deux doctrines est apparue en Pologne autour du xvi^e siècle, quand le groupe ethnique juif a pris une dimension importante. Les Polonais ont alors proposé aux Juifs d'abandonner leur kaftan, leur religion, leur « jargon » (le yiddish), etc., et de devenir des citoyens comme tout le monde. Cet encouragement était puissant : très souvent les Juifs convertis devenaient du même coup des nobles. Cela vous surprend ? En fait

c'est simple à comprendre. Il y avait bien à l'époque, en Pologne comme en France, trois « états » dans la population. Mais ils étaient différents. En France nous avons, comme chacun sait, la noblesse, le clergé et le Tiers-État. En Pologne, la classification distinguait la noblesse (incluant le clergé), la bourgeoisie, et la paysannerie. Bourgeois et paysans étaient considérés comme incultes, seuls les nobles étaient « éduqués ». Or les Juifs qui s'assimilaient étaient en général cultivés et lettrés ; on leur conférait donc souvent la noblesse. Plusieurs familles nobles polonaises sont ainsi descendantes de Juifs. Elles ne le proclament pas nécessairement sur les toits mais c'est un fait... Toutefois, on considère que seuls quelque dix mille Juifs ont accepté de se convertir entre le xvi^e et le xviii^e siècles.

L'attitude des Polonais à l'égard de la conversion des Juifs a beaucoup changé au xix^e siècle, notamment par l'action de l'Église. De l'opinion « les Juifs sont juifs parce qu'ils lisent le Talmud » (il suffit donc de les couper du Talmud si on veut qu'ils perdent cette caractéristique) on est passé à « les Juifs ont écrit le Talmud parce qu'ils sont juifs ». Ainsi un Juif même converti reste juif, et on ne peut donc lui faire vraiment confiance... S'est alors développé chez les Polonais un fort courant anti-assimilationniste, dont la persistance n'a pas empêché l'existence d'un mouvement assimilationniste structuré dans certaines élites juives.

L'autre « solution » – le sionisme avec toutes ses variantes – avait pour objet de

libérer les Juifs brimés par la majorité hostile (en principe tous les Juifs) en les rassemblant sur un même territoire – pas nécessairement en Palestine. Cette doctrine paraissait chimérique aux bundistes, compte tenu de la masse des Juifs susceptibles d'être concernés. Les plus sionistes des sionistes, (les « révisionnistes » groupés derrière Vladimir Jabotinski) étaient conscients de la difficulté, et leur programme « réaliste », présenté au gouvernement polonais en 1938, portait sur des chiffres relativement modestes. Pour l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est il ne concernait que 1 500 000 Juifs (dont la moitié de Polonais), à transplanter en dix ans. S'il s'agissait de débarasser la Pologne de ses Juifs, on était donc encore très loin du compte ! Un autre projet, qui fut concocté directement par le gouvernement polonais, consistait à envoyer les Juifs polonais... à Madagascar. Léon Blum lui-même fut sollicité à ce propos par le ministre polonais des Affaires étrangères, Jozef Beck. Blum était à la fois étonné et embarrassé mais, comme il avait besoin de la Pologne en tant qu'allié contre le nazisme et qu'il ne voulait pas non plus donner à ses dirigeants l'impression de les laisser tomber, il proposa de constituer une commission *ad hoc*. Commission qui, à ma connaissance, ne s'est jamais réunie...

Tout cela pour dire que le sionisme n'était pas à l'époque une idée très crédible pour résoudre le « problème juif » en Pologne. Restait donc... la doykeit.

D'autres partis que le Bund préconisaient aux Juifs de

Pologne de rester là où ils étaient, j'y ai fait allusion en commençant cet exposé. Sans parler des assimilationnistes, les communistes d'abord : puisque l'internationalisme prime sur le nationalisme, les Juifs ne pourraient que vivre libres et heureux dans une démocratie populaire. Les religieux orthodoxes, les hassidim, tout autant. Ils étaient bien enracinés en Pologne et n'avaient aucune envie à l'époque de précéder le Messie en Palestine. Ils étaient plongés dans quelque chose qu'il faut bien aussi appeler une *doykeit*, même si celle-ci était à l'évidence de nature très différente de celle du Bund ! Et puis il y avait aussi les folkistes (le *Folkspartei*, le parti du peuple), et d'eux il faut parler un peu plus longuement. Sur le plan identitaire et culturel, ils avaient des positions tout à fait analogues à celles du Bund, à cela près – et la différence est naturellement d'importance – qu'ils n'acceptaient pas le concept de dictature du prolétariat. Politiquement, ils avaient des positions semblables à celles des socio-démocrates. Ne serions-nous pas dès lors les héritiers du folkisme tout autant (et même peut être plus) que du bundisme ? La question mérite en tout cas d'être posée. Pour les bundistes, qui voulaient en particulier « lutter contre l'emprise de la religion et en libérer le peuple juif », il fallait, pour garder une identité nationale, remplacer le recours à la synagogue par autre chose ; il fallait rebâtir cette identité sur une culture, sur des traditions. Le Bund a ainsi eu une très forte activité de construction d'une culture yiddish nationale, et aussi une forte activité éducative (partagée,

soit dit en passant, avec les folkistes), qui a permis la création d'un réseau d'écoles laïques utilisant délibérément le yiddish comme langue véhiculaire et non l'hébreu comme dans les écoles sionistes. Il a notamment créé la Ligue Culturelle, dont l'objet déclaré était de favoriser l'accès de tous à la culture, aux spectacles, etc. Mais ces aspects de l'activité bundiste (laïcité, culture, éducation...) sont développés dans d'autres exposés et je me limite donc à leur simple évocation.

Dans un tout autre ordre d'idées, le Bund s'est beaucoup préoccupé de l'hostilité active et violente des Polonais vis-à-vis des Juifs. Pour que la *doykeit* ait véritablement un sens et puisse fonctionner, il fallait que les Juifs se défendent. Et ce d'autant que le gouvernement ne faisait rien pour les protéger. Le Bund a donc été conduit à créer des groupes d'auto-défense, des milices armées (sans avoir l'exclusivité de ces actions, là non plus, mais en étant néanmoins particulièrement actif en la matière). Cela a beaucoup renforcé sa crédibilité au sein des masses populaires juives (comme cela a été signalé par Henri Minczeles¹², le Bund a remporté une éclatante victoire aux élections municipales de 1938). Ce qui contraste avec le fait que, pendant tout l'entre-deux-guerres, le Bund n'a jamais eu de députés ni de sénateurs. Sans doute en partie parce qu'il a toujours refusé des alliances opportunistes (alors que tant les folkistes que les orthodoxes, qui n'avaient pas les mêmes préventions, ont, eux, toujours eu des élus) ; le Bund

¹² *Diasporiques* n°37, mars 2006, p. 38.



Photo J.-F. Lévy

... La question des particularismes culturels des peuples doit être reconnue comme légitime (Henri Minczeles)

pensait que la solidarité prolétarienne le conduisait nécessairement à s'allier aux partis socialistes polonais ou à d'autres minorités nationales, ce qui ne plaisait pas trop à son électorat juif potentiel...

Nous devrions donc bien réfléchir ensemble aux enseignements différentiels que nous pouvons tirer des expériences passées et du Bund et du *Folks Partei*. Je pense personnellement que l'héritage du second correspond mieux à notre état d'esprit aujourd'hui. Il y a là une source féconde de réflexions que nous devrions entreprendre. Ce sera ma conclusion !

Henri Minczeles : Je vais soulever des questions qui, à mon sens, ont permis l'affermissement de la théorie de l'autonomie nationale culturelle et de la doctrine émise par le Bund. Comme Jacques Burko, je pense toutefois qu'à l'époque j'aurais sans doute été porté à être doubovrien (ou folkiste) plutôt que bundiste, pour une

Henri Minczeles est docteur en histoire, auteur de plusieurs ouvrages dont une *Histoire générale du Bund*, Denoël, Paris, 1999.



raison qui rejoint celles qu'il a dites : la doctrine de la lutte des classes a en partie obéré celle à mes yeux centrale de l'autonomie culturelle.

Les Juifs ont pris conscience, à l'époque dont nous parlons, que, si la religion avait certes régenté pendant des siècles leur comportement et leurs traditions, il y avait aussi autre chose à prendre en compte, qu'il fallait mettre en lumière et essayer de théoriser. Il s'agissait en fait de la *question nationale*. Dans le *Manifeste communiste*, Marx dit que les prolétaires n'ont pas de patrie. C'est sûrement vrai s'il s'agit d'entrer dans des conflits de pouvoir ; cela l'est beaucoup moins si l'on inclut dans le concept de patrie la question de la langue. Dans un empire comme l'Autriche-Hongrie, coexistent alors de nombreux peuples parlant chacun sa langue. Les ouvriers juifs, eux, parlent le yiddish, et ceci explique parfaitement que le Bund ait pris comme plate-forme la défense de la langue et de la culture

yiddish. Cela dit, ce ne sont pas les Juifs qui ont mis eux-mêmes sur le tapis ladite question nationale. C'est au cours d'un congrès des divers partis sociaux-démocrates nationaux qui s'est tenu en septembre 1899 à Brünn (maintenant Brno), en Tchéquie, que la question fut débattue à la fois à propos de peuples disposant d'un territoire (tous ceux qui composaient la base démographique majoritaire de l'Autriche-Hongrie) et de peuples censés n'en point disposer (les ethnies minoritaires dispersées dans l'empire austro-hongrois et dans l'empire russe). Divers théoriciens (et notamment Otto Bauer et Karl Renner) défendirent l'idée que, si le statut des individus doit être régi au niveau des États (les impôts, le service militaire, etc.), la question des particularismes culturels des peuples doit l'être différemment et d'abord reconnue comme légitime. Haïm Jitlowski, s'appuyant sur ces thèses, affirma que les Juifs devaient eux aussi bénéficier en tant que tels d'une autonomie nationale et culturelle. On peut considérer cette prise de position comme le déclencheur des réflexions tant du Bund que du Folk ou des sionistes sur cette question essentielle. S'agissant du Bund, il lui faudra néanmoins encore quelques années pour qu'il la place au cœur de ses préoccupations et notamment que ceux de ses leaders qui, maîtrisant mal le yiddish, se mettent à l'apprendre sérieusement ! Cela fut en particulier le cas de Vladimir Medem lui-même, que ses amis n'hésitaient pas à appeler « le goy » lorsqu'il s'exprimait dans sa langue maternelle, le russe... D'une langue de culture, le

yiddish est ainsi délibérément devenu une véritable arme politique. Et, au sixième congrès du Bund, en 1905, la doctrine est fixée : tout en étant de fervents internationalistes, pétris de l'idée de la lutte des classes, les quarante mille adhérents du mouvement reconnaissant l'importance du sentiment nationalitaire juif. Parallèlement est affirmé l'antisémitisme du parti au profit de la *doyleit* dont nous a parlé Jacques Burko. Dans *Le socialisme et la question nationale*, Vladimir Medem dit alors que si la lutte demeure prééminente, la spécificité du judaïsme conduit à une autonomie nationale et culturelle et à la mise en place d'*institutions fédératives* permettant de la mettre effectivement en œuvre. Des réalisations opérationnelles en résulteront, selon la bonne règle de la complémentarité entre théorie et praxis. Dans la foulée, la conférence de Tchernowitz (1908) affirme que le yiddish est une « langue nationale juive » et non un « jargon », et non plus seulement l'hébreu – ce qui aura évidemment des conséquences directes sur la création d'écoles juives laïques et sur le développement de la brillante littérature que l'on sait.

Le Bund russe

Léopold Braunstein : La date de 1897 est triplement intéressante. C'est celle du premier congrès sioniste, qui précède de quelques mois le premier congrès du Bund, et c'est aussi celle du début de la rédaction par Simon Doubnov de ses *Lettres sur un judaïsme ancien et nouveau*, qui est peut-être pour nous d'une modernité plus grande que le bundisme dans sa forme extrême de ralliement

Léopold Braunstein est de formation scientifique (mathématiques et histoire des sciences). Il est vice-président du Centre Medem.



Photo J.-F. Lévy

La question est simple : qu'est-ce qu'une nation ?
(Léopold Braunstein)

à la lutte des classes. Je partirai de là pour parler du Bund russe pendant la période allant jusqu'à la révolution de 1917, Jacques Burko nous ayant, lui, entretenu du Bund polonais au cours des vingt années suivantes.

Le Bund entretient dès son origine des relations suivies avec le parti social démocrate de Russie (POSDR). Il a accepté de se fondre en son sein lors de sa création en 1898 à la condition d'y être le représentant exclusif de la « nation juive ». Mais il ne fonctionne pas du tout sur le même modèle. Au centralisme démocratique, il oppose une conception beaucoup plus ouverte puisqu'il reconnaît la légitimité des tendances (tendances qui iront même, pour l'une d'entre elles, jusqu'à prôner son intégration complète dans le POSDR !) Et le Bund est en fait en désaccord avec le POSDR sur trois points essentiels : il soutient que le futur État russe devra être une fédération de peuples ; que les Juifs devront être reconnus en tant que nation (ou que nationalité) ; qu'une autonomie nationale devra être accordée à chaque nationalité, indépendamment de son implantation territoriale, et que cette autonomie devra notamment porter sur des droits nationaux essentiels, tels que ceux relatifs à l'enseignement ou à l'usage de la langue.

Cette période du début du xx^e siècle est aussi celle qui voit parallèlement s'affirmer le mouvement sioniste. Les sionistes répandent l'idée que, quelle que soit la nature de l'État, il n'existe aucun

lieu où l'on puisse vivre de façon sûre en tant que Juif. Il faut donc une terre d'accueil. Au départ limitée, leur influence est singulièrement renforcée, en 1917, par la publication de la Déclaration Balfour¹³. Diverses variantes prennent alors consistance au sein de ce mouvement. Certains se contentent de demander l'attribution d'une terre, quelle qu'elle soit. D'autres ont des idées plus

Un Juif en quête d'émigration entre dans une agence ; on lui présente un globe terrestre ; le Juif le tourne et le retourne et finit par demander : « Vous n'auriez pas autre chose à proposer ? ».

arrêtées. Au sixième congrès du mouvement sioniste, le débat sera ainsi très animé entre les partisans de l'Ouganda et ceux de la Palestine. On parlera aussi de la Cyrénaïque, de la Mésopotamie, de l'Australie, ou encore de l'Amérique du Sud...

Je voudrais encore dire un mot de l'espace dans lequel tout ceci se passe : c'est celui d'une Europe qui est une véritable pagaille de populations, avec des langues et des coutumes très diversifiées, réparties dans des pays qui n'ont pas tous des frontières stables, sans gouvernements démocratiques pour la plupart d'entre eux. Entre la Baltique et la Mer Noire, il y a en particulier une zone,

¹³ « Le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays ». Arthur James Balfour.

créée quelques siècles auparavant, où se concentrent quelque cinq millions de Juifs – un territoire en quelque sorte « forcé » de résidence pour eux. Ils y sont cantonnés, sans avoir le droit de résider dans les grandes villes. Les masses parlent le yiddish mais les intellectuels souvent l'ignorent (c'est le cas, a-t-on déjà dit, pour Medem, mais aussi pour Herzl, qui ne parle pas plus l'hébreu...). La vie est difficile pour ces Juifs, souvent misérables ; des pogromes la ponctuent, tolérés par les autorités tsaristes. Ainsi y a-t-il eu pas moins de cinquante pogromes dans la semaine du 18 au 25 octobre 1905...

Quelques indications enfin sur les principaux acteurs : la plupart d'entre eux sont extrêmement jeunes, ils ont, pour les plus importants d'entre eux, entre 17 et 30 ans au début du siècle ! Et puis tout se passe dans la clandestinité parce que – il est bon de ne pas l'oublier – toute cette activité est illégale. Les « révolutionnaires professionnels » (ce n'est pas Lénine mais le Bund qui invente la fonction !) sont des sans domicile fixe ! Entre 1903 et 1904, il y aura quand même au moins 4 500 arrestations de militants du Bund ! C'est loin d'être un métier assuré et de tout repos...

Qu'est-ce qu'une nation ?

Le décor planté, j'en viens au fond. La question est simple : qu'est-ce qu'une nation ? La réponse ne va pas de soi !



Celle, bien connue, d'Ernest Renan (1882) est évidemment intéressante : ni la race, ni la langue, ni la religion, ni la communauté d'intérêts, ni la terre ne sauraient suffire, selon lui, à fonder un droit national. Ce qui manque à tout cela est une « conscience nationale », c'est-à-dire « une volonté de vivre ensemble, « un plébiscite de chaque jour ». Mais pour les marxistes, la conscience nationale n'existe pas, on ne peut mélanger bourgeois et prolétaires ! « Les prolétaires n'ont pas de patrie », affirme le Manifeste, ils ne peuvent donc pas lutter pour défendre quelque chose qu'ils ne possèdent pas ! Staline, en 1913, définit la nation comme « une communauté stable, historiquement constituée de langues, de territoires, d'une vie économique et d'une formation psychique se traduisant dans une communauté de cultures ; et seule la réunion de toutes ces caractéristiques peut constituer une nation » (le mot nation ainsi défini se rapproche, soulignons-le, du concept de « nationalité », et le cas échéant de « minorité nationale », mais il ne désigne en rien un État-

nation tel que nous pouvons le concevoir aujourd'hui).

Les Juifs forment certes une communauté stable en Russie mais la structure de leur société n'est pas du tout la même que celle des autres sociétés ; Ber Borochov soulignera qu'elle est même complètement inversée par rapport à elles, avec notamment une proportion très élevée d'intellectuels et l'absence d'une base paysanne. Ont-ils par ailleurs une communauté de langue et de culture, un territoire ? Rien n'est moins sûr. Si les masses populaires parlent effectivement le yiddish, ce n'est pas le cas pour tous les Juifs, à commencer par les intellectuels qui s'expriment en général dans la langue de leur pays de résidence. Quant au territoire, en dehors de la zone de résidence forcée sus-indiquée, la réponse est évidemment négative. Ont-ils une histoire ? Pour le marxiste Kautsky, la réponse est « nein ! » : une mémoire certes mais pas une histoire, en tout cas pas une histoire commune puisque éclatée en autant d'histoires séparées, et qu'est-ce qu'une histoire si elle n'est pas commune ? En

tout état de cause, les nations ne sont pour lui que des transitions. Le soutien aux luttes nationales est à la rigueur concevable comme phase intermédiaire mais il faut, dans toute la mesure du possible, s'en dispenser. Que les Juifs acquièrent donc des droits individuels comme les autres, sans revendiquer des droits nationaux, et leur oppression en tant que juifs cessera aussitôt, l'antisémitisme n'aura plus de prétexte à exister...

On sait ce qu'il advint finalement de tout cela.

La doctrine autonomiste de Simon Doubnov

Henri Minczeles : Simon Doubnov a littéralement accompagné l'histoire de la période dont nous parlons. Né en 1860, il est mort en 1941. Il a donc eu l'occasion d'être à tout moment là où il fallait être pour comprendre ce qui s'est passé. Ce qui fait la modernité de la pensée de Doubnov est que ce qui prime pour lui n'est pas la terre mais le peuple. Il comprend au demeurant très tôt que la Palestine n'est pas une terre sans peuple prête à accueillir un peuple sans terre. Il prend résolument appui sur la majorité du peuple juif, celle qui vit dans la zone de résidence créée en 1791 par Catherine II, ce *yiddishland* dont nous a parlé à juste titre Léopold Braunstein. Et lui aussi donne une définition de la « nation ». Il s'agit d'une communauté historique et culturelle dont les membres ont une même origine, un même sol, une même langue et, le cas échéant, un même État. Selon Doubnov il faut distinguer



D.R.

Bundistes à Siedlece (Pologne) durant la Révolution de 1905

trois stades successifs dans l'évolution d'une nation : le stade tribal ou « racial » (c'est comme cela qu'à l'époque on disait !); le stade territorial et politique; le stade spirituel ou historico-culturel. Et pour lui le peuple juif est passé par ces trois stades et il en est aujourd'hui au troisième. Doubnov est également partisan de ce qu'il appelle les règles des trois unités et du trilinguisme. Les trois unités : les Juifs ont une unité dans l'histoire; une unité dans la dispersion; une unité de destin aussi, qui ne fait pas de distinction entre classes sociales (la suite devait hélas montrer à quel point il avait en cela raison). S'agissant du trilinguisme, il affirme la légitimité de l'hébreu, langue de communication historique et culturelle; du yiddish, la langue du peuple (qui n'a rien d'un « jargon »); et bien entendu de la langue du pays d'accueil.

Pour prendre en compte ces principes, il n'est d'autre possibilité selon Doubnov que de participer à la vie politique du pays d'accueil et c'est pour cela qu'il crée en 1905 le *Folkspartei*, le parti du peuple, qui a pour ambition de les mettre en œuvre. Le *Folkspartei* traduit cette doctrine en projets, propose la création de conseils de communautés (les *kehilla*) et celle d'un conseil général judéo-russe (le *Vaad*). Il prône l'émancipation des Juifs et pour cela exige qu'on leur accorde les mêmes droits civiques que ceux de leurs compatriotes russes. Il demande aussi qu'on leur attribue, au-delà des droits civiques, des droits nationaux. Tout cela sera effectivement réalisé en 1917, à l'occasion de ce qu'on

appelle la troisième émancipation des Juifs, même si ce ne fut hélas que temporaire. Ce qui persiste en tout cas aujourd'hui est la mémoire du rôle fondamental qu'a joué cet agitateur d'idées génial que fut Simon Doubnov. Son manuel, le *Précis d'Histoire juive*, a servi de base à l'enseignement de l'Histoire dans toutes les écoles séculières juives de Pologne.

Il a su dégager le bundisme d'une trop forte emprise du concept de lutte des classes et faire en sorte que l'idée fondatrice et centrale de *doykeit* traverse les âges pour nous permettre, aujourd'hui, d'être des citoyens à part entière sans rien perdre de l'essence de notre judéité diasporique. ■

Textes retranscrits par
Philippe Lazar

Bibliographie (quelques ouvrages en français)

- Jean Baumgarten, Rachel Ertel, Itzhok Niborski, Annette Wiewiorka (dir.), *Mille ans de cultures ashkénazes*, Paris, éd. Liana Levi, Paris, 1994.
- Alain Brossat et Sylvia Klingberg, *Le Yiddishland révolutionnaire*, éd. Balland, Paris, 1983.
- Combat pour la Diaspora*, Le Bund, n°4, 1980.
- Combat pour la Diaspora* et Cercle Gaston-Crémieux, *Les socialismes juifs; les minorités nationales aujourd'hui*, n° 11-12, Syros 1983, Articles de Nora Levin, p. 35-46, Pavel Korzec, p. 47-50, Henri Minczeles, p. 51-59.
- Simon Doubnov, *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*, éd. du Cerf, Paris, 1989.
- Marek Edelman et Hanna Krall, *Mémoires du ghetto de Varsovie*, éd. Scribe/Liana Levi, Paris, 1993.
- Rachel Ertel, *Le Shtetl, la bourgade juive de Pologne*, éd. Payot, Paris, 1982.
- Georges Haupt, Michaël Lowy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, éd. François Maspéro, Paris, 1974.
- Irving Howe, *Le monde de nos pères, l'extraordinaire odyssée des Juifs d'Europe de l'Est en Amérique*, tr. fr., éd. Michalon, Paris, 1976.
- Pawel Korzec, *Juifs en Pologne; la question juive pendant l'entre-deux guerres*, éd. FNSP, Paris, 1980.
- Vladimir Medem, *Ma vie*, tr. du yiddish par Henri Minczeles et Aby Wiewiorka, éd. Champ libre, Paris, 1999.
- Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund, un mouvement ouvrier juif*, éd. Denoël, Paris, 1999.
- Yves Plasseraud et Henri Minczeles (dir.), *Lituanie juive, 1918-1940. Message d'un monde englouti*, éd. Autrement, Paris, 1996.
- Points critiques*. Numéro Spécial du 100^e anniversaire du Bund. Actes du colloque : *Minorités, Démocratie, Diasporas*, Bruxelles, décembre 1998/janvier 1999.
- Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive, 1843-1943*, éd.



Edmond Picard (1836-1924) ou l'exception belge

Un théoricien socialiste de l'âme aryenne

Jacques Aron

Jacques Aron, architecte et urbaniste belge, se consacre actuellement à la rédaction d'essais à caractère culturel, historique et politique. Il a notamment publié *Anthologie du Bauhaus* (1995), *La mémoire obligée* (1999), *Petite philosophie portable* (2001), *Le sionisme n'est pas le judaïsme* (2003), *Karl Marx, antisémite et criminel ?* (2005), aux éditions Didier Devillez, Bruxelles, et *L'année du souvenir* (1997), réédition Labor, Charleroi, 2006. Il est membre de la commission de socio-histoire des Juifs européens commune au cercle Gaston-Crémieux et à l'Union des Progressistes juifs de Belgique.

Des îles heureuses

En 1898, au II^e Congrès sioniste de Bâle, Max Nordau, touché par la haine inattendue des Français contre les Juifs, évoque par contraste la Belgique, la Hollande et l'Italie, « les trois heureuses îles de paix dans l'océan de l'antisémitisme ». « L'antisémitisme français, déclare-t-il, n'est pas la conséquence du cas Dreyfus, mais sa cause. Si l'antisémitisme ne lui avait pas préexisté, il est très vraisemblable que le soupçon de trahison n'aurait jamais atteint Dreyfus, que de toute façon la culpabilité qui pèse sur lui n'aurait jamais été généralisée en culpabilité inhérente à la nature des Juifs, et enfin que les efforts de révision du procès n'auraient pas déchaîné des passions populaires aussi violentes »¹.

Or à l'époque – Max Nordau le sait-il ? – un antisémite siège depuis quatre ans au Sénat de Belgique comme représentant du Parti Ouvrier Belge (fondé en 1885). Avocat et juriste de renom, il s'est acquis la sympathie de la gauche en faisant acquitter

en 1889 des ouvriers grévistes accusés d'un « Grand Complot » imaginaire. Cet homme, Edmond Picard, possède à l'évidence du caractère et de l'énergie. Il crée les *Pandectes Belges*, volumineux répertoire du droit national, et le *Journal des Tribunaux*. Il s'institue en défenseur de la jeune littérature, publie lui-même essais et récits, lance avec un confrère le périodique *L'Art moderne* et rassemble autour de ce dernier tout ce que la Belgique comptera de novateurs. Grand bourgeois passé du libéralisme progressiste au socialisme, il accueille en mécène les artistes belges et étrangers dans son hôtel de maître qu'il transformera en *Maison d'Art* de 1894 à 1900.

Ce publiciste infatigable a cependant une caractéristique particulière : une vive hostilité au Juif, le « Sémite par excellence ». Picard, intellectuel individualiste et égocentrique qui s'était donné pour devise « Je gêne », fit preuve à ce sujet d'une persévérance obsessionnelle. Inspiré par *La Libre Parole* d'Édouard Drumont et par son livre *La France Juive* (1886), Picard développera à partir de la relation de son voyage au Maroc en 1887 une vision raciste du monde, qu'il aurait aimé inoculer au

parti socialiste dont il se disait « compagnon de route ». De 1888 à 1892, sa théorie de l'incompatibilité foncière entre Aryens et Sémites – ce fantasme qui projette son ombre sur l'histoire – va prendre forme jusqu'à produire cette *Synthèse de l'Antisémitisme* qui paraît deux ans avant le déclenchement de l'Affaire Dreyfus et annonce à bien des égards le « classique » du genre, les douze cents pages des *Fondements du XIX^e siècle* (1899) de Houston Stewart Chamberlain. L'influence du colonialisme sur la croyance bien enracinée en la supériorité de l'homme blanc, que l'on retrouve chez l'avocat belge et chez ce fils de général britannique qui prendra en 1916 la nationalité allemande pour stigmatiser la trahison de son pays à « la race commune », mériterait une recherche particulière. Pour démontrer l'impossible cohabitation des races opposées, Picard n'aimait-il pas citer le général Bugeaud : « Mettez bouillir dans une même marmite un Arabe et un Européen, et il en sortira deux bouillons différents ».²

¹ Cité dans Christoph Schulte, *Psychopathologie des Fin de siècle ; Der Kulturkritiker, Arzt und Zionist Max Nordau*, Fischer, Francfort s/Main, 1997 (traduction J. A.).

² Edmond Picard, *Synthèse de l'Antisémitisme*. 60 ans après sa parution (1892) et 24 ans après la mort de l'auteur, ce livre fut republié en 1942 à Bruxelles par les Éditions de la Phalange.

Lutte des classes, lutte des races

Dans le mouvement ouvrier – où Marx et Engels, avec le *Manifeste du parti communiste* de 1848, sont parvenus à introduire l'idée que la lutte des classes serait le ressort ultime de l'histoire et que sa manifestation la plus caractéristique, l'opposition du prolétariat exploité à la bourgeoisie propriétaire des moyens de production, déterminera l'avenir de l'humanité – certains courants se sont laissé séduire par d'autres déterminismes, plus pesants parce qu'ils mettraient en œuvre des mécanismes naturels. Le premier à théoriser cette problématique ne fut pas par hasard le communiste allemand Moses Hess, dans son livre demeuré à la base du nationalisme juif en opposition à l'internationalisme prolétarien, *Rome et Jérusalem* (1862). Et bien que Hess, en progressiste, ait cru en la possibilité de surmonter ces comportements instinctifs, son pessimisme culturel alimenté par la haine allemande des Juifs – on ne parlait pas encore d'antisémitisme – le rendit réceptif aux idées de Gobineau et aux sirènes du colonialisme français tourné vers la « question d'Orient ». Le retour des Juifs à Sion lui apparut comme un compromis politique nécessaire – la séparation des nationalités – entre lutte des classes et lutte des races, comme une concession à l'incontournable « question raciale » (*Rassenfrage*).

Picard ne fut donc que l'un des représentants de ce courant ; comme il ne portait pas, à l'instar de Hess, le poids de la condition juive, les raisons personnelles de

son engagement dans cette voie demeurent d'autant plus difficiles à démêler que l'influence des Juifs en Belgique est alors assez réduite ; ils constituent une petite communauté de notables conservateurs, très soucieuse d'intégration à la jeune nation belge. Chantre de « l'âme belge », dont il inventera le concept et qu'il décrit comme le résultat d'un long processus d'hybridation, il aurait pu intégrer la présence juive dans sa vision qu'il prétend tolérante. Or la nationalité belge qu'il promeut, originale et composite, se forge dans une opposition irréductible à la judéité : « *L'âme belge est donc multiple en les facteurs qui l'ont engendrée et influencée, quoique assurément désormais unique en son essence. Elle procède de l'âme germanique et de l'âme latine, ces deux variétés les plus saillantes de la race aryenne, "essentiellement progressive, indéfiniment éducable, irrésistiblement colonisatrice", si superbement épanouie dans les nations européennes-américaines et à laquelle, malgré les apparentes faiblesses chevaleresques de son désintéressement, la primauté du monde semble dévolue* »³.

Antisémitisme par « idéalisme » ?

C'est probablement dans la position qu'il occupe dans le champ politico-culturel et dans le malaise moral de cet intellectuel qui abandonne son milieu libéral pour entrer en religion dans le socialisme qu'il faut chercher les racines de la pensée de

³ Edmond Picard, *L'Âme belge* (1897), texte reproduit intégralement dans *La Belgique artistique et littéraire ; Une anthologie de langue française 1848-1914*, Textes réunis et présentés par Paul Aron, Complexe, 1997.

Picard. Il fonde sa croyance au droit naturel, qui se combine avec une sécularisation du legs chrétien, sur une vision symboliste de la classe ouvrière, de ces hommes « dont le cœur est resté intact comme leurs mains de tout partage de l'or qui nous a souillés tous »⁴, sur « une pureté du peuple, aux instincts sains et infaillibles ». Issu d'une mère flamande chrétienne et d'un père franc-maçon wallon, Picard a peu de peine à naturaliser en sa personne une conjoncture historique. Et la mise en scène de son désintéressement, de sa rupture sociale trouve son contrepoint dans la figure négative du Juif, héritée du christianisme.

« *Nous voulons – écrit-il – essayer de dégager les lois qui régissent le visible et formidable mouvement qui entraîne tous les peuples aryens contre le sémitisme. [...] Et ce problème nous le rattachons au Droit. C'est lui qui résume et concentre en sa forme la plus haute et la plus raffinée, au sommet de la biologie et de la sociologie, toute l'activité humaine. [...] Or, d'après notre conviction profonde, il n'est point, pour l'organisation et l'avancement du Droit, de facteur plus puissant et plus décisif que la Race.*

⁴ Henry van de Velde, *Déblaiement d'Art* (1895), reprint AAM, Bruxelles, 1979.



D.R.



C'est elle qui doit l'inspirer et le vivifier avant tout. C'est elle qui doit lui donner sa vie propre, son parfum et sa couleur. Il n'est point pour un peuple de pire malheur que d'être soumis à une législation en contradiction avec ses instincts, la déviation ne fût-elle que partielle ».

Une « âme européenne, aryenne et belge »

C'est par cette formule singulière que Picard se définit dans son autobiographie. Et de relire l'histoire universelle, écartant par avance tout fait contraire à sa chimère ; on ne saurait « argumenter par les exceptions et les opposer aux généralités ». Les chrétiens ont été dupes de leurs propres superstitions : s'ils avaient été de race sémite, ni Jésus ni saint Paul n'auraient prêché doctrine aussi sublimé. « Car le sang ne ment pas », écrira-t-il au détour d'une page. Et pourquoi, sur cette lancée, ne pas mettre en doute la judéité des prophètes, eux qui n'ont cessé de fustiger « leur » peuple ? Picard n'hésite pas longtemps.

Selon lui, partout où l'Europe aryenne s'est heurtée au sémitisme, elle a stagné ou régressé. « Le contact du Sémite est, pour les Aryens, redoutable, le mélange avec lui pernicieux, la domination par lui désastreuse. Il retient en arrière ceux qu'il touche ». Et Picard de se profiler en nouveau Fouquier-Tinville du socialisme : mission cruelle mais nécessaire, et combien pénible pour cet Aryen à l'âme si pure !

De la célébration unanime à la chute de l'idole

La querelle politique sur la reprise, par la Belgique, du Congo, fiction juridique placée sous la double couronne de Léopold II, précipite la fin de la carrière politique de Picard. En 1908, le plus colonialiste des socialistes abandonne son mandat de sénateur avant d'y être contraint. Mais, dans sa retraite hautaine, il continuera d'être célébré, voire adulé. Après la Première Guerre mondiale, dans le prolongement de l'Union sacrée, le paysage politique change complètement ; la social-démocratie, considérée encore à la veille du conflit comme dangereusement subversive (la grève générale de 1913), est complètement intégrée. Après sa mort, en 1924, personne ne songerait, dans cette belle unanimité patriotique sous l'égide du « Roi-chevalier », à rappeler les incartades antisémites du grand homme. Dans le Mémorial de la Belgique indépendante⁵, ce recueil de deux cents biographies des « hommes éminents auxquels le pays doit son incomparable prospérité et les progrès qu'il a réalisés dans tous les domaines de la civilisation (Albert I^{er}) », Picard est l'un des plus abondamment cités.

La déchéance, pour cause de haine antisémite viscérale, d'une figure emblématique à bien des égards de l'idéologie du pays est donc un

phénomène très récent⁶. Relire l'histoire est évidemment salutaire. Mais cette relecture d'après le génocide ne comporte-t-elle pas, elle aussi, ses dangers ? Au-delà de l'origine des idées de ce socialiste atypique, la question ne doit-elle pas être formulée autrement ? Picard, semeur d'idées nocives, certes ; mais quelles circonstances, quelles conditions assurent la pousse de ces semences ? De Picard à Auschwitz, il n'y a pas de lien réel de cause à effet, même si, comme le montrera excellemment le philosophe Constantin Brunner⁷, la logique de l'antisémitisme racial est par essence plus destructrice que celle de l'antijudaïsme chrétien : on n'y échappe même pas par la conversion. Il y a loin des idées au passage à l'acte, tant sur le plan individuel que collectif. Picard n'a pas influencé vraiment son parti ou ses amis vers l'antisémitisme radical qu'il professait ; il n'y a pas eu de national-socialisme à la belge, même dans la foulée du socialisme national proclamé par certains dirigeants du Parti Ouvrier belge. Et tout ce que l'on peut affirmer, c'est que ses idées n'ont pas été combattues directement par des libéraux ou des socialistes, qu'ils aient été juifs ou pas. Le silence, le refoulement d'élucubrations jamais vraiment prises au sérieux, telle fut la réponse quasi générale. Certes, de notre point de vue actuel, peut-on juger cela insuffisant ; le prix en fut simplement la récupération *post mortem* de Picard par quelques adeptes belges du nazisme. ■

⁵ *Grandes figures de la Belgique indépendante, 1830-1930*, A. Bielefeld, Bruxelles, 1930.

⁶ Foulek Ringelheim, *Edmond Picard, juriconsulte de race*, Larcier, Bruxelles, 1999.

⁷ Constantin Brunner, *Der Judenhass und die Juden* (La haine des Juifs et les Juifs, 1918), Philo, Berlin, 2004.

Des monuments relatifs à la Shoah ? À propos de deux œuvres des sculpteurs Jacob Pakciarz et Albert Hirsch

Fania Perez

Aucun monument ne peut ni ne pourra jamais « représenter » la Shoah, ce déni absolu de l'ordre du monde et de l'humanité. Les artistes en sont pleinement conscients. Certains d'entre eux ressentent néanmoins, et profondément, qu'ils ont un rôle à jouer, une fonction mémorielle et de transmission à accomplir. Face à cette aporie, comment se comporter, peut-on concevoir, réaliser et mettre en place un impossible monument commémoratif ?

Nous avons rencontré deux sculpteurs qui ont été confrontés à cette difficulté et pour lesquels réaliser une sculpture-mémorial en hommage aux victimes de la Shoah s'est finalement avéré être une implacable exigence. Il leur fallait ainsi à l'un et l'autre, en perpétuant le souvenir des disparus, tenter d'exorciser leur propre souffrance. Mais si, pour Jacob Pakciarz et Albert Hirsch, l'exigence et la motivation étaient identiques, les œuvres qu'ils ont produites sont – on ne saurait s'en étonner – fort différentes.

Jacob Pakciarz et Albert Hirsch ne sont vraiment d'accord que pour dire qu'au XXI^e siècle il est essentiel, pour évoquer « plastiquement » la Shoah, de trouver d'autres modes de représentation que ceux des artistes de l'immédiat après-guerre ; mais ils divergent fortement quant aux formes du monument et à sa fonctionnalité.

Pour le premier, un monument commémoratif doit être « un phare qui raconte et annonce l'histoire ». Une telle sculpture doit attirer le regard. Elle doit être visible de loin, donc être verticale : c'est un rappel à l'ordre, c'est une invitation à une réflexion personnelle et silencieuse. Elle est inspirée. Avec *Pourquoi ?* l'artiste s'adresse directement à Dieu au nom du peuple juif. Taillée dans un

matériau noble – un bloc de granit noir, brillant – cette sculpture symbolise le deuil. Elle renvoie immédiatement à la tragédie, elle incite au recueillement. Elle ne peut être conçue et réalisée qu'en référence à l'humain. Ainsi, structurée en une dynamique montante, elle s'ouvre vers le haut, évoque un visage. Mais cela uniquement sous la forme d'un nez, qui parle plus fort encore qu'une bouche proférant un cri.

Pour Albert Hirsch au contraire, il ne faut pas essayer de montrer quelque chose, qui, de toute manière, est indicible. Il faut trouver une forme d'expression qui soit un questionnement en soi, une invite à une réflexion collective. Un cercle, un *no man's land*. Sa sculpture, *Koumzits* (ce qui signifie en yiddish : « viens, assieds-toi »), devenue ultérieurement le *Ring*, est un anneau de douze mètres de diamètre, posé incliné sur la terre, là où reposent les cendres. Une sorte de banc sur lequel les gens, inconfortablement assis, forment une chaîne humaine incitée à méditer collectivement sur le passé et sur l'avenir, sur la mort et sur la vie...

Albert Hirsch a exposé le *Ring* en 2004, avec d'autres de ses sculptures, dans les jardins du Sénat à Paris, mais, à ce jour, cette œuvre n'a pas encore trouvé sa place définitive. La sculpture de Jacob Pakciarz, *Pourquoi ?*, est par contre d'ores et déjà à sa place, celle pour laquelle il l'a réalisée : le mémorial de la déportation Yad Vashem, à Jérusalem.



Jacob Pakciarz

« Je réponds à une certaine tendance actuelle qui, insidieusement, privilégie le discours et qui, à terme, risque de chasser ce sur quoi elle parle. Albert Hirsch a fait des sculptures que j'admire et dont la seule dialectique des formes : courbes, contre-courbes, élan, jaillissement est un discours plastique et non mental. Il donne un sens quasi métaphysique au cercle qu'il a créé. Mais un cercle reste un cercle, celui d'une bague ou celui d'un cratère. Il bénéficie de facteurs secondaires : dimensions, paysage, environnement, et, surtout, du discours, c'est-à-dire du cadre intellectuel, de la traduction écrite ou parlée des différents éléments qui interviennent dans l'œuvre. Une œuvre dense peut supporter un changement d'échelle, y résister sans se trahir, sans devenir autre. Tout discours autre que plastique est inutile. Je m'explique : César, dont j'apprécie le talent, a fait un pouce qui, au départ, mesurait environ six centimètres. Agrandi à six mètres, il est devenu un gigantesque totem, une provocation rendue possible grâce aux facteurs secondaires où beaucoup de choses interviennent sauf la forme du pouce. J'y oppose certaines têtes de Picasso, qui, grandes ou petites, restent puissantes. Leur langage est porté par le jeu des courbes, des droites, des creux, des reliefs, des espaces, des distances.

Elles n'ont pas besoin de béquilles, qui relèvent plus de la philosophie que de l'art.

Dans la sculpture que j'ai faite et qui est installée à Yad Vashem, en Israël, j'ai essayé de respecter les critères que j'ai évoqués. Elle mesure un mètre de haut. Si, comme je le souhaite et l'espère, elle est un jour agrandie à six mètres, elle parlera toujours au nom du peuple juif, en questionnant Dieu : *Pourquoi ?* »



Photo J. P.

Pourquoi ?



D.R.

L'envol

Jacob Pakciarz, peintre et sculpteur, est né le 5 février 1921 à Varsovie (Pologne). Il a trois ans quand sa famille émigre en France. Éduqué dans une école religieuse juive, il s'inscrit, adolescent, à l'école des Arts Appliqués de Paris. Arrêté au début de la guerre, interné à Drancy puis libéré, il entre dans la Résistance et devient un spécialiste de la fabrication de faux papiers avant de passer en Suisse où il suit les cours de l'école des Beaux Arts de Genève.

Toute sa famille, en France comme en Pologne, fut déportée et exterminée à Auschwitz.

Pour en savoir plus sur son œuvre, on peut consulter le site www.pakciarz.com

Albert Hirsch

Dans une lettre adressée en janvier 2002 à des responsables du monde politique et du monde associatif juif, Hirsch écrit : « Réaliser une sculpture qui ait un rapport avec l'esprit de la Shoah et du judaïsme est au cœur de mes préoccupations depuis des années. Voici quelques réflexions qui ont guidé mon travail quant à l'achèvement de cette sculpture qui a pris pour titre *Koumzits* et, plus tard, *Le Ring*. Elles portent sur le choix du matériau, la forme et enfin la fonctionnalité.

S'agissant du *matériau*, j'aurais pu en choisir un qui soit plus séduisant (l'ardoise, la pierre ou le bois) mais j'ai préféré la violence de l'acier, un matériau inventé par les hommes et qui évoque la guerre, mais pour lui faire dire le contraire de ce langage. Paul Celan utilisa bien la langue des bourreaux pour lui faire dire la déploration !

La *forme* ensuite. Il est nécessaire, quand on projette une sculpture commémorative, d'imaginer ce qu'elle deviendra dans cinquante ou cent ans. Les formes se démodent et deviennent impossibles à regarder. Il faut s'en tenir à des formes simples et impérissables. Le cercle possède une énergie qui est la



Photo A. H.

Ring, 2001 (acier, 1 200 x 55 x 12 cm)

vie même, l'énergie *déchiquetante* dont parle René Char. J'ai souhaité, avec ce *Ring* (nommé ainsi *contre* l'idéologie wagnérienne), viser le vide central. Autrement dit, ce n'est pas la sculpture elle-même qu'il faut considérer mais le vide créateur qu'elle délimite. Le *Ring* observe une inclinaison, modeste de façon à respecter l'assise en tout lieu, destinée à rendre l'œuvre plus légère mais aussi à se référer à l'oblique, qui est le cœur de l'Aleph créateur.

La *fonctionnalité* enfin. Cette sculpture en a une : c'est un banc, qui peut accueillir une centaine de personnes. Celles-ci peuvent stationner, se lever, marcher... mais la sculpture invite au silence. *Hinè ma tov ou ma naïm shevet achim gam yachad* (« Comme il est bon et agréable d'être assis tous ensemble entre frères »). Elle permet le face à face, qui est le mode le plus courant de l'étude juive. Elle permet à une seule personne de s'asseoir longuement... et d'être ici, là-bas, avec nos martyrs. » ■

Albert Hirsch, peintre et sculpteur, est né le 25 février 1940 à Garches. Enfant caché pendant la guerre, il est, de 1946 à 1954, pensionnaire de la Maison d'enfants Vladek à Maisons-Laffitte, dirigée par Serge et Rachel Pludermacher. Jacob Pakciarz y enseignait les arts plastiques. Albert Hirsch a suivi les cours du soir des Arts Appliqués de Paris, dans l'atelier du sculpteur Maurice de Bus, tout en travaillant dans la journée comme apprenti tailleur.

Pour en savoir plus sur son œuvre, on peut consulter le site <http://alberthirsch.free.fr>



Photo A. H.

Swing time, 2005 (acier, 300 x 300 cm)



Les Lumières menacées par la montée de l'obscurantisme :

L'affaire des caricatures, selon Caroline Fourest
Propos recueillis par Carol Mann

Carol Mann – dont nos lecteurs connaissent les engagements sur le terrain, notamment en Afghanistan – a interrogé Caroline Fourest sur les enjeux de l'affaire des caricatures de Mahomet (on lira par ailleurs, p. 45, l'analyse qu'elle a faite de son dernier essai, *La tentation obscurantiste*, qui vient de recevoir le Prix du livre politique).

Carol Mann : Comment est née cette affaire dite des caricatures ?

Caroline Fourest : Cette histoire est un révélateur des tensions qui travaillent le débat public, notamment en Europe. Il y a d'abord, en toile de fond, une instrumentalisation politique. Ces dessins sont parus en septembre 2005 au Danemark et, à part quelques islamistes danois isolés, ils n'ont pas ému grand monde. Il a fallu, pour rendre cette affaire si dramatique, un contexte géopolitique où la Syrie et l'Iran avaient intérêt à ce que des manifestations d'émotion soi-disant spontanée détournent l'attention des peuples d'un certain nombre de dossiers. Des attaques ont été très largement téléguidées contre des ambassades à un moment où la Syrie voulait faire oublier l'assassinat de Hariri et où l'Iran voulait avoir une monnaie d'échange sur son dossier nucléaire.

C.M. : Ce genre de diversion n'est-il pas courant dans les affaires de blasphème ?

C.F. : Bien sûr ! On retrouve toujours ce type de contexte. Par exemple, l'affaire Rushdie n'a pas été le fruit du hasard. Khomeyni n'aurait jamais lancé une *fatwa* contre cet écrivain si, juste à ce moment-là, les Saoudiens n'avaient été en passe d'exercer une influence dominante sur le déroulement de la guerre en Afghanistan. Les Iraniens se sentaient menacés dans leur lutte pour le leadership de l'islamisme mondial, il était urgent de réagir. Mais s'il existe un parallèle entre l'affaire de Rushdie et celle des dessins de Mahomet, il y a quand même une différence de taille entre elles, qui nous interpelle. Rushdie était un intellectuel menacé de mort par des islamistes pour avoir publié des propos sur Mahomet dans une œuvre littéraire. Une large partie des intellectuels et des activistes des Droits de l'Homme s'était alors mobilisée autour de lui et de sa liberté d'expression. Vingt ans plus tard, la situation est complètement différente. Vous aurez

remarqué le silence assourdissant de la Ligue des Droits de l'Homme, qui pourtant avait monté en son temps un comité de soutien à Rushdie. Elle préfère aujourd'hui dialoguer avec Tariq Ramadan plutôt qu'avec des intellectuels de culture musulmane laïque. Le MRAP, quant à lui, non seulement n'a pas fait preuve de solidarité au nom de la liberté d'expression mais est allé jusqu'à envisager d'attaquer des journaux comme *Charlie Hebdo* pour avoir publié à leur tour ces dessins. Je passe sur la frilosité des gouvernements européens et sur les leçons de morale données par le Président de la République à la presse française. Comme si défendre la liberté d'expression était mettre de l'huile sur le feu ! Qui met vraiment de l'huile sur le feu ? Les journalistes et les dessinateurs ou les intégristes et les terroristes ?

C.M. : Vous en appelez donc à une mobilisation contre le fanatisme et l'intégrisme ?

C.F. : Elle est plus que jamais nécessaire. L'affaire des caricatures est la démonstration magistrale des transformations idéologiques survenues au cours de ces vingt dernières années : la vigilance est en train de baisser, la volonté d'intimider en train de croître. La gauche antiraciste est divisée sur ces questions, elle est paradoxalement devenue anti-blasphème, et, dans sa majorité, elle ne parvient pas à dominer sa peur d'être taxée d'islamophobie (un terme qui confond allègrement la critique de la religion et le racisme envers les Musulmans). Cela me renforce dans mon sentiment que la résistance portée par *Charlie Hebdo* a vraiment du sens. Si un journal de gauche est mis demain dans l'incapacité de défendre la liberté d'expression, si l'on se met à légiférer contre le blasphème, si tous les intégristes de la terre parviennent à faire reculer la liberté d'expression au nom du religieux, nous allons vers une dangereuse destruction de nos dernières armes pour résister au fanatisme. ■

Anne-Élisabeth Halpern, Christian Lescuyer et la croisière de L'Improviste

Maurice Mourier

Imaginez une petite jeune femme charmante, remuante, pétulante, coruscante, fort encline à couper la chique, d'une phrase-sabre maniée avec une précise vigueur de maître samouraï, à tous les importants et les imbéciles qui, en vertu d'une loi bien vérifiée à l'Université comme ailleurs, sont souvent les mêmes. Imaginez-la choisissant, en Lettres, un sujet de thèse plutôt marginal, puisque portant sur les rapports entretenus dans son œuvre par le poète Henri Michaux avec les sciences dites dures de son temps. Voyez-la, après avoir triomphé de cette pénible et à bien des égards stupide épreuve d'adoubement par ses pairs, livrée, de son plein gré, à des activités multiples, torchant (à Nanterre) les centaines de copies de première année de Licence des fautes de langue et de pensée innombrables que l'absence de sélection déverse devant les yeux lassés des soutiers du prétendu Supérieur. Puis, réduite comme tout un chacun par l'absence de postes à se faire élire professeur à Reims, admirez-la passant une partie de son existence dans le train, ou du moins tentez de repérer le haut de sa tête brune derrière le tas de feuillets entassés qu'ici, au café ou chez elle, elle lit, triture, rature fiévreusement.

Ajoutez-y, un temps, la direction de la Société des Lecteurs d'Henri Michaux et le souci lancinant d'une parution régulière du Bulletin y afférant, de contributions de qualité, fournies à temps, vraiment corrigées, bref tout ce qui fait le quotidien d'un patron de revue, même modeste (et non rémunéré, bien sûr, en France les activités intellectuelles sont sacrées, donc gratuites).

Pensez, au rebours des bien-pensants de tout bord, qu'un professeur digne de ce nom ne va pas faire ses cours les doigts dans le nez, mais les prépare figurez-vous, même et surtout si, afin de ne pas emmerder son auditoire, il donne l'impression, s'il est vraiment à la hauteur, de les improviser. Nappez-le tout d'un coulis délicieux d'articles, ne se cantonnant nullement au sujet de la thèse

mais témoignant de ces goûts divers, très divers, sans lesquels un universitaire, si brillant soit-il dans sa partie, n'est qu'un triste « spécialiste ». Et puis songez que l'Alma Mater attend aussi de ses servants qu'ils assistent à – et jouent parfois même le rôle ingrat d'acolytes de – ces Grand-Messes que sont les réunions de Départements, toujours confuses et inutiles, les Commissions de – justement – Spécialistes ayant à auditionner et à juger, malgré un sentiment de désespérante impuissance, de frileux candidats à l'accès au sérail, enfin les Colloques fréquemment dormitifs où les gens « arrivés » lisent (*horresco referens* !) d'un ton monocorde des textes rendus insipides par la vacuité même de l'exercice.

Bon, vous y êtes ? Vous voyez le tableau ? Vous comprenez que cette agréable personne dispose de peu de loisir de reste pour batifoler ? Eh bien ! supposez-lui maintenant un fort mince héritage ou plutôt une aimable avance d'hoirie. À quoi va-t-elle l'employer ? À se prélasser, comme vous, dans une datcha de vacances améliorée d'un peu d'eau chaude, de fenêtres plus vastes, de combles aménagés en chambres d'amis ? Ces amis qu'elle ne cesse de calamistrer, d'entourer d'appui, d'affection, auxquels, quand à leur tour ils « soutiennent », avec tout ce que ce verbe suppose d'épaules fléchies et d'épuisement assumé, elle ne manque jamais, lors du traditionnel « pot de thèse », d'apporter les roboratifs petits gâteaux qu'elle confectionne de ses blanches mains – la seule des « spécialités » universitaires qu'il vaille de promouvoir.

Ou bien va-t-elle dire : Zut ! et moi dans tout ça, prendre un congé pour inconvenance passionnelle puis, enfin libérée pour un laps des tracas quotidiens, méditer sur ses autres amours littéraires : Léon-Paul Fargue, Blaise Cendrars, ou ruminer cette charge qu'elle finira bien par écrire sur quelques-unes de ses bêtes noires : Céline, Claudel ? Mais elle pourrait aussi, n'est-ce pas ? claquer la somme, comme moi je ferais sûrement dans

Maurice Mourier est maintenant bien connu des lecteurs de *Diasporiques*. Romancier, essayiste et critique cinématographique (sous le nom de Michel Mesnil), il a signé plusieurs articles dans notre revue. Dans le précédent numéro il portait son regard sur la maison d'édition *Caractères* ; dans celui-ci, c'est *L'Improviste* qui en bénéficie. Maurice Mourier vient de publier un nouveau roman, *les Nuits de Narra*, chez Samuel Tastet (342 p., 18 euros).



la même aubaine, en évasions autour du monde – au bout duquel (mais il n'a pas de bout, ou bien il en a trop) on retrouve inmanquablement, caméscope vissé à l'œil, les mêmes pignoufs qu'on s'était juré de mettre à distance en partant.

Eh bien ! pas du tout, pas du tout, vous n'y entendez rien. Anne-Élisabeth (elle s'appelle Anne-Élisabeth, mais appelons-la Anne-É, voulez-vous ?) se lance sans hésiter, femme du livre avant tout, amoureuse de papier imprimé non à la manière possessive de Remy de Gourmont, « le rat mangeur de livres » selon André Breton, Gourmont maître de Cendrars et l'un des bibliomanes les plus séduisants des années 1900, mais avec tout un juvénile appétit pour la chose à faire, pour le livre neuf et craquant, elle se précipite dans l'entreprise la plus folle, la moins assurée de succès et même d'avenir, la plus bouffeuse de temps (qu'elle n'a pas, je le rappelle) et d'énergie (dont elle regorge) : la création *ex nihilo*, sans aide d'aucune sorte mis à part le viatique sus-mentionné et l'appoint, parfois symbolique, des quelques sous d'amis choisis, d'une maison d'édition, une SARL au capital de 21 000 euros, et la baptise d'un nom qui lui ressemble, preste, de primesaut, joyeux et clair, disant l'impatience sans

crispation, l'attente de la surprise, de l'inopiné, de cette merveille qu'est un beau livre : L'Improviste.

Dans cette fantaisie sérieuse et jubilatoire, jubilatoire parce que sérieuse, sérieusement rêvée, pensée et ficelée, qu'est *La croisière du Navigator* (1924), Buster Keaton et son indestructible fiancée, seuls sur un navire de taille respectable, doivent assurer conjointement toutes les tâches, du maniement du gouvernail à la surveillance de la mer et au frichti, quand ils ne sont pas occupés à déjouer les manigances des malfrats qui tentent de s'emparer du bâtiment : harmonie et grâce ludique des gestes, atmosphère légère de jeu tempérée par la raison pratique et la connaissance des périls. Ainsi Anne-É et Christian Lescuyer, son co-navigateur, mettent-ils en commun leurs compétences (informaticien, Christian éprouve une appétence ancienne pour la typographie) en vue de permettre, vaille que vaille, à L'Improviste de fendre les flots de l'indifférence et de l'adversité, tout en gardant le cap.

Car, il faut le savoir, la grande difficulté de la micro-édition ne tient pas seulement aux problèmes techniques liés au choix (arrêté ici) d'imprimer des volumes élégants d'un format original, d'une perfection typographique, d'un logo (dû au peintre Frédéric Benrath) qui signe avec bonheur la singularité d'une marque. Le *hic* (de plus en plus *nunc* hélas !), c'est la diffusion, où une concentration formidable s'est opérée en quelques décennies – elle avait commencé au vrai dès les années 30 où l'on s'inquiétait déjà du quasi monopole de la « pieuvre » Hachette. Aujourd'hui, il est impossible à une maison éditant peu de textes par an de trouver des conditions financières acceptables auprès de sociétés de distribution, qui ne consentent de tarifs abordables qu'aux éditeurs assez puissants pour offrir une prise de pourcentage sur des milliers d'« articles » mis en place (plus ou moins) aux six coins de l'hexagone. Aux petits, qui ne sauraient fournir à ces ogres que quelques miettes, *niet*, ou bien casquez en conséquence.

Donc les micro-éditeurs se diffusent eux-mêmes. Grands Dieux ! Cela veut dire d'abord se constituer un réseau de librairies dignes de ce nom, une espèce en voie de disparition comme chacun sait, organiser dans des officines amies des lectures, et après (en même temps, en fait) se rendre disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre afin de : centraliser les commandes qui aujourd'hui passent majoritairement par



D.R.

Internet ; recevoir les coursiers, ce qui immobilise les matinées ; confectionner les paquets ; se rendre à la poste avec lesdits paquets et s'efforcer de les expédier, ce qui, depuis que les définites PTT se sont transformées en pompeuse « Banque Postale » et conséquemment n'assument plus avec scrupule leurs obligations traditionnelles, relève de l'exploit ; stocker, bien entendu (et c'est là le premier souci, intervenant en amont des opérations précédentes), c'est à dire, quand on ne possède pas d'emporia à la mesure, casser les volumes dans l'espace exigu d'un appartement, sous le lit en l'occurrence. On se souvient de la baignoire d'Henri Langlois, où il entreposait ses précieuses bobines. Ça faisait sourire en 1950, mais au moins lui n'avait pas à fabriquer d'abord les « produits » qu'il collectionnait compulsivement. Notons en marge que les « prestigieuses maisons » d'édition connaissent elles aussi les affres du stockage, qu'elles évitent avec brio en pilonnant sauvagement leurs invendus vieux de trois mois. Mais à L'Improviste, on s'en doute, on ne pilonne pas. Parlons maintenant du « produit », comme disent les têtes de gondole qui nous gouvernent (ou à peu près). Si vous êtes minuscule, au moins soyez modeste, n'est-ce pas ? Or Anne-É aime les beaux textes et Christian, outre les beaux textes, aime les belles impressions, les beaux caractères, les tirages spéciaux agrémentés de peintures signées (ils se raréfient, ces temps, pour d'évidentes raisons économiques), vont-ils faire preuve de la nécessaire modestie attachée à leur condition d'entrepreneurs de la marge ? Si vous le croyez, c'est que vous ne les connaissez pas et, afin de les mieux connaître, je vous soumetts ci-après – car il n'y a pas lieu d'essayer de rédiger mieux ce qui est fort bien écrit – la prose d'Anne-É détaillant son projet :

Les éditions L'Improviste ont été fondées en 1999. Elles sont nées d'une impression de manque venu pour partie de la découverte de textes sans éditeur (dont celui de S. Garcia, Vincent le boucher roux qui a été le premier titre paru), et répondaient donc à cette exigence de combler des lacunes. Nées aussi d'un goût pour la fabrication de cet objet fascinant qu'est le livre dans un monde où peu d'éditeurs finalement associaient délibérément intérêt du fond et élégance de la forme. La ligne éditoriale initiale était ainsi assez simple : publier des textes nécessaires, dans un format (14 x 17 cm) qui ne soit ni du livre de poche, ni du déjà fait chez d'autres éditeurs tout

aussi exigeants et qui suscitaient chez les éditeurs débutants depuis quelques années une indéniable fascination. Les livres sont mis en pages chez l'éditeur qui choisit sa typographie et prend les options de maquette et de composition adaptées au contenu même des textes : l'impression en cahiers cousus avec une couverture à rabats à dos carré est assurée en offset.

La maquette privilégie de petites pages toutes simples aérées sans être chiches, comme des invitations à s'arrêter, ne pas aller trop vite, un peu à la manière des pages chinoises entre vide et plein, où respirer. Ce goût de l'équilibre entre l'air et la matière est inscrit dans le logo inédit, composé comme un idéogramme chinois qui se serait associé à la lettre hébraïque (le M qui se trouve à l'exact milieu de l'alphabet).

Le nom de la maison dit assez la liberté des éditeurs en termes d'intuitions, d'impulsions (une majorité des textes publiés sont d'auteurs qui étaient inconnus des éditeurs et dont les manuscrits sont parvenus par la poste ; seul Echappées de V. C. Richez est une commande). L'Improviste renvoie aussi à une pratique musicale, dont le signe discret est dans le caractère choisi pour ce nom : un Vivaldi...

Les publications obéissaient au départ à une orientation double : poésie contemporaine et culture d'Europe Centrale. Deux collections ont été créées simultanément : « Un petit siècle épataant » (dont le nom est emprunté à Henri Michaux) et « Les boutiques de cannelle ».

La première est dévolue principalement à la création poétique contemporaine – « poésie » étant entendue au sens le plus large possible. Des livres de poésie versifiée (H. Meschonnic, J. P. Poëls, G. Perrocheau, etc.) voisinent avec les poèmes en prose (J. Bitti, V. C. Richez, G. Farasse, etc.) et jusqu'à des proses qui interrogent poétiquement le langage (S. Roussel) ou polémiquement le monde de ce langage (D. Nordon). Certains sont abondamment illustrés ou calligraphiés (C. Danjou, R. Verger, S. Clancier). Le goût de la belle ouvrage a amené les éditeurs à privilégier des papiers de grammage suffisant pour éviter les pages dont la transparence rend la lecture de la poésie souvent si pénible. Par ailleurs, bon nombre des volumes ont été publiés avec un tirage de tête sur vélin d'Arches augmenté de peintures ou gravures originales de F. Benrath, A. Ar-Moal, R. Verger, S. Carcassonne, R. Münch, M. Leibovici, I. Loctin, etc.

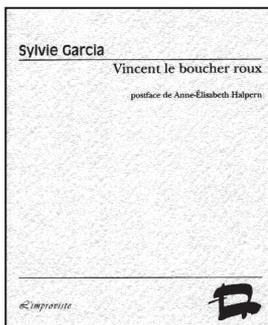
La fréquence de parution est tout à fait aléatoire et dépend des projets. En moyenne, les éditions ont publié quatre titres par an. Les manuscrits sont tous lus par la directrice littéraire et distribués selon leur nature à des lecteurs choisis en fonction de leurs affinités.





Un véritable partenariat avec la librairie *Équipages en particulier* (61, rue de Bagnolet, Paris XX^e) permet la diffusion de ces titres car l'éditeur n'est ni distribué ni diffusé par les canaux classiques.

«Pô ! pô ! pô ! » aurait interjeté ma grand-mère pied-noir quand elle se remémorait ses souvenirs de 1895, rue de la Lyre, l'intention est belle, mais le résultat ? Car il n'y a pas que le métier, ici assumé en rigoureuse conformité avec le programme défini, c'est-à-dire superbement, il y a aussi l'amour. Amour de la découverte, de l'inconnu que l'on doit mettre au jour. Le tout premier livre, ce *Vincent le boucher roux* mentionné plus haut, une suite de variations fulgurantes sur Van Gogh en « Grand Transparent » toujours présent aux côtés d'un narrateur souffrant et solitaire, permettait ainsi en 1999 l'éclatante révélation de Sylvie Garcia, que nous sommes quelques-uns à considérer comme un poète de la lignée et du niveau d'Artaud. Sans atteindre chaque fois à la puissance verbale et à l'inquiétante étrangeté de cette écriture au sens propre vitale, qui permet seule, depuis plus de dix ans, à l'auteur de surmonter « un effondrement central de l'être », les parutions suivantes de la collection « Un petit siècle épatant » exhalent toutes un parfum de nouveauté authentique, c'est à dire hors mode, hors normes présentement en vigueur. Cela vaut pour les poètes encore peu répandus, pour un Gérard Farasse qui, dans *Exercices de rêverie*, propose des textes courts sur de petits riens généralement concrets : souvenirs d'enfance, scènes de rues, visions fugitives, sensations. Oui, je sais, il y a eu le succès de *La première gorgée de bière*, de Philippe Delerm qui depuis n'a fait que se répéter, mais les vignettes mélancoliques de Farasse n'ont rien à voir avec cette prose un peu facile, un peu fade, d'une sensiblerie tous publics. On est heureusement plus proche ici de Léon-Paul Fargue, non pas, entendons-nous bien, l'incomparable virtuose de *Pour la musique*, mais du Fargue en prose, un peu plus détendu, un peu plus relâché mais encore planant, tout de même, très haut, de *Portraits de famille* ou de *Méandres*. Voyez cet incipit de « La Dame de cœur » (op. cit., p. 117) : « Juste derrière les yeux sont les lacs qui contiennent les larmes. On peut obtenir celles-ci, après quelques tâtonnements, par le moyen judicieux de petites brutalités (cependant une sorcière ne pleure jamais : la pince-t-on, elle conserve les yeux secs) ».



N'est-ce pas joliment dit, et inquiétant tout à la fois ?

Mais le « petit siècle épatant » est éclectique. On y trouvera aussi, parmi les quasi débutants, un poète qui s'illustre lui-même (fort bien), Guy Perrocheau (*Prosesquise*), recherchant et trouvant l'unité d'un dire dans la mise en bouquet, au fil des rencontres et des humeurs, de l'effilochement quotidien :

Depuis
l'autre bout des jours las je
renais souvent d'un style aigre et fou
j'harmonise l'épars » (p. 19)

Lui tient compagnie le curieux Romain Verger (*Premiers dons de la pierre*). Poète et peintre lui aussi, fasciné par la prolifération des figures sur les parois de la grotte Chauvet récemment découverte (et aussitôt refermée) à Vallon-Pont d'Arc en Ardèche basse, il produit des lectures très personnelles du bestiaire préhistorique, en forme plutôt de rêveries à partir des dessins à dominante hallucinatoire jaillis grâce à lui de la pierre. Ainsi du « délicieux monstre » (pour reprendre l'expression de Lewis Carroll à propos du *Boojum* de *La Chasse au Snark*) qui affirme ses pouvoirs en un fouillis de lignes, p. 41, et dans le texte qui lui fait face, p. 40 :

« Suspendu au vide, tout entier projeté sur l'énorme dent jaune qui tourne et enroule l'espace, le monstre de Chauvet, toujours innommé. Tout en muscles, incliné, prêt à déborder l'image pour venger les siens. »

Michaux ne procédait pas autrement – sauf que lui n'éprouvait même pas le besoin de s'appuyer sur la réalité d'une peinture préalablement existante quand d'un même mouvement il donnait vie, visible et lisible à la fois, à ses fuligineux *Meidosems*.

Mais on remarquera surtout que les jeunes poètes côtoient ici, sans que cette cohabitation les accable, des talents avérés comme celui d'Henri Meschonnic, philosophe et linguiste, traducteur célèbre de la Bible, exégète de la poésie hugolienne, mais d'abord poète lui-même. L'Improviste a publié de Meschonnic *Combien de noms*, republié le superbe recueil *Voyageurs de la voix*, prix Mallarmé 1986, où l'on trouve ceci, qui nous remue en sept vers :

le petit homme
 veut savoir d'où poussent les jambes
 quel est le nombre qui ne
 se compte pas
 c'est
 déjà cinq heures dix
 et je t'aime encore

Or la collection conserve, paradoxalement, un air de famille, même quand elle recueille en son sein un conte acide et saugrenu (Sophie Roussel, *Mon oiseau*), les élucubrations du mathématicien Didier Nordon (*Au Cirque*), expert en logique non-sensique, dont les facéties pince-sans-rire égayent chaque mois les lecteurs de *Pour la Science*, ou bien encore *Écritures premières* de Sylvestre Clancier (ses courtes sentences illustrent des encres d'Anne Ar-Moal, inspirées d'abécédaires antiques), et le tout récent *Toko No Ma*, qui a choisi pour titre le renforcement léger délimitant, dans une pièce japonaise traditionnelle, un espace dédié à la beauté : statue, peinture, céramique, calligraphie. Et là encore c'est au texte qu'est dévolue la tâche d'éclairer les œuvres de deux artistes japonaises, qui troquent la fonction habituellement décorative de l'« illustration » de livre pour devenir les objets à part entière d'une lecture guidée par des mots.

Sur quoi repose donc l'unité d'un corpus composé d'éléments aussi apparemment dissemblables ? Seul le discernement personnel de la directrice littéraire guide ses choix, des choix sans préjugés (l'éclectisme s'explique par là) mais non pas sans cohérence. On peut aisément y repérer des refus (rien qui pèse ou qui pose) mais aussi des préférences affirmées (pour le succinct, le resserré, le fragmenté, l'apophtegme, l'aphorisme, la formule qui en quatre éclats fait sens et tord son cou à l'éloquence, formule dont le Michaux de *Tranches de savoir* détenait le secret : « Qui cache son fou meurt sans voix », « Tout roi fait retour au miroir »).

Que demande-t-on à des livres si particuliers, dont le format, le sigle de couverture, les suppléments graphiques reproduits à la perfection et la typographie nette et belle font autant de bibelots précieux, sans pour autant les inscrire – sauf les tirages de tête, non systématiques – dans la catégorie des ouvrages de luxe, forcément chers, rarement requis pour leur contenu ? La réponse à cette question peut varier certes selon le tempérament de l'acheteur. Parlons donc pour nous, qui aimons lire vraiment un livre tout en le



Frontispice pour *Le Monceau* de Peretz Markish
 Gravure originale en taille douce d'Abram Krol (2000)

caressant des doigts. Il faut d'abord un texte qui se suffise à lui-même et qui ne soit pas le simple prétexte à l'élaboration d'un écrin. L'Improviste n'encourra aucun reproche là-dessus. Si la chère est savoureuse aux papilles, que l'on consomme avec ces livres, c'est que la chair n'est jamais triste que dévoile chacun d'eux.

Une seconde collection, dans le même format et la même présentation extérieure, affirme d'une autre façon la prééminence du texte, en exhumant avec ferveur et piété quelques traces de la riche littérature juive d'Europe Centrale, que la Shoah n'a pas réussi à balayer. Le titre choisi pour cette collection, « Les boutiques de cannelle », reprend celui du chef-d'œuvre du peintre et conteur polonais Bruno Schulz, publié pour la première fois en traduction française par Maurice Nadeau chez Denoël en 1974 (œuvres complètes chez le même éditeur en 2004). Schulz, génie égal à Kafka, y mettait en scène avec une verve cocasse et fantastique qui n'appartient qu'à lui les mésaventures inventées de son père marchand de drap à Drohobycz, en Galicie austro-hongroise. C'est dans cette même ville que Schulz, devenu professeur de dessin, vivra puis végétera sous l'occupant russe (la région, conquise par la *Wehrmacht* en septembre 1939, avait été annexée par l'URSS en application du pacte germano-soviétique) puis, à partir du 1er juillet 1941 (rupture du



pacte) sous la botte nazie. Un SS l'y assassina par pur caprice le 19 novembre 1942. Il est difficile de se montrer à la hauteur des *Boutiques* et plus encore de cette folle et merveilleuse fantasmagorie qu'est *Le Sanatorium au croque-mort*, publié en 1937 (du reste de l'œuvre de Schulz il ne subsiste que des bribes). L'Improviste y parvient en publiant *Le Monceau* de Peretz Markish, présenté et traduit du yiddish par Charles Dobzynski. Ce chant funèbre à la mémoire des milliers de juifs massacrés en Volhynie ukrainienne tant par les Rouges que par les Blancs au cours des soubresauts d'octobre 1917 et de ses suites, publié en 1921, irradie une puissance de malédiction et de tendresse peu commune :

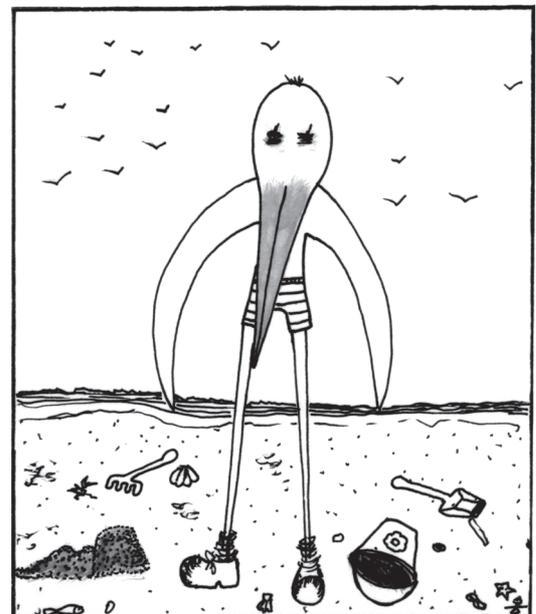
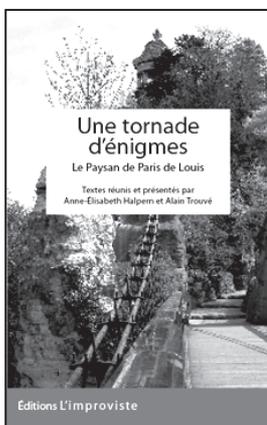
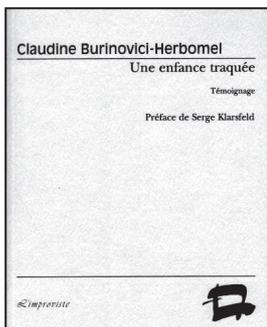
Sur mon cœur une ville crève, insensée,
des carrefours rampent sur mes épaules :
O petite chèvre du soleil levant
échangée pour deux pièces d'or,
de nouveau j'assiste à ton sacrifice...

(p. 29)

Mais les autres textes de la collection ont tous leur valeur et leur pertinence, par exemple *Une enfance traquée*, témoignage brut de décoffrage de Claudine Burinoviç-Herbomel sur son destin d'enfant cachée (*Diasporiques* en rendit compte à sa sortie en 2001¹) et c'est dans le même cadre que Jacques Burko a traduit du polonais *Les Colonies* de Tomasz Rózycki, qui doit paraître incessamment en bilingue.

Enfin, pour être complet on notera que L'Improviste, par nécessité commerciale (ce sont ces livres-là qui permettent aujourd'hui à la maison d'édition, qui paye ses auteurs, d'équilibrer ses comptes, sans faire aucun bénéfice), mais aussi et surtout par conviction, a lancé depuis peu, dans un format classique, une collection « Les Aéronautes de l'esprit » qui rassemble des études (dont, en janvier 2005, une de Robert Bréchon sur *L'Âge d'homme* de Michel Leiris), des actes de Colloques ou des thèses remarquables. On citera *Blaise Cendrars et le livre*, qu'Anne-Élisabeth Halpern et Crystel Pinçon ont habilement taillé et recousu à partir de l'exemplaire laissé inachevé par Luce Briche au moment de sa mort prématurée. Occasion de rappeler que Cendrars, un des méconnus (ou mal ou peu connus) sublimes du xx^e siècle, est un poète et un romancier majeur de la modernité.

Terminons sur un zeste de franche rigolade. Il existe en France deux organismes distincts et officiels, le Centre Interinstitutionnel pour la Diffusion (CID) et l'Association Française des Presses Universitaires (AFPU) qui se consacrent à la louable entreprise de faire connaître les publications du genre de celles que L'Improviste édite avec soin et compétence. Chouette ! dites-vous, voilà qui va permettre de féconds échanges de bons offices entre une petite structure privée mais efficace et les Presses Universitaires qui ont fleuri à Paris et en province. Que nenni ! Car les doctes diffuseurs (supposons-les doctes) ci-dessus mentionnés sont statutairement tenus de ne promouvoir et distribuer que les livres *directement* produits par l'Alma Mater. Pas touche à mon exclusivité, pas d'osmose entre public et privé, même quand ce privé est loin d'être Hachette et accomplit effectivement une œuvre utile beaucoup plus rapidement que les Presses Universitaires de Vincennes, Valenciennes ou Landerneau, dont les publications sortent en général quand les jeunes participants des Colloques ont depuis longtemps commencé à sucrer les fraises. Mais ce n'est pas ici le lieu de brocarder cette pauvre Université, qu'il faudrait réformer de fond en comble (n'est-ce pas ?) afin de lui donner une chance de compétitivité internationale. ■



Frontispice pour *Mon oiseau* de Sophie Roussel
Illustration de l'auteur (2000)

¹ *Diasporiques* n° 18, juin 2001, p. 24.

Les livres

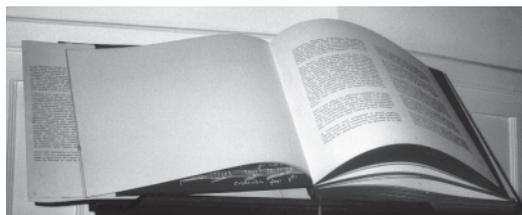


Photo J. Burko

Caroline Fourest, *La Tentation obscurantiste*, Éditions Grasset, Paris, 2005, 168 p., 9 euros.

Caroline Fourest, journaliste et rédactrice de Pro-Choix, est sans doute une des critiques les plus polémiques actuelles. Sociologue de formation, cette jeune championne de la laïcité se livre, d'un ouvrage à l'autre, à une bataille contre tous les intégrismes, plus particulièrement l'islamisme. Dans « *Frère Tariq* », plus d'actualité que jamais, elle s'était appliquée à déconstruire la stratégie du prédicateur à travers une analyse minutieuse de ses discours. Sa façon de foncer sans le moindre égard pour le politiquement correct (ou incorrect du reste) lui a valu les foudres de la gauche bien-pensante au sujet de son dernier ouvrage en forme de pamphlet (voir l'ahurissant article du Monde « *Les lauriers de l'obscurantisme* » du 18 avril 2006, signé par Jean Baubérot, Bruno Etienne, Franck Fregosi, Vincent Geisser et Raphaël Liogier, « rectifié » par Michel Smadja trois jours plus tard dans la même publication).

Dans ce nouvel ouvrage bref et incisif – voire lapidaire, ce qui est le propre du genre pamphlet – Caroline Fourest dénonce les liaisons dangereuses entre une gauche tiers-mondiste et l'idéologie islamiste d'un Ramadan. Elle oppose deux incarnations actuelles de la gauche, l'une unie dans une référence anti-colonialiste qui la porterait vers des alliances périlleuses et l'autre fondée sur la lutte contre le totalitarisme, à laquelle elle adhère. Voici comment elle résume son propos : « *De la conférence de Durban au Forum social de Londres en passant par la pétition des "Indigènes de la République" et le débat sur les signes religieux à l'école publique, la gauche semble avoir perdu tous ses repères. Pas toute la gauche. Une partie seulement. Celle que l'on surnomme "islamo-gauchiste", alors qu'il vaudrait peut-être mieux parler d'une gauche obscurantiste, pro-islamiste. Une autre gauche, anti-intégriste et anti-totalitaire, la regarde dériver, muette et paralysée d'incompréhension. Les militants de cette gauche-là ne comprennent pas pourquoi ils se font traiter d'"islamophobe" ou de "racistes", voire de vendus*

à la pensée "bushienne et sharonienne" chaque fois qu'ils osent dénoncer la nature réactionnaire de l'intégrisme, fût-il musulman, au nom de la laïcité, du féminisme ou de l'universalisme. Ou lorsqu'ils se battent pour que l'antisionisme ne serve pas à justifier l'antisémitisme. [...]. La Tentation obscurantiste, c'est aussi l'histoire de ce consensus étonnant, allant de la gauche altermondialiste à la droite mondialiste, qui pourrait bien servir de voie royale, sans barrage ni obstacle, au nouveau totalitarisme ».

En fait le débat n'est pas limité à la fracture de la gauche, le danger est, selon elle, bien plus large : « *Ce cri d'alarme ne s'adresse d'ailleurs pas qu'à la gauche. En tant que laboratoire d'idées, la gauche est en priorité touchée par la tentation obscurantiste. Mais elle n'est pas la seule. Cette étrange fascination touche aussi les élites, politiques et médiatiques, où l'on rencontre un nombre grandissant d'idiots utiles souhaitant miser sur l'intégrisme pour démocratiser le monde arabe, réguler le lien communautaire et lutter contre le terrorisme ».*

Caroline Fourest retrace les dérives d'une certaine gauche vers l'antisémitisme et plus tard vers le négationnisme, en commençant par Jules Guesde : « *Régulièrement, des militants d'extrême gauche succombent à l'antisémitisme par anticapitalisme et par tiers-mondisme. Hier, ils atterrissaient à l'extrême droite, aujourd'hui ils trouvent plutôt refuge chez les islamistes ».* Les réticences d'un certain nombre d'associations devant toute manifestation s'opposant spécifiquement à la dérive antisémite actuelle contribue, selon elle, à la banalisation des actes et propos anti-juifs aujourd'hui. Dans un chapitre joliment intitulé « *Un islamisme à peine voilé* », elle dénonce cette intelligentsia qui s'est retrouvée à soutenir le voile et les valeurs issues de la *Char'ah*, ce qui implique *in fine* l'acquiescement à une infériorisation de la population musulmane féminine.

La Tentation Obscurantiste est d'ores et déjà le sujet d'échanges houleux dans la presse. Le philosophe Michel Smadja en résume bien la





Découvrir

pertinence : « Ce pamphlet [...] est surtout une piqûre de rappel salutaire pour la gauche en général... Qu'on ne s'y trompe donc pas : ce n'est pas un livre de "nouveau réactionnaire", mais le livre d'une vraie femme de gauche. Pas une ligne n'est soupçonnable de racisme ou de nostalgie impérialiste, tout au contraire. Encore une fois, il suffit de le lire. » ■

Carol Mann

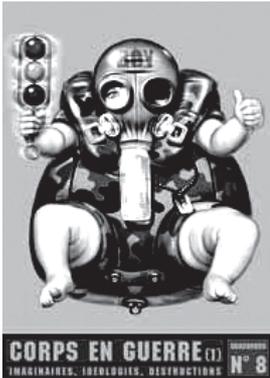
Œuvres récentes de Caroline Fourest :

La Tentation obscurantiste, Grasset, Paris, 2005.

Frère Tariq, Discours, stratégie et méthodes de Tariq Ramadan, Grasset, Paris, 2004.

Tirs croisés : La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman, (avec Fiammetta

Corps en guerre, livraisons n° 8 et 9 de la revue **Quasimodo**.



L'ensemble intrigue ! Créée en 1996, superbe revue aux illustrations nombreuses et raffinées, la revue *Quasimodo* « ... s'est donnée comme objet l'analyse des politiques du corps dans nos sociétés, afin de cerner comment s'effectue l'incorporation des normes, des valeurs et des idéologies dominantes... ». *Sport et nationalisme*, *Corps incarcérés*, *Art à contre corps*... sont autant de sujets que l'équipe de rédaction a explorés à contre-courant de la mode et des sirènes du consensus facile.

Cette curieuse publication, tant politique qu'artistique, fait œuvre de poésie agissante. Elle nous informe, mais nous détourne en même temps des habituelles voies médiatiques. Là où les autres cloisonnent, elle ouvre ; là où la plupart survolent plus ou moins brillamment, elle approfondit, mieux elle organise des collisions bienvenues entre des mondes réputés étrangers. Drôle parfois, cette revue n'en est pas moins drôlement sérieuse sur l'analyse des sujets choisis.

Dans ses deux derniers numéros, intitulés « Corps en guerre », elle nous parle longuement des corps abîmés, violés, niés... par les conflits ; de tout ce que les militaires nomment des « objectifs mous » ou des « cibles tendres », façon hypocrite de ne plus dire « chair à canon ».

Passée la première surprise, l'intelligence y trouve son compte. À découvrir pour les lecteurs curieux de modernité éditoriale. ■

Alain Berestetsky

Quasimodo est publiée par l'association « Quasimodo & Fils »

B.P. 4157 / 34 092 Montpellier Cedex 5

Tél. : 04 67 50 58 06

Site : www.revue-quasimodo.org

Alain Minc, *Chronique d'une mort annoncée : Le crépuscule des petits dieux*, Grasset, Paris, 2005, 137 p., 9 euros.

Dans un essai dense et roboratif, à la plume vive et parfois même acérée, Alain Minc prend acte avec lucidité de la disparition en cours des élites. Ce « fils d'immigré – les lecteurs de *Diasporiques* se souviennent sans doute avec émotion de l'entretien que nous avons eu avec son père, Joseph Minc¹ – pur produit de l'élitisme républicain, ressent ce que devaient éprouver dans les années mille sept cent quatre-vingt les Turgot, Condorcet, Malesherbes et d'autres moins notoires : la certitude d'appartenir à une aristocratie condamnée ». À la différence près que, cette fois, les successeurs prévisibles ne sont plus une nouvelle catégorie sociale dominante (en l'occurrence la bourgeoisie) : notre pays est désormais en butte à l'irrésistible montée du populisme et, triste consolation, il n'en a nullement l'apanage. L'Italie a incontestablement montré l'exemple au travers du « péronisme médiatique » de Berlusconi² mais la Hollande, l'Autriche, le Belgique ne sont pas en reste, et les États-Unis non plus. Qu'un Premier ministre français déclare vouloir gouverner « au nom de la France d'en bas » témoigne bien de cette dégradation de la légitimité des instances représentatives au profit de « l'ascendant de l'opinion publique, des juges et des médias ». « Avec en point d'orgue, ajoute Alain Minc avec un humour quelque peu grinçant, le référendum, cette maladie infantile de la démocratie dont la France a fait son meilleur produit d'exportation... ».

Partant de ces prémisses, l'auteur passe systématiquement en revue les multiples situations où l'on voit remis en question ce rouage

¹ *Diasporiques* n° 31, septembre 2004, p. 4-9

² Sa récente mise à l'écart, de justesse, n'élimine évidemment pas le danger.



fondateur de la démocratie qu'est la *délégation*. Délégation du pouvoir décisionnel aux élus, à tous les niveaux de représentation du peuple. Mais aussi délégation, par d'autres voies que l'élection, de toute une série de responsabilités aux élites très précisément, à ces « petits dieux » que sont les intellectuels, les hauts fonctionnaires, les administrateurs, les entrepreneurs, les médecins, etc., ceux qui constituaient jusqu'il y a peu l'ossature fonctionnelle, admise même si elle était parfois contestée, de notre société. On les attend tous désormais au tournant, responsables et donc potentiellement coupables. Une « hyperdémocratie » tend à se substituer à la répartition ancienne, « verticale », des pouvoirs qui, désormais, s'effacent au profit de l'influence... « La victoire du marché et le triomphe de l'opinion ont donné un ascendant durable aux démocrates sur les républicains ».

Minc conclut cette brillante série de questions sur la disparition progressive, à leur insu, de nos élites par deux pirouettes. L'une à la Woody Allen, à laquelle on ne peut qu'adhérer : « La réponse est oui, mais rappelez-moi la question... » ; l'autre, plus surprenante : « Au jeu sans fin des paris pascalien je mise, pour ma part, sur l'optimisme : cette société sans élite traditionnelle, donc sans nous, ne devrait pas manquer de charme ». Le pense-t-il vraiment ? ■

Philippe Lazar

Jacques Bendelac, *La nouvelle société israélienne. Israël face à son nouveau destin*, Éditions Page après page, (9 cité Tréville, 75009 Paris), 2006. 280 pages, 20 euros.

Jacques Bendelac, installé en Israël depuis 1983, est un économiste sérieux qui nous a offert plusieurs livres très utiles sur l'état des économies israélienne et palestinienne (*Israël à crédit*, l'Harmattan, Paris, 1995 et *L'Économie palestinienne, de la dépendance à l'autonomie*, l'Harmattan, Paris, 1999). Son dernier livre, plus ambitieux encore, dresse un état de la société israélienne en 2006 à partir d'un thème clef : la « séparation ».

Utilisant des repères historiques, Bendelac analyse de manière chiffrée sept types de séparation : ethnique, religieuse, politique, économique, sociale, territoriale, régionale. Ce fil conducteur rend bien compte de la réalité israélienne. Le Mur n'est que la partie la

plus visible de cette multiplicité de séparations entre Juifs, Arabes (musulmans et chrétiens), Palestiniens musulmans, autres chrétiens, laïques, Druzes, Bédouins mais aussi Chinois, Philippins, Roumains, Thaïlandais, Polonais, Turcs... L'analyse de la séparation spécifique entre Juifs orthodoxes et autres Juifs mérite qu'on s'y attarde. Et ce d'autant que Bendelac estime que la population des *Haredim* (les ultra-orthodoxes), évaluée à 290 000 en 1995, passera à trois millions en 2050 s'ils conservent leur taux actuel de fécondité...

Les informations contenues dans cet ouvrage sont passionnantes. Il ne se lit pas d'un trait mais il constitue un document de travail indispensable sur la société israélienne actuelle et future. ■

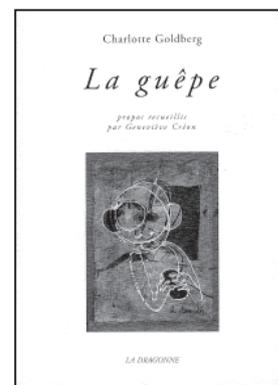
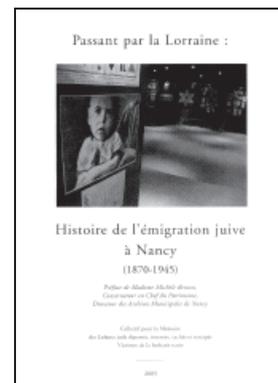
Régine Dhoquois-Cohen

Passant par la Lorraine : histoire de l'émigration juive à Nancy (1870-1945), Collectif pour la mémoire animé par **Charlotte Goldberg**, CMEV, Nancy, 2005, 194 p., 41 euros.

Charlotte Goldberg, *La guêpe*, La dragonne, Nancy, 2002 puis Jouve, Paris, 2005, 100 p., 15 euros.

Passant par la Lorraine est le travail d'un Collectif qui, sous la responsabilité de Charlotte Goldberg, s'est donné pour tâche de recenser les familles de migrants Juifs passées par Nancy et touchées par la déportation. On y trouve l'historique de ces familles depuis 1870, les informations dont on dispose sur leur déportation, des photos, des documents... Ce travail scrupuleux est d'abord un mémorial, une stèle collective et sa découverte est source d'un moment d'intense émotion. L'ouvrage est bien sûr aussi un précieux outil de travail pour toute recherche généalogique ou historique concernant les Juifs nancéiens et leurs familles. Il est en cela exemplaire.

Charlotte Goldberg avait également publié, en 2002, ses souvenirs d'enfant cachée, qu'elle avait confiés à Geneviève Créon. Ce livre vient d'être réédité. On y découvrira, là aussi avec émotion, le récit d'une enfance qui hélas ressemble à tant d'autres, et que le prière d'insérer résume parfaitement : « *La guêpe* est le récit d'une enfance juive à Nancy, traversée par de multiples déchirements : la Gestapo, les trahisons, l'innocence à jamais orpheline ». Le style est sobre, ce qui ne fait que renforcer l'émotion du lecteur. « À





Découvrir

l'heure où j'écris tout cela, j'ai six ans, éternellement six ans » conclut Charlotte. En une phrase, tout est dit. ■

P. L.



Francis Bailly, *Pouvoir et société. Le regard du mosaïsme*. L'Harmattan, Paris, 2005, 220 p., 19,50 euros.

Ancien chercheur au CNRS et ancien responsable syndical, Francis Bailly poursuit la quête approfondie qu'il a engagée dans son précédent ouvrage, *Mosaïsme et société, De la tradition à la révolution*, L'Harmattan, 2003. Dans la ligne des enseignements de Jean Zacklad et de Claude Birman, il interroge ici la question lancinante de l'exercice du pouvoir. « Les sociétés, écrit-il, sont placées devant une sorte de contradiction: ou bien il n'y a pas de loi - ou il n'y a personne pour la faire respecter - et c'est la loi du plus fort qui prévaut ; ou bien il y a une loi et des institutions pour la faire respecter, mais ce sont les institutionnels eux-mêmes qui, pour préserver leur position, risquent d'exercer une domination sur les autres ».

Ainsi, à partir d'une analyse minutieuse de l'histoire juive depuis Adam et Eve jusqu'aux diverses diasporas contemporaines en passant par les royaumes et les exils, Bailly nous livre une réflexion serrée, fondée sur une culture d'une exceptionnelle densité, sur ce que l'on peut appeler le « pouvoir » sous ses multiples formes et sur la façon de gérer la difficulté de l'exercer sans en abuser. La question de la *souveraineté* est au cœur de cette interrogation, cette souveraineté qui appartient au peuple mais qu'il doit impérativement déléguer pour partie à l'État, pour partie à la société civile, faute de quoi il n'est pas de vie collective possible.

Et Bailly d'ajouter : « L'Occident a tenté de résoudre cette question en s'organisant, au fil de l'Histoire, autour des idées d'universalité des Droits de l'Homme et de démocratie, ouvrant ainsi une perspective d'émancipation que l'on peut qualifier de *révolutionnaire*. Le mosaïsme, pour sa part, a tenté de surmonter cette contradiction sur la base de concepts et de pratiques qui étaient certes religieux au départ, mais qui peuvent aussi se comprendre d'un point de vue complètement laïque et athée, en s'organisant autour des idées de monothéisme et d'alliance, tout en développant une perspective messianique ».

Qu'on ne s'attende pas à une lecture facile de cet ouvrage ! Il est bon néanmoins de l'avoir eu entre les mains pour percevoir qu'on peut traiter de ces questions (qui nous touchent tous et auxquelles nous avons chacun des éléments de réponse) à un très haut niveau de conceptualisation philosophique, et cela de façon tout à la fois politique, profondément juive et a-religieuse. ■

P. L.

Les livres de la prochaine livraison :

Notre ami **Henri Minczeles** vient de publier une nouvelle somme : une *Histoire des Juifs de Pologne (religion, culture, politique)* chez La Découverte, (369 p., 24 euros). L'ouvrage nous a été transmis trop tard pour qu'il puisse être recensé dans ce numéro de *Diasporiques* (il le sera dans le suivant) mais nous voulions néanmoins signaler d'ores et déjà sa parution à nos lecteurs.

Dominique Schnapper et Chantal Bordes-Benayoun, *Diasporas et nations*, Odile Jacob, 2006. Cet ouvrage semble aborder des questions proches de nos préoccupations. Recension dans le prochain numéro.

Hommage à Lilly Scherr

La Bibliothèque juive de Marseille édite en hommage à Lilly Scherr (disparue en 2000) un recueil sous-titré « *Une historienne juive insoumise* ». Cet ouvrage émouvant, réalisé par Michèle Bitton et Michèle Hassoun, amies et collaboratrices de Lilly, comporte un choix d'articles centrés autour des trois thèmes qui ont occupé toute la vie de d'une personnalité attachante de la judéité française : la cause des femmes, le cinéma et la mémoire. Des articles d'hommages publiés au moment de son décès, la liste complète de ses publications et un album de photos complètent le volume.

Bibliothèque juive de Marseille, 18 bd Michelet 13008 Marseille.
☎ 04 91 71 85 41 ; télécopie : 04 91 71 44 93



Une nouvelle de Jaco Guinsburg

Bom Retiro

C'était le Bom Retiro d'autrefois... Le quartier de l'immigration qui était né au pied de la Gare da Luz et qui, peu à peu, avait avancé aux abords verdoyants du Tietê, laissant dans ses longues files de maisons basses des toits d'espérances nourries sur d'autres continents. Rue des Immigrants, rue des Italiens, quartier des juifs et, en fait, le « Bon Abri » d'hommes et de femmes harcelés par la faim, les injustices et les guerres...

Là, l'Amérique rêvée dans de lointains villages, dans des trains sordides et dans des cales suffocantes de troisième classe, perdait ses contours fantastiques, ses couleurs flamboyantes et sa richesse facile. Les mirages aperçus dans l'immensité de la mer et du ciel, les trésors entrevus dans un morceau de pain noir se défaisaient dans la poussière des rues non asphaltées, dans la sueur des journées torrides, dans l'obscurité des chambres surpeuplées. Le bateau des immigrants, avec son chargement d'illusions, se heurtait aux écueils de la réalité inattendue.

Mais, vaincu le tourment des premières déceptions, apaisé le vent des premières nostalgies, une lumière filtrait à travers les ténèbres. Au loin, rétréci par les montagnes de la vie quotidienne, se dessinait, bien que vague et obscur, un nouvel horizon. Et finalement les naufragés sentaient un morceau de sol sous leurs pieds. Ils respiraient. L'espoir ressurgissait avec les premiers rayons du matin.

Et sur les petits terrains de football, dans les petites bandes, dans les histoires racontées à la lumière des lampions à gaz, dans la mélodie dolente des accordéons, dans le magasin de m'sieur Joaquim et dans l'auberge de m'sieur Beppe, les habitudes se forgeaient, les traditions se heurtaient, les arêtes s'aplanissaient, un nouveau monde naissait. Une collection bigarrée d'êtres humains, dont les diverses origines étaient encore inscrites sur les visages, dans les mots, les regards, défilait jour après jour, chacun charriant sa brique pour bâtir une Amérique dont ils n'avaient jamais rêvé... Là, s'établissaient des

liens, s'amalgamaient des cultures et se cimentaient les fondements d'un Eldorado de béton et d'acier... ■

Era o Bom Retiro de outrora... o bairro da imigração que nascera ao pé da Estação da Luz e que, aos poucos, avançara sobre as várzeas do Tietê, deixando em seu rastro fileiras de casas baixas, tetos de esperanças nutridas em outros continentes. Rua dos Imigrantes, Rua dos Italianos, bairro dos judeus e, na verdade, o Bom Retiro de homens e mulheres acossados pela fome, pelas injustiças e pelas guerras...

Ali, a América sonhada em remotas aldeias, em sórdidos trens e em sufocantes porões de terceira, perdia as suas linhas fantásticas, as suas cores deslumbrantes, a sua riqueza fácil. As miragens descortinadas nas imensidões de mar e céu, os tesouros entrevistados numa fatia de pão negro, desfaziavam-se no pó das ruas não calçadas, no suor dos dias tórridos, na escuridão dos quartos apinhados. O barco de imigrantes, com o seu carregamento de ilusões, chocava-se contra os escolhos da realidade imprevisível.

Mas, vencida a tormenta dos primeiros desenganos, amainado o vento das primeiras saudades, uma luz filtra-se entre as trevas. Ao longe, estreitado pelas montanhas da vida quotidiana, desenhava-se, ainda vago e obscuro, um novo horizonte. Afinal, os naufragos sentiam um pedaço de chão sob os pés. Respiravam. Ressurgia a esperança, sob os primeiros raios da manhã.

E nos campinhos de futebol, nas troças, nas histórias contadas à luz dos lampiões a gás, na melodia dolente das sanfonas, na venda de Seu Joaquim e na quitanda de Seu Beppe, fundiam-se hábitos, chocavam-se tradições, desgastavam-se arestas, nascia um novo mundo. A variegada coleção de seres humanos, com a diversidade de origem ainda estampada no rosto, nas palavras, no olhar, desfilava dia após dia, cada qual carregando o seu tijolo para uma América jamais sonhada... Ali, estabeleciam-se laços, caldeavam-se culturas e cimentavam-se os fundamentos de um Eldorado de concreto e aço...

Nicole Gdalia, directrice des éditions Caractères (dont on a lu une présentation dans le dernier numéro de *Diasporiques*¹) nous a autorisés à reproduire ici, en version bilingue, une nouvelle de Jaco Guinsburg, extraite du recueil de nouvelles *Ce qui est arrivé est arrivé*². Qu'elle en soit ici vivement remerciée.

Aujourd'hui âgé de 85 ans, Jaco Guinsburg est professeur émérite d'esthétique théâtrale à l'université de Sao Paulo (Brésil). Il a reçu de nombreux Grands Prix, dont celui de l'Académie brésilienne des Lettres et le Prix Molière. Il est auteur de nombreux essais. Il a été entre autres responsable d'une collection judaïque.

¹ *Toute édition de poésie est un OVNI*, par Maurice Mourier, *Diasporiques* n°37, mars 2006, p. 48-51.

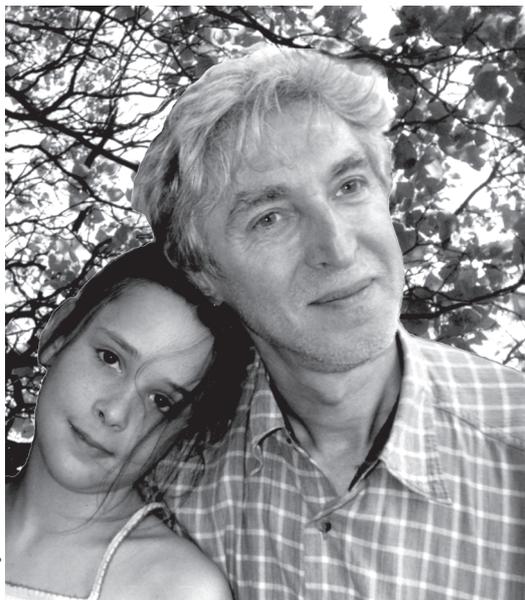
² Éd. Caractères, Paris, 2005, p. 151-152.



In memoriam Jacques Grober : un poète trop tôt disparu

Jacques Grober, auteur-compositeur-interprète de chansons yiddish, russes et françaises, vient de nous quitter à l'âge de cinquante-cinq ans. Il avait su donner un souffle nouveau à la chanson en mariant le yiddish, le français, le russe et l'anglais pour évoquer l'actualité politique et sociale ou les thèmes traditionnels : enfance, errance, amour et humour, sur des mélodies hassidiques ou sur des rythmes de rap. Jacques Grober avait intitulé son dernier recueil de nouveaux chants yiddish *Tshiriboym*, un mot inventé par lui à partir d'une onomatopée fréquemment utilisée dans les chansons yiddish (tsiribim) et du mot boym (arbre) : tout un symbole pour une œuvre entièrement construite sur l'enracinement dans la tradition et la transmission. On peut trouver ce livre à la Maison de la culture yiddish, où il a été présenté le 17 juin 2006. ■

Fania Perez



Coll. particulière

¹ Bibliothèque Medem, 18, passage Saint-Pierre Amelot, 75011 Paris, 148 pages, 25 euros.

Tshiriboym

a lid friyer

yiddish, frantseyzish, English, russish, he-
breysh
di finef shprakhn fun der hant
finef tsvaygn fun a boym
finef nugunim far a lid

- *Tshiribim ?*

- *Tshiribom !*

- *Nayn ! Tshiriboym !*

Fun dor tsu dor...

*Un zayne zingendike tsvaygen tsheshpreytn zikfi
[dokfi iber lender...*

*vort un vortslen, shtam un shtime, nign-tsvaygn,
blumen-gramen, frukhtn-tents...*

Tshiriboym, karshinboym, tshereshtnyesboym...

*Tshiriboym, shorkhtnboym, geshikhtboym,
[yesurimboym, shturemboym...*

Tshiriboym, shternboym, shtralnboym...

Tshiriboym, shuresboym, shirimboym...

Tshiriboym, un cerisier...

*Arbruissements, arbre-histoire, arbre-maux, arbre-
[tempête,
arbre de révolte... Au long des siècles, par-delà les
[frontières...*

Tshiriboym, arbre-mots, arbre-chant, arbre-danse...

Tshiriboym, un cerisier, un étoilier, un soleilier...

Tshiriboym, cherryboym, storyboym, stormyboym...

*Cherry-tree, history-tree, histormy-tree,
charged tree, chased tree, chained-tree...*

*Cherry-tree cheery tree, starry tree, chant-tree,
[dance-tree,
chance-tree, cherished tree... Over centuries and
[borders...*

Tshiriboym, tshereshtnya...

*Tshiriboym, shorokhi, bogomolye i boy... Tsheriez
[vieka i granitsy...*

Tshiriboym i bogema, tshayanye, otsharovanye...

Tshiriboym, shir ba yom ve shir ba layla... shirets

Tshiriboym, teshuvot u teshurot, mi dor le dor...

Tshiriboym, shirilan...

Une place et une rue Gaston-Crémieux à Evry dans l'Essonne, pourquoi ?

Il existe dans le quartier des Épinettes, l'un des quartiers centraux de la ville nouvelle d'Evry mis à l'habitat à partir de 1979, une rue et une place Gaston-Crémieux. Pourquoi donc cette référence à notre héros tutélaire ? Il ne faut sans doute pas en chercher l'explication dans le fait que le numéro 2 de la rue abrite le désormais célèbre *génopole* d'Evry – l'institut de biotechnologie du génome – dans deux immeubles contigus (le centre national de séquençage et le centre national de génotypage) initialement construits pour accueillir le siège social de la filiale française de *Digital Equipment Corporation*, DEC (qui fut en son temps leader mondial de la mini-informatique). Ni dans le fait qu'on trouve juste à côté, au numéro 1 de la rue de l'Internationale, le laboratoire du Généthon, qui, faut-il le rappeler, publia en 1993 la première carte physique du génome humain. Mais alors pourquoi ?

Une rue Gaston-Crémieux... une rue de l'Internationale... Mais oui, vous brûlez, vous y

êtes ! La majorité socialo-communiste du conseil municipal (qui avait triomphé de la droite deux ans plus tôt), avait décidé, pour dénommer les rues de ce nouveau quartier, de rendre hommage à des acteurs de la Commune et du mouvement révolutionnaire français de l'Internationale ouvrière. C'est ainsi que la rue Gaston-Crémieux voisine aux Épinettes avec la rue Henri-Rochefort, la place de la Commune, la place des Fédérés, le boulevard Louise-Michel, l'allée de la Butte-Rouge, le mail du Temps-des-Cerises, la villa Charles-Delescluze, les squares Elisée-Reclus, Paul-Lafargue, Jean-Allemane, Jules-Guesde et Eugène-Pottier (l'auteur des paroles de l'Internationale), sans oublier bien sûr la rue de l'Internationale...

Et voilà pourquoi Marseille n'est pas la seule ville française à honorer notre cher Gaston Crémieux ! Hommage en soit rendu à Evry et à sa municipalité !

Elio Cohen-Boulakia

Photo E. Cohen-boulakia





Quel rôle les associations peuvent-elles jouer dans le rapprochement entre majorité et minorités ?

Le président du Cercle Gaston-Crémieux a été invité à intervenir au sein de la table ronde organisée sur ce thème par Esther Benbassa, dans le cadre de la série de colloques intitulée *Le pari(s) du vivre ensemble* (Paris, 20-24 mars 2006). Voici le résumé de son intervention, qui fut précédée d'une brève évocation du Cercle, de son histoire et de ses activités. À noter que les autres associations juives invitées se sont retirées au dernier moment de la liste des participants au colloque..

Permettez-moi une critique sur le titre de cette table ronde. Vouloir « rapprocher » majorité et minorités est une idée sympathique mais qui porte en elle une contradiction : elle implique qu'existeraient, précisément, une majorité et des minorités, c'est-à-dire, s'agissant des « minorités », des « communautés » identifiables : les Juifs, les Noirs, les Musulmans... ou encore les Homosexuels, etc. Or c'est précisément ce que nous récusons : nous refusons de nous laisser entraîner, même à rebours, dans une logique de discrimination. Bien sûr les associations luttant contre les discriminations jouent un rôle essentiel dans ce pays, mais il nous semble que ce rôle est d'autant plus cohérent qu'il est plus généraliste.

Il faut à ce stade introduire une idée à nos yeux essentielle même si elle peut paraître un peu abstraite : il est crucial d'établir une claire distinction entre l'espace des *faits de culture* (le fait chrétien, le fait juif, le fait arménien, le fait genre, le fait sexualité, etc.) et l'*espace des individus*. Une telle distinction permet en effet de protéger la liberté des individus, celle notamment de choisir d'avoir des liens privilégiés avec tels ou tels faits de culture (au pluriel !) sans pour autant être obligé de se rattacher de façon dominante (ou en tout cas exclusive) à l'un ou l'autre d'entre eux. Je suis pour ma part de nationalité française, de filiation juive assumée et revendiquée, mais je ne suis pas pour autant un « Juif français » ou un « Français juif » : je refuse totalement de me laisser étiqueter, de quelque façon que ce soit !

Quel rôle dès lors pour les Associations ?

Un fait de culture ne peut être vivant que s'il est porté par des individus et par des collectivités, qui en sont en quelque sorte les *passseurs* temporaires dans l'évolution globale, historique, des sociétés. Et les associations sont le support naturel de l'expression publique de ces individus et de ces collectivités, c'est-à-dire les garants de la préservation de la diversité culturelle, ce bien public

patrimonial de l'humanité, tout aussi précieux que la biodiversité.

La République nous invite au demeurant explicitement à leur donner la parole, si l'on veut bien relire dans cet esprit l'article premier de sa Constitution. La France, dit ce texte, est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Si la république est d'emblée affirmée par principe comme indivisible, c'est bien qu'on pourrait être tenté de la diviser, de la constituer en entités juxtaposées. Et c'est le deuxième mot, « laïque » qui donne sinon la solution de cette difficulté, du moins une piste pour s'en approcher. La république est laïque, c'est-à-dire profondément respectueuse des diverses composantes de sa diversité. Or les associations sont le mode le plus naturel d'expression de cette diversité, dès lors qu'elles demeurent dans leur rôle d'expression d'une laïcité « désorganisée », dispersée, diasporique, et qu'elles ne se constituent pas en structures pseudo représentatives des faits de culture. Ceux-ci sont en effet des entités par nature floues dans leurs frontières et *donc non représentables de façon univoque*. Pour être clair sur un cas particulier mais qui a valeur générale: nous ne contestons en rien qu'existent des associations juives, ni même qu'elles se fédèrent. Mais nous contestons formellement que le CRIF puisse prétendre « représenter » la « communauté juive » et plus encore que les pouvoirs publics le considèrent comme leur interlocuteur légitime, contribuant ainsi à communautariser les Juifs tout en prétendant vouloir éviter toute évolution de la société française vers le communautarisme. Et vous pouvez étendre cet exemple à tous les faits de culture.

Pour nous, les associations, qui sont de droit privé, jouent un rôle public majeur : ce sont les vecteurs fondamentaux d'expression de cette laïcité généralisée dont nous prôtons la reconnaissance et qui est à nos yeux le meilleur élément possible de cohésion d'une société indivisible et pourtant – fort heureusement ! – plurielle. ■

Un projet de colloque sur Religions, courants de pensée et cohésion sociale en Europe

Nos amis chrétiens de Droits et Libertés dans les Églises, liés à l'Observatoire Chrétien de la Laïcité (OCL), que nous avons reçus en octobre dernier au Cercle Gaston Crémieux, ont pris l'initiative d'organiser, dans le cadre du Conseil de l'Europe, une manifestation sur le thème de « la cohésion sociale dans une Europe multiculturelle ». Ils nous ont conviés à en être co-organisateurs, aux côtés de la Fédération Humaniste Européenne, de la Ligue de l'Enseignement et du Manifeste des libertés. Ce colloque se tiendra fin septembre – début octobre 2007 à Strasbourg, à la suite des sessions de travail des ONG participant aux travaux du Conseil de l'Europe. Il se propose d'analyser les graves menaces qui pèsent sur la cohésion sociale européenne, inscrite dans les textes mais battue en brèche dans la réalité des faits, et de voir dans quelle mesure les religions et les courants de pensée peuvent promouvoir des actions tendant à les conjurer. ■

Menaces sur la vie d'Abdul Rahman, musulman converti au christianisme

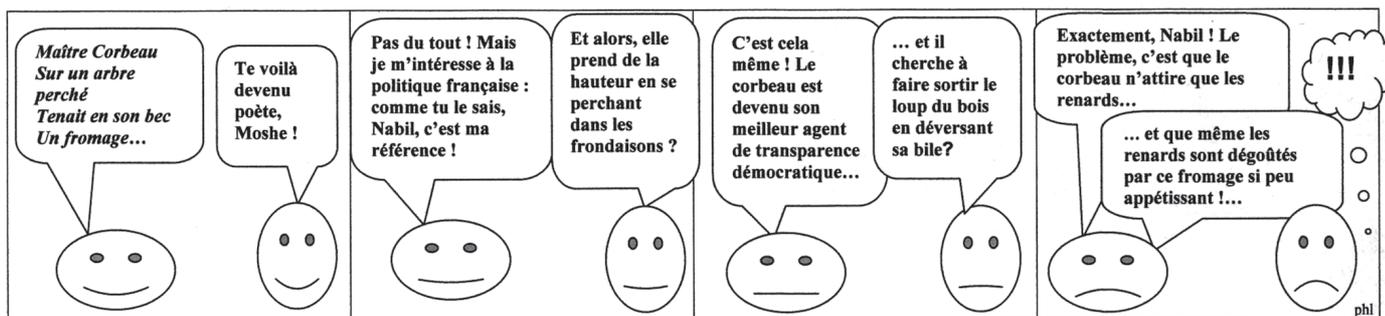
Le Cercle Gaston-Crémieux a envoyé le 29 mars 2006 la note suivante à Monsieur Karzai, Président de la République d'Afghanistan, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Paris.

Nous sommes très sensibles aux efforts fructueux que vous avez déployés pour faire respecter la lettre et l'esprit de votre Constitution, et notamment son article 7, aux fins de protéger la liberté de conscience de vos concitoyens, et cela tout particulièrement dans le cas de M. Abdul Rahman. Le cercle Gaston-Crémieux, qui exprime une voix juive différente de celles que l'on entend le plus souvent (notre judéité est d'ordre historique et culturel, sans inféodation à la religion ou au sionisme), est heureux du dénouement de cette affaire, qui était suivie avec beaucoup d'attention par tous ceux qui s'intéressent à l'évolution actuelle de votre pays et, plus généralement, au développement du respect des droits de l'homme dans le monde. ■

« Juif » ou « Musulman » : religion ou culture ?

Se dire juif ou musulman, pour un laïque, voire un athée, fait référence à une culture plus qu'à une religion. Encore faut-il mieux définir le contenu de cette culture. Un premier atelier, à Eaubonne, regroupant des membres du cercle Gaston-Crémieux et du Manifeste des libertés, avait initié une réflexion sur ce thème, avec comme objectif de proposer des exemples de contenus susceptibles d'être développés au sein de l'Éducation Nationale. Il a débouché sur l'idée de commencer par mieux cerner comment sont traitées les cultures juives et musulmanes dans les programmes scolaires actuels. Un deuxième atelier devrait donc suivre dans les mois à venir, fondé sur plusieurs questionnements, dont entre autres : « Juifs et Arabo-Musulmans à travers les manuels d'histoire » ; « écrivains francophones juifs et arabo-musulmans dans les manuels de littérature française » ; « fréquence des termes *juif* et *musulman* dans les manuels d'histoire, en comparaison avec d'autres citations » ; « comment Israël et la Palestine sont-ils présentés dans les manuels de terminale ? ». ■

Moshe et Nabil dialoguent...





In this issue of *Diasporiques*

One year after the project for a European constitution was rejected in France by referendum, the present issue of *Diasporiques* (n° 38, June 2006) focuses largely on the future of the European Union. The leading article (p. 3) underlines the impressive silence of our politicians about it. Hubert Védrine, a former minister of Foreign affairs, takes up the gauntlet (p. 4) and states his firm belief that Europe will not be a federation but a federation of Nation-states. In our recently published book, *Valeurs, cultures et politique*, the question of the future of Europe stands out as a major issue and was the subject of a first public debate (p. 15) : see the appeal in this issue (p. 56). With our friends from Centre Medem and Club laïque de l'enfance juive, we immersed ourselves early this year in the history of the Jewish Socialist Workers' movement, the *Bund*, a part of the European past very dear to us. This time *Diasporiques* gives an account of the second workshop on « ici-ité » (*doyleit*) (p. 23). Europe however had its regular antisemites : Jacques Aron evokes one of them, Edmond Picard, a Belgian citizen (p. 23), and Fania Perez presents two sculptors, Jacob Pakciarz and Albert Hirsch, who each in his own way attempt to represent the unrepresentable, the genocide of the Jews (p. 35).

Carol Mann interviews Caroline Fourest on the topic of Islamic caricatures (p. 38) and Maurice Mourier introduces us once more into the mysteries of an original and adventurous publishing house, *L'Improviste*. We were given permission by the head of the press Mourier had presented in our last issue (n° 37) to reproduce a short story by one of its authors, Jaco Guinsburg (p. 49). A homage rendered to the late poet Jacques Grober follows (p. 50).

With Anne-Emmanuelle Lazar and Sylvie Kuczynski we are swept into swirling summer revels and the milky delights belonging to the present gentler times (insert). ■

Le Cercle Gaston-Crémieux

postmaster@cercle-gaston-cremieux.org

Sites : www.cercle-gaston-cremieux.org

www.cercle-gaston-cremieux.eu

Diasporiques

postmaster@diasporiques.org

Site : www.diasporiques.org

www.diasporiques.org

Diasporiques est une revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Adresse de la rédaction : c/o Jean-François Lévy,
2 avenue Jeanne, F-95600 Eaubonne.

Courriel : postmaster@diasporiques.org

Site : www.diasporiques.org

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Collectif de rédaction faisant fonction de rédacteur en chef : Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Georges Wajs.

Comité de rédaction : les mêmes plus Françoise Basch, Régine Dhoquois-Cohen, Edmond Kahn, Fania Pérez, Antoinette Weil.

Correspondant au Proche-Orient : Claude Rosenkovitch.

Conseillers pour la maquette : Corinne Dupuy puis Loïc Le Gall.

Mise en page : Jean-François Lévy.

Correction : Dominique Lazar, Antoinette Weil.

English abstract : Françoise Basch.

Travaux graphiques : Benjamin Lévy.

Impression : Présence graphique, Monts (37).

N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1108 G 78821.

Les textes publiés par Diasporiques n'engagent que la responsabilité de leur signataires.

Abonnement

Recopiez ce bulletin d'abonnement et envoyez-le, accompagné d'un chèque, à Jean-François Lévy, 2, avenue Jeanne, F - 95600 Eaubonne

Nom, Prénom(s)

Adresse postale :

Adresse électronique :

- Je souhaite m'abonner à *Diasporiques* (cocher) pour un an
 pour deux ans
 Je règle le montant de l'abonnement en suivant les indications données ci-dessous.

Montant annuel de l'abonnement (quatre numéros) :

| Zone | Abonnement normal | Abonnement de soutien |
|----------------------------|-------------------|-----------------------|
| France | 20 euros | 30 euros ou plus |
| Union Européenne et Suisse | 25 euros | 35 euros ou plus |
| Reste du monde | 30 euros | 40 euros ou plus |

• **France :** chèque bancaire ou postal à joindre au bulletin, à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux -*Diasporiques*

• **Belgique :** virement bancaire à effectuer auprès de Henri Liebermann, compte n° 750-9064356-58, mention « *Diasporiques* »

• **Suisse :** virement bancaire à effectuer auprès de Massimo Sandri, Banque cantonale vaudoise, compte n° 5006.66.86, mention « *Diasporiques* »

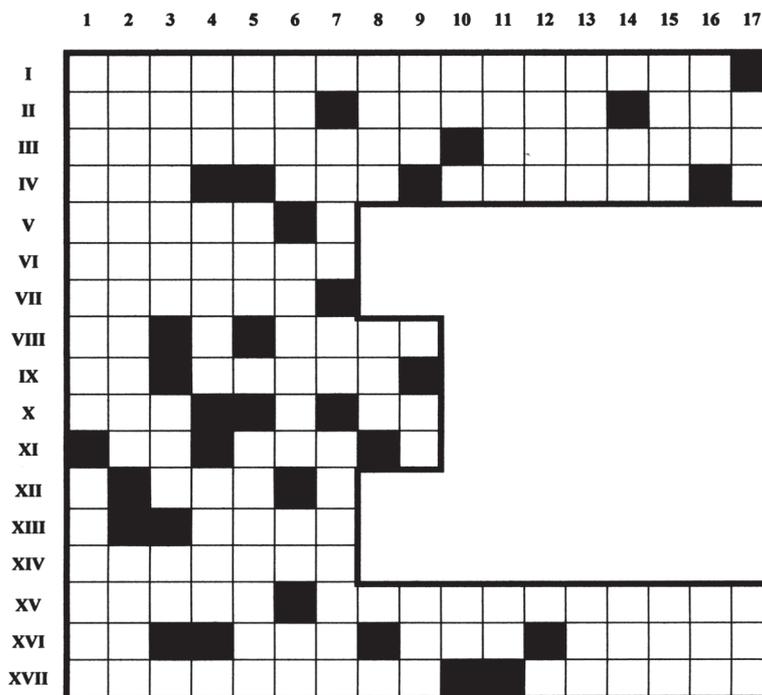
• **Autres pays** (Autres pays européens et reste du monde) : virement bancaire à effectuer au compte du Cercle Gaston-Crémieux :

| IBAN | Code banque | Code guichet | N° de compte | Clé RIB |
|------|-------------|--------------|--------------|---------|
| FR53 | 30041 | 0001 | 1070730T020 | 78 |

Les Revenentes

Nouvel hommage (logique !) à Georges Perec

Philippe Lazar



Horizontalement

- I – Nouvelles tentatives de fécondation.
- II – Censé s’y connaître. Vase pas vaseux du tout. Siob sel snad eirc.
- III – Courte échelle. Creux des reins, ce canasson !
- IV – Le Sud n’a pas gagné avec lui. Anti-machiste historique. Parfums en puissance.
- V – Belle toute ébouriffée.
- VI – Partie basique.
- VII – Vieux commandant.
- VIII – Préposition. A deux cents à l’heure il devient vraiment dangereux.
- IX – Pas tout à fait net. Mémorial lithique.
- X – Un autre nouvel an. Personnel.
- XI – Personnel. Protecteur parfois inquiétant.
- XII – On y réglait des dettes.
- XIII – Présente un Juif célèbre.
- XIV – Très honorés.
- XV – Sympathique quand on ne la voit pas. Parfois promises au cocotier.
- XVI – Le terrain y est aussi cher qu’à Paris. Traverse l’Europe à toute allure. Long temps. Essaie.
- XVII – Foulard islamique élémentaire. Essaies.

Verticalement

- 1 – Ce n’est pas du pipeau. Vaut l’autre face.
- 2 – On ne peut mieux faire ou mieux dire. Pote à Didon.
- 3 – Beaux comme des dieux. A l’endroit sent le pétrole, à l’envers sent mauvais. Une demi-once.
- 4 – Arrivée à bon port. Un temps très agité. Appeler sa belle dans tous les sens.
- 5 – Il ne lui manque qu’une lettre pour faire des affaires. Il crie encore à l’envers, cet animal. Édicte réglementairement.
- 6 – Vient d’être. Le nom de Riva, en France, pour les cinéphiles. Démonstratif. Agent de liaison.
- 7 – Essai. Article inversé sauf s’il est espagnol. Nouée de façon harmonieuse.
- 8 – Balte. Arrivés.
- 9 – Arrivée, elle aussi. En milieu de thèse. Oui, elle est arrivée, on le sait !
- 10 – Bref aperçu d’une vie. Note inversée.
- 11 – Des temps significatifs. Personnel.
- 12 – Agit mal en paroles.
- 13 – Crochet. Il arrive !
- 14 – Fin d’infinif. Ils sont arrivés !
- 15 – Pareils. Développé, peut faire boum !
- 16 – Esprit. Oui, il est là !
- 17 – Dans le désert. Personnel.

(Solutions p. 10)



Promouvoir la composante laïque et diasporique de la judéité européenne¹

Créé en 1967 à l'initiative de quelques intellectuels juifs² soucieux d'affirmer la légitimité d'une existence juive diasporique sans inféodation à la synagogue ou au sionisme, le Cercle Gaston-Crémieux déclarait, dans son Manifeste fondateur de 1967, que « les diasporas constituent pour les Juifs un mode d'existence original, qu'un long passé a rendu naturel, fructueux et vénérable, où s'est déposé le meilleur de la tradition universaliste des Juifs ». Près de quarante ans plus tard, cette assertion nous semble conserver toute sa valeur tant au niveau national qu'à celui de l'Europe.

Être à la fois *juif, laïque et diasporique* n'implique en rien une uniformité de comportement. On peut se ressentir juif par filiation, par volonté, par culture, par histoire ou encore en puisant à plusieurs de ces sources. On peut donner du concept de laïcité³ sa définition la plus courante (liée à la séparation des Églises et de l'État) ou une interprétation plus large (la reconnaissance des cultures en tant que composantes essentielles de l'espace public). On peut encore diverger quant aux manifestations personnelles de sa judéité. Ainsi certains membres du Cercle Gaston-Crémieux, dans le but de transmettre une part de cette judéité à leurs enfants, se sont occasionnellement rapprochés des milieux synagogaux libéraux alors que d'autres demeurent délibérément éloignés de quelque forme que ce soit de pratique religieuse ; certains marquent de façon systématique diverses étapes sécularisées du « temps juif »⁴ – fêtes traditionnelles, shabbat, etc. – d'autres s'en dispensent habituellement. Bref, la diversité est reine.

¹ Ce texte, inspiré du descriptif du Cercle Gaston-Crémieux de mars 2006, esquisse ce que pourrait être un appel à l'expression formelle d'une judéité européenne de nature laïque et diasporique.

² Parmi eux figuraient entre autres Richard Marienstras, son président-fondateur, Claude Lanzmann, Léon Poliakov, Rita Thalmann, Oscar et Judith Rosowsky, Pierre Vidal-Naquet et son actuel président, Philippe Lazar.

Le Cercle porte le nom d'un avocat juif comtadin, ardent militant de la République sociale, communard marseillais fusillé en 1871.

³ Dont nous avons conscience de la difficulté d'en donner une traduction fidèle dans la plupart des langues européennes.

⁴ On pourra lire à ce sujet le livre que le Cercle Gaston-Crémieux a consacré en 1995 à ces questions : *Temps juif, lecture laïque*, ed. Liana Levi, Paris, 183 pages, 15 euros.

Mais ce qui rapproche fondamentalement les uns et les autres, au-delà de ces nuances d'expression, est le sentiment de s'inscrire dans une longue histoire partagée, douloureusement et irréversiblement marquée par les violences de l'antisémitisme sous toutes ses formes et par l'abomination du génocide hitlérien. Une histoire qui est riche aussi des contributions politiques, sociales, culturelles, scientifiques et techniques des Juifs à l'évolution de l'humanité. Une histoire où les échanges interculturels propres au fait diasporique ne peuvent que stimuler les progrès mutuels.

Non sionistes en quelque sorte par définition, les Juifs laïques et diasporiques n'en sont pas moins, pour la plupart d'entre eux, attachés à l'existence de l'État d'Israël, un État dont la création s'est accompagnée de graves spoliations au détriment des populations palestiniennes mais dont on ne peut nier la légitimité historique, renforcée par le geste décisif de sa reconnaissance formelle par les Nations Unies en 1948. Cet attachement n'empêche en aucune manière de juger voire de condamner la politique que mène cet État ; il ne saurait conduire à lui reconnaître une quelconque *centralité* dans la vie juive mondiale.

Ce refus d'accepter une aliénation à ce qui se passe au Proche-Orient nous renvoie directement à la situation en France et bien sûr à l'Europe. Dans le livre collectif qu'il vient de publier, *Valeurs, cultures et politique*, le Cercle Gaston-Crémieux propose de donner, dans les projets politiques, une place déterminante à la prise en compte des cultures – de toutes les cultures – en tant que biens publics, sans pour autant renoncer, est-il besoin de le préciser, aux priorités économiques et sociales et à la lutte contre les inégalités et les exclusions. Une réflexion sur la place de la composante laïque et diasporique de la culture juive européenne dans la construction d'une Europe multiculturelle pourrait fort bien s'inscrire dans cette logique. Elle nous tente et nous serions heureux de savoir ce que les lecteurs de *Diasporiques* pensent de son intérêt. ■

⁵ Le compte-rendu du débat qui lui a été consacré le 13 mai dernier figure en p. 15.